



Cause

COMPRENDRE LE MONDE
AGIR POUR LE CHANGER

MAI-JUIN
JUILLET
2026

49

commune

REVUE D'ACTION POLITIQUE DU PCF

p. 12 DOSSIER

1936 LE FRONT POPULAIRE

p. 3 ÉDITO
Inégalités

p. 7 POÉSIE
Che Guevara : la fabrique
d'une icône

p. 56 STATISTIQUES
Ce que le capital fait à la
nature et aux travailleurs

p. 8 GRAND ENTRETIEN

Igor Zamichiei, responsable national à la vie du Parti :
« Rassembler le monde du travail et de la création »

Parti communiste français

3 ÉDITO

Guillaume Roubaud-Quashie Inégalités

6 POÉSIES

Francis Combes Examen de conscience Poésie russe en temps de guerre

7 REGARD

Élodie Lebeau-Fernández Che Guevara : la fabrique d'une icône

8 LE GRAND ENTRETIEN

Igor Zamichiei Rassembler le monde du travail et de la création

12 DOSSIER

1936 LE FRONT POPULAIRE

Hoël Le Moal, Nicolas Tardits Le Front populaire n'est pas qu'un objet d'histoire

Danielle Tartakowsky Un climat de crise

Serge Wolikow Le Parti communiste français au temps du Front populaire

Louise Bur-Palmieri L'amélioration de la condition féminine, une cause commune du Front populaire ?

Jean Vigreux Le Front populaire et le monde rural

Théo Bernard 1936 et les mondes ouvriers

Gilbert Garrel Le rôle du syndicalisme en 1936

Dorian Mellot À la conquête de représentants du personnel
Un texte de **Maurice Thorez**

Matis Bloch La fabrique municipale du Front populaire

Alain Ruscio Le Front populaire et la question coloniale

Geoffrey Poitou Les colonies de vacances communistes sous le Front populaire (1934-1938)

David Noël Le Pas-de-Calais, laboratoire du Front populaire

54 CONTROVERSE

Gérard Streiff 1936. En feuilletant L'Humanité

56 PHILOSOPHIQUES

Franck Fischbach Ce que le capital fait à la nature et aux travailleurs

59 SCIENCES

Louis Devillaine Doit-on déployer à tout prix l'intelligence artificielle au travail ?

62 SONDAGE

Gérard Streiff Quid de l'intelligence artificielle en 2027 ?

63 STATISTIQUES

Fanny Charnière Former plus, mais pour quoi faire ?

64 LIRE

Florian Gulli L'histoire du racisme

67 CRITIQUES

• **Jean-Paul Goux**, *Mémoires de l'enclave*

• **Thierry Montmerle, Yves Gomas et Yi Zhou** *Les deux vies de Cheng Maolan*

• **Julien Chuzeville** *Brève histoire des socialismes en France*

• **Antonin Varenne** *Les fils de l'aigle*

70 EN DÉBAT

Francis Combes Pour le Peuple-monde

Cause commune

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par Gérard Streiff

Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Guillaume Roubaud-Quashie

Rédacteurs en chef : Dorian Mellot, Gérard Streiff • Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux, Chantal Guerre, • Comité de rédaction : Aurélien Aramini, Victor Blanc, Aurélien Bonnarel, Vincent Boulet, Saliha Boussedra, Evelyne Bussiére, Pierre Crépel, Maëva Durand, Jean-Michel Galano, Baptiste Giron, Florian Gulli, Nicolas Lambert, Constantin Lopez, Igor Martinache, Mathieu Menghini, Hoël Le Moal, Michaël Orand, Flavien Ronteix--Jacquet, Julien Rossi, Nicolas Tardits, Pierre Wadlow • Direction artistique, illustrations et mise en page : Frédo Coyère • Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 Paris Cedex 19) • Imprimerie : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • Dépôt légal : mai/juin/juillet 2026 - N° 49 - ISSN 2265-4585 • N° de commission paritaire : 0924 G 93466.

Inégalités

Il est des chiffres dont on parle trop peu dans le débat public. Ainsi de ceux concernant la répartition des richesses. En 2017, quoique la France sortît de cinq ans de hollandisme et de dix ans de chiraco-sarkozysme, les inégalités en matière de revenu disponible des ménages étaient plus faibles dans notre pays qu'elles ne l'étaient en Allemagne ou dans la moyenne des pays de la zone euro ou de l'Union européenne entière. Cela, chacun le sait sans doute car, côté face, on ne cesse de nous rabâcher que la France est le dernier pays bolchevique avec un taux d'imposition ahurissant, des entreprises accablées par les « charges », un État obèse nourrissant des hordes de fonctionnaires superflus et des masses d'assistés. Côté pile, on sait que la France a une très riche histoire de lutte des classes et que l'égalité n'est pas arrivée par hasard au cœur de notre devise nationale. Pour beaucoup, la France, c'est la Sécurité sociale et une certaine idée de la dignité humaine. Pourtant, si on recourt à certains outils statistiques destinés à mesurer les inégalités comme l'indice de Gini, force est de constater que notre pays était, en 2017, beaucoup plus inégalitaire que la Slovaquie ou la République tchèque – pourtant déjà très éloignées de leur passé de démocratie populaire –, ou même de la Belgique et de l'Autriche.

La France est beaucoup plus inégalitaire aujourd'hui
qu'elle ne l'était avant l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron.

Ce qu'on sait moins, sans doute, c'est qu'en 2025 (dernières données disponibles), la France est désormais *plus inégalitaire* que l'Allemagne (un peu), plus que la moyenne des pays de la zone euro (assez nettement), plus que la moyenne des pays de l'Union européenne (nettement). Ne présageons pas de l'avenir – 2026 n'est pas fini – mais l'Espagne, si loin derrière la France en 2017, est bien partie pour devenir moins inégalitaire que nous. Progrès des autres ? Oui, dans certains cas, comme celui que je viens de citer, de l'autre côté des Pyrénées. Mais surtout régression du nôtre : La France est beaucoup plus inégalitaire aujourd'hui qu'elle ne l'était avant l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron. Autrement dit, avec ses formules façon « quoi qu'il en coûte », ses grands discours au Panthéon à la gloire de la Résistance, de la République et de la Justice, les lourds déficits ►►

- qu'il nous laisse, Emmanuel Macron échafaude une image de lui-même et de son action fort éloignée de la réalité. Il restera bien, dans les faits, comme ce « président des riches » selon la juste formule forgée dès les premiers mois de son premier mandat : toujours plus de cadeaux aux plus fortunés, toujours plus d'efforts demandés à la grande majorité d'entre nous, une intervention publique toujours plus dégradée au profit du capital et au détriment de notre peuple. Emmanuel Macron a un bilan de classe et ce n'est certainement pas au service de la nôtre qu'il a œuvré dix ans durant.

Laisser prospérer les milliardaires, c'est nécessairement,
laisser grandir les menaces sur tout régime démocratique
– sans qu'il soit même besoin d'évoquer toute perspective
plus ambitieuse ou révolutionnaire !

On dira peut-être : oui, il y a des inégalités de revenus, mais il y a des inégalités de mérite, certains faisant plus et/ou mieux que d'autres. Il y a matière à discussion dès lors qu'on ne considère pas le seul résultat mais les conditions de production de ce résultat (quel milieu social ? quelle formation ? etc., etc.) mais, par hypothèse, admettons que cela légitime une différence de revenu. Cela n'éteint pas la question de l'ampleur de la différence du mérite supposé : de combien est l'écart de qualité ? 20 %, 50 %, un rapport de 1 à 2, à 3, à 4, à 5 ? Vous connaissez peut-être certains sites qui proposent des « convertisseurs de revenus en unités Bernard Arnault » : c'est amusant mais, malgré tout, assez parlant quand vous voyez que le premier de « nos » milliardaires met moins de quinze minutes pour gagner votre salaire annuel, que le prix d'une baguette rapporté à votre salaire correspond à votre salaire annuel rapporté aux revenus de Bernard Arnault, qu'il vous faudrait des centaines de générations (toutes choses égales par ailleurs) pour percevoir une année des revenus du milliardaire, etc. Bref, quel que soit l'incomparable talent de Bernard Arnault, son apport incommensurable à l'humanité, on voit bien qu'on est très au-delà d'un écart raisonnable, justifiable, sensé. On peut le prendre comme on veut : même en concédant bien des choses à l'idéologie dominante sur les différences de mérite et *tutti quanti*, les inégalités contemporaines ont pris des proportions qui dépassent le pensable. Elles sont en soi un gigantesque problème.

Mais les inégalités de revenus ne défigurent pas simplement notre pays en ce qu'elles amoindrissent des millions de vies et finissent par écraser toute idée de justice sociale, elles posent aussi des problèmes d'autres natures. Une chose – et une sacrée chose ! – est de gagner quatre fois, dix fois, vingt fois, cinquante fois ce que gagne celui qui gagne le moins. Autre chose est cette faune de milliardaires qui prospère aux côtés (au-dessus ?) de nous. Imaginez qu'un ou deux se piquent sérieusement de politique... Toute la vie

démocratique s'en trouve faussée. Les inégalités portent bien sûr en elles le germe de mille corruptions possibles et c'est déjà un défi titanesque pour tout régime qui n'est pas fondé sur l'argent-roi. Au-delà, et on ne le voit que trop nettement ces temps-ci, elles portent aussi la possibilité d'interventions décisives dans la construction même du débat public, de l'atmosphère générale. C'est Vincent Bolloré, la presse, la télévision, l'édition, le cinéma (j'en passe !). C'est aussi, peut-être plus pernicieusement, Pierre-Édouard Stérin et les millions qu'il déverse dans le secteur de la culture, du divertissement, de l'éducation. C'est Elon Musk et son soutien à toutes les extrêmes droites du monde. Laisser se développer des inégalités extrêmes dans nos sociétés, c'est aussi donner à quelques individus un pouvoir considérable *dans tous les domaines* ; c'est soumettre les régimes démocratiques à des pressions auxquelles ils ne peuvent pas toujours résister ou résister sans dommages graves. Bien sûr, les plus anciens se souviendront de Jean-Baptiste Doumeng, « le milliardaire rouge » ; d'autres évoqueront Matthieu Pigasse, le banquier d'affaires décidé à résister aux offensives de l'extrême droite et qu'une candidature à l'élection présidentielle semble démanger. Mais ce ne sont là que des exceptions – d'ailleurs de natures différentes – car la règle est moins romantique : les très riches, quand ils interviennent dans le débat public, le font le plus souvent pour défendre étroitement leurs intérêts... et leurs intérêts, on le comprend aisément, ne sont pas exactement ceux du plus grand nombre. Aussi, laisser prospérer les milliardaires, c'est nécessairement, laisser grandir les menaces sur tout régime démocratique – sans qu'il soit même besoin d'évoquer toute perspective plus ambitieuse ou révolutionnaire !

La lutte résolue contre les inégalités est une grande question,
pour le communisme, bien sûr, mais aussi pour la démocratie,
même dans la forme bien faible qui est celle
que nous connaissons pour l'instant.

Assurément, la dénonciation des inégalités ne fait pas une politique communiste : nous ne voulons pas seulement corriger, en *aval*, les inégalités qu'une structure ne manque pas de créer, nous voulons changer l'ensemble du mode de *production*. Il n'en demeure pas moins que la lutte résolue contre les inégalités est une grande question, pour le communisme, bien sûr, mais aussi pour la démocratie, même dans la forme bien faible qui est celle que nous connaissons pour l'instant. N'est-il pas temps pour l'ensemble des forces démocratiques de s'en préoccuper très sérieusement ? ●

Guillaume Roubaud-Quashie,
directeur de *Cause commune*.

Examen de conscience Poésie russe en temps de guerre

Vient de paraître dans la collection de poche « Points poésie », dirigée par Alain Mabanckou, une anthologie de poètes russes opposés à la guerre. Comme le note la préfacière, Elena Balzamo : « de lyrique, la poésie devient civique : le poète endosse la responsabilité de ses compatriotes pour les crimes perpétrés. » Ce faisant, ils perpétuent une grande tradition de la poésie russe et soviétique. Certains de ces poètes vivent toujours en Russie, beaucoup ont pris le chemin de l'exil et certains sont derrière les barreaux, comme Evguenia Berkovitch. Sans doute, y a-t-il aussi en Ukraine, malgré la dissymétrie des situations, des poètes qui refusent la surenchère guerrière et nationaliste.

Ce recueil nous donne à lire quelques prises de position fortes, comme celle de **Mikhaïl Aïzenberg**, né en 1948 à Moscou, où il vit toujours :

*« Le monde joyeux doit-il sombrer ?
La mère patrie à l'haleine fétide
respire tout près
mâchoire d'usine. »*

Ou celle d'**Alexei Gloukhovski**, qui vit en Allemagne depuis 2001 :

*« À la guerre comme à la guerre
l'ennemi rôde sur ta terre
que tu regardes derrière ou devant :
l'ennemi est dehors, l'ennemi est dedans
l'ennemi en toi ; l'ennemi en moi. »*

Pour **Ksenia Kirilova** (qui vit maintenant en Serbie), comme pour d'autres, la lettre Z est vue comme la moitié d'une croix gammée. :

*« De la malédiction d'une demie croix gammée
vous avez marqué tout un peuple ».*

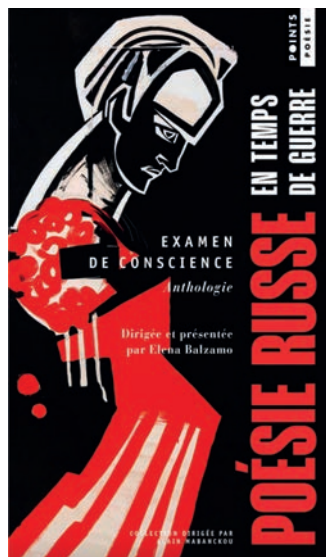
Et dans « Leçons d'inhumanité », elle écrit :

*« L'hiver est en avance cette année,
Une conscience, cela demande trop de force et de temps.
Alors, on apprend à se voiler la face
Avec un succès grandissant. »*

Daria Serenko, née en 1993 à Khabarovsk, est animatrice du réseau féministe antiguerre. Actuellement en exil. Ce qu'elle écrit ne vaut pas que pour la Russie.

*« Si la beauté est dans les yeux de celui qui regarde
Alors la guerre est dans les yeux
de celui qui les détourne ».*

On peut saluer le travail des traductrices, d'Eva Antonnikov à Christine Zeytounian-Beloûs, qui, à la manière russe, se sont souvent attachées à restituer le rythme et les rimes.

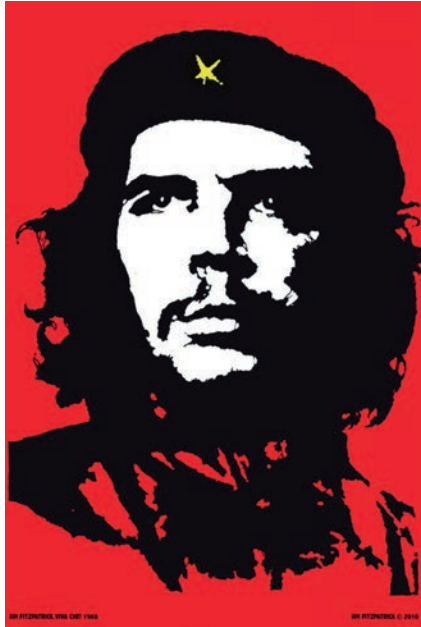


Un regret : la préface n'échappe pas aux ponts aux ânes actuels. Ainsi la révolution d'Octobre est-elle qualifiée de « coup brutal qui a noyé le pays dans le sang en répandant la terreur ». Oubliant au passage que le premier acte du gouvernement bolchevique fut le décret sur la paix pour mettre fin à la boucherie de 14-18.

Et ce n'est pas un hasard si, dans le discours qu'il fit au moment du déclenchement de son « opération spéciale », Poutine s'en est pris à Lénine, accusé d'avoir reconnu l'existence d'une république soviétique d'Ukraine (alors que l'Ukraine n'était nullement reconnue sous les tsars).

Francis Combes

Che Guevara : la fabrique d'une icône



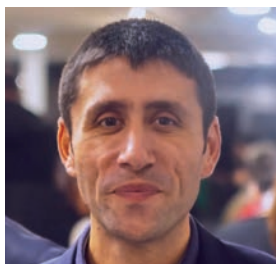
Jim FitzPatrick, *Che Guevara VIVA CHE 1968* ! sérigraphie, reproduction de 2018, à l'occasion du cinquantenaire de sa création. © Jim FitzPatrick.

Le 5 mars 1960, le photographe cubain Alberto Korda couvre les funérailles des victimes d'un attentat contre-révolutionnaire mené la veille à La Havane. Son attention est focalisée sur Fidèle Castro, en plein discours. Derrière l'orateur, le visage d'Ernesto Guevara apparaît quelques secondes, le regard intense, coiffé de son bérêt à étoile. Korda déclenche et immortalise. Le cliché, qu'il intitulera plus tard *Guerrillero Heroico*, n'est pas retenu par le journal *Revolución*, et reste dans le studio du photographe pendant sept années, tiré à quelques exemplaires occasionnels. En 1967, alors que le Che reste introuvable, l'éditeur italien Giangiacomo Feltrinelli rend visite à Korda. Il repart avec deux tirages gratuits. Après l'exécution du Che en Bolivie en octobre 1967, Feltrinelli vend massivement la photo en Europe. Mais c'est l'artiste irlandais Jim Fitzpatrick qui opère la transformation décisive. En 1968, il crée une sérigraphie à partir de cette photographie en simplifiant la composition : aplats rouges, blancs et noirs, étoile jaune. Comme Korda, il prend la décision de ne pas protéger son œuvre par copyright, afin que l'image de ce « guérillero héroïque » soit diffusée le plus largement possible. L'affiche, facile-

ment reproductible, se répand alors à l'échelle mondiale, des manifestations de Mai 68 aux campus américains, jusqu'à devenir, encore aujourd'hui, un motif universel de contestation, bien que souvent détourné et dépolitisé par la culture de masse.

Ironie du sort : ce n'était pourtant pas l'effet escompté par la CIA et les forces armées boliviennes qui avaient arrêté et assassiné le Che en octobre 1967. Pour prouver sa mort au monde entier, et afficher ainsi une victoire militaire, ils s'étaient fait photographier autour de son corps sans vie, dans la buanderie de l'hôpital de Vallegrande. Loin de produire l'humiliation espérée, cette mise en scène, immortalisée notamment par Freddy Alborta, évoqua alors celle du Christ mort, comme dans la *Lamentation* de Mantegna (1470-1474). Le Che assassiné devint immédiatement un martyr. Mais c'est le portrait vivant du Che par Korda, fixant l'avenir, le regard droit et déterminé, que les mouvements révolutionnaires du monde entier allaient durablement adopter, comme pour crier, outre-tombe : « *Hasta siempre, comandante* ! ».

Élodie Lebeau-Fernández



Rassembler le monde du travail et de la création

Juste avant le 40^e Congrès du Parti Communiste Français, Igor Zamichiei, responsable national à la vie du Parti, revient pour *Cause commune* sur différentes questions d'actualité et sur les enjeux du Congrès.

— PROPOS RECUEILLIS PAR **DORIAN MELLOTT** —

© Cette année marque les quatre-vingt-dix ans du Front populaire, comment le PCF célèbre-t-il cet événement ?

Les quatre-vingt-dix ans du Front populaire sont l'occasion de rappeler toute l'actualité de cette expérience politique majeure. En 1936, face à la montée de l'extrême droite, la mobilisation sociale et politique a permis des conquêtes sociales, démocratiques et culturelles. Congés payés, semaine de 40 heures, conventions collectives, essor de l'éducation populaire et de la culture : le Front populaire a démontré que l'unité du monde du travail pouvait changer concrètement la vie du pays. À

l'heure où l'extrême droite progresse à nouveau, cet héritage garde une force d'inspiration considérable. C'est dans cet esprit que le PCF a organisé, le 4 juin dernier, une grande soirée nationale au siège du parti. Cette initiative a réuni responsables politiques, historiennes et historiens, syndicalistes, militantes et militants autour d'une table ronde, de témoignages, d'expositions consacrées à l'histoire, aux conquêtes et à l'héritage du Front populaire. Cette célébration se poursuivra à l'automne avec une grande exposition intitulée « 1936-2026 : Résonances », portée par Libres comme l'art. Présentée d'octobre 2026 à janvier 2027 au siège

du parti, elle mettra en dialogue des œuvres marquantes de la période du Front populaire et de la lutte contre le fascisme avec des œuvres contemporaines. L'objectif est de montrer comment les combats pour l'émancipation, la démocratie, la paix et la culture continuent de résonner aujourd'hui. Cette exposition ambitionne d'être un événement politique et culturel majeur, à la hauteur de l'héritage de 1936 et des défis de notre temps.

© Les prix de l'essence et du gazoil continuent d'augmenter et d'affaiblir le pouvoir d'achat, alors que les grands groupes pétroliers affichent des bénéfices records. Quelle est l'analyse du conseil national sur cette situation et quelles actions sont envisagées ?

Les profits de TotalEnergies, 6 milliards d'euros au premier trimestre, sont inacceptables. Cette entreprise doit être placée sous contrôle de la nation et des travailleuses et des travailleurs

« Le Front populaire a démontré que l'unité du monde du travail pouvait changer concrètement la vie du pays. À l'heure où l'extrême droite progresse à nouveau, cet héritage garde une force d'inspiration considérable. »

pour répondre aux besoins et garantir un juste prix, c'est le sens de notre proposition de nationalisation et de constitution d'un grand pôle public de l'énergie avec EDF et Engie. Pour faire face à la vie chère et à la crise actuelle, le PCF défend un principe simple : reprendre le pouvoir sur les choix économiques pour garantir une vie digne à chacune et chacun. Cela passe par des mesures immédiates pour protéger les travailleuses et les travailleurs: blocage et encadrement des prix de l'énergie, taxation des superprofits, hausse des salaires et des pensions. Ces mesures d'urgence sont nécessaires mais elles doivent s'accompagner d'une reprise en main de notre système de production pour l'extirper de la domination du capital et permettre aux travailleuses et aux travailleurs de décider des choix stratégiques des entreprises dans le cadre d'une planification démocratique. La dépendance aux marchés pétroliers, comme à la finance, fragilise durablement le pays. C'est pourquoi nous proposons de renforcer la maîtrise publique de l'énergie, de développer massivement les transports collectifs et le ferroviaire, et d'engager de grands investissements productifs et écologiques permettant de répondre aux besoins humains plutôt qu'aux exigences des actionnaires.

© Quelle analyse le conseil national a-t-il produit de la situation internationale et comment conduire une politique de paix ?

« Après le 40^e Congrès, l'heure est à amplifier nos efforts pour développer l'action de proximité par la création du plus grand nombre possible de cellules dans les lieux de travail, les lieux de vie, les quartiers de nos villes aux villages. »

« Pour faire face à la vie chère et à la crise actuelle, le PCF défend un principe simple : reprendre le pouvoir sur les choix économiques pour garantir une vie digne à chacune et chacun. »

Pour la première fois depuis des décennies, le PCF a franchi une étape importante dans la définition de sa politique internationale avec l'adoption au conseil national du cahier thématique national consacré à la paix. Nous vivons un moment de basculement historique du monde, qui est une manifestation de la nouvelle étape de la crise du système capitaliste : face à l'épuisement du modèle néolibéral et à la concurrence accrue entre puissances, la classe capitaliste cherche à préserver ses intérêts par la militarisation, le surarmement, la guerre et la remise en cause des règles internationales. Derrière les guerres en cours se jouent des affrontements pour le contrôle des ressources, des routes commerciales, de l'énergie, des technologies et des sphères d'influence. Les dépenses militaires explosent, tandis que les besoins sociaux, climatiques et de développement sont relégués au second plan. La politique de paix portée par les communistes est fondée sur trois principes : une solution aux conflits par la diplomatie sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, du droit international et de la charte des Nations unies ; la solidarité internationale telle que

nous la portons avec la constitution de l'Alliance internationale pour les droits du peuple palestinien travaillée avec L'OLP ou encore la campagne de solidarité avec Cuba travaillée avec le Parti communiste cubain ; une politique de défense nationale en la centrant sur les stricts besoins de la défense de la nation et en la plaçant sous le contrôle de cette dernière, tout en repoussant toute politique d'agression ou fondée sur une projection extérieure de type expansionniste ou néocolonial.

© Comment le PCF entend-il se positionner dans le scrutin présidentiel et dans celui des législatives qui s'ensuivront ?

Une proposition a été faite par la direction nationale. À l'heure où je réponds à cette question, le congrès national la conférence nationale en son sein ne se sont pas encore tenus. Concernant la présidentielle, les communistes devront s'exprimer par un vote du 3 au 6 septembre. Ma conviction est que nous battons l'extrême droite en 2027 et durablement qu'à la condition de mobiliser les travailleuses et les travailleurs plus largement que ne le fait la gauche aujourd'hui et de les organiser politiquement avec notre parti. L'enjeu clé est l'unité des travailleuses et des travailleurs pour porter de nouvelles conquêtes sociales et démocratiques. Nous pourrions avoir trois objectifs complémentaires dans ces campagnes, présidentielle et législatives contribuer à battre l'extrême droite en élargissant le champ de la gauche et en renforçant le PCF ; faire intervenir le monde du travail dans notre campagne et contribuer dès à ►►

« Nos campagnes nationales et locales peuvent jouer un rôle décisif pour le renforcement du parti à condition qu'elles permettent de ramener la conflictualité politique sur le terrain du travail et de la vie matérielle, de l'emploi, des salaires, des services publics. »

► présent à la mobilisation sociale la plus forte possible ; préparer les législatives en même temps que la présidentielle. La campagne présidentielle, avec Fabien Roussel si les communistes valident ce choix, doit porter notre projet original pour piloter le mode de production par des objectifs sociaux et écologiques, par les travailleuses et les travailleurs, avec de nouveaux pouvoirs d'intervention sur le travail et sur l'argent. Elle doit être articulée à des candidatures législatives construites à la base, dans les départements, en tenant compte des rapports de force et de notre implantation.

© La préparation du congrès et le vote de la base commune sont l'occasion de recenser les communistes. Peux-tu nous faire un état des adhérents et des structures actuelles du parti ?

Il nous faut continuer à réaliser un état des lieux lucide de notre organisation, de ses faiblesses et de ses atouts, et surtout porter beaucoup d'ambition pour l'avenir. Nationalement, la baisse des adhérents-cotisants se poursuit, nous avons des difficultés de renouvellement dans les quartiers populaires et les zones rurales, mais cela masque des disparités importantes entre les fédérations et les sections. Je note avec satisfaction que des fédérations différentes voient leur nombre d'adhérents se maintenir ou progresser. C'est le cas par exemple de la fédération des Bouches-du-Rhône, qui est la première fédération de France en

nombre d'adhérentes et d'adhérents, qui progresse d'ailleurs également en nombre d'élus, c'est le résultat d'un travail politique de rayonnement de nos idées dans le département et d'un travail constant d'organisation. Après le 40^e congrès, l'heure sera à amplifier nos efforts pour développer l'action de proximité par la création du plus grand nombre possible de cellules dans les lieux de travail, les lieux de vie, les quartiers de nos villes et les villages. Le système de suivi des fédérations nécessite d'être davantage au cœur de notre travail de direction avec des échanges réguliers sur la réalité des difficultés et des succès des organisations du parti. Nos campagnes natio-

« Soyons créatifs et efficaces dans ce travail en cherchant toujours à partir des préoccupations des salariés pour révéler les logiques du capital qui pèsent sur le travail et faire progresser la conscience de classe ! »

nales et locales peuvent jouer un rôle décisif pour le renforcement du parti, à condition qu'elles permettent de ramener la conflictualité politique sur le terrain du travail et de la vie matérielle, de l'emploi, des salaires, des services publics.

© Les 38^e et 39^e congrès ont marqué l'ambition des communistes de se réimplanter à l'entreprise et dans le monde du travail. Où en est-on et quelles sont les orientations proposées pour mener à bien cette ambition ?

La commission nationale Entreprises a commencé un travail qu'il nous faut désormais accélérer car trop peu de communistes sont organisés sur une cellule ou une section d'entreprise. Le journal *Agir*, dont treize numéros sont sortis, est un atout pour notre activité à l'entreprise et sur tous les lieux de travail. C'est le cas aussi de la mise en place de référents et de référentes au sein de la commission nationale Entreprises pour développer notre intervention dans plusieurs secteurs. Mais il faut aller plus loin. Chaque structure locale devrait cibler un lieu de travail ou un secteur d'activité professionnelle avec des moyens humains et financiers fléchés, pour expérimenter des actions, et faire le bilan régulier et à l'issue des trois ans qui nous séparent du prochain congrès. Quand je parle d'expérimentation, une proposition est de développer des cellules interentreprises dans les zones industrielles, sur les plateformes logistiques ou dans les centres commerciaux. Il faut aussi développer les échanges politiques entre travailleurs et travailleuses de différents sites d'une même entreprise présente dans plusieurs départements, comme cela a déjà été fait pour certaines telles que Amazon. Soyons créatifs et efficaces dans ce travail en cherchant toujours à partir des préoccupations des salariés pour révéler les logiques du capital qui pèsent sur le travail et faire progresser la conscience de classe ! ●

Cause ★ commune

SPECIAL CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



**4 NUMÉROS
UTILES POUR
LA RÉFLEXION
ET L'ACTION**

**4 NUMÉROS POUR 25 €
2 NUMÉROS POUR 15 €
1 NUMÉRO 10 €**

**Frais de port gratuit - Bulletin à renvoyer à :
Association Paul Langevin : 6, av. Mathurin-Moreau - 75019 Paris**



Je souhaite recevoir ☐ exemplaires du n° 41 • Je souhaite recevoir ☐ exemplaires du n° 42

Je souhaite recevoir ☐ exemplaires du n° 46 • Je souhaite recevoir ☐ exemplaires du n° 47

Nom/prénom

Adresse

Code Postal Ville

Adresse électronique Mobile

☐ Je joins un chèque de

☐ Je fais un virement de

Date : ____/____/____

Signature

1936 LE FRONT POPULAIRE

Le Front populaire n'est pas qu'un objet d'histoire

PAR HOËL LE MOAL ET NICOLAS TARDITS*

Quatre-vingt-dix ans après son apparition, difficile de dire que le Front populaire soit sur toutes les lèvres, malgré sa brève réincursion dans le champ politique français à l'occasion des élections législatives anticipées de 2024. Bien que demeuré vivace dans les mémoires militantes à gauche (ce qui ne signifie pas qu'il soit bien connu), il ressemble de plus en plus à ces objets historiques lointains, familiers par quelques images aux couleurs un peu passées des vieilles cartes postales (accordéon des usines occupées, bicyclettes des premiers congés payés, poings levés et sourires entremêlés). C'est fort dommage car, à le regarder de près, il a toutes les caractéristiques d'un moment exceptionnel dans l'histoire de notre pays.

« Dans le sillage de la convergence des manifestations du 12 février, la SFIO et le Parti communiste scellent, dès le mois de juillet, un pacte d'unité d'action. »

Le Front populaire ressemble d'abord à un mot « fourre-tout » qui ne le rend pas toujours facilement saisissable : à la fois chrononyme (expression mobilisée par les historiens pour désigner une portion de temps qui aurait sa cohérence), stratégie politique, mouvement social, coalition de partis, gouvernements de la III^e République : on peine parfois à saisir le mot dans toute son épaisseur.

UNE RÉACTION

Il est en tout cas une réaction : l'arrivée d'Hitler à la tête du gouvernement allemand en janvier 1933 provoque un choc en France, accentué par l'élimination progressive de la gauche outre-Rhin. Si de premiers et encore timides rapprochements s'esquissent entre les frères ennemis socialistes et communistes, c'est bien le mois de février 1934 qui constitue le véritable acte fondateur de la dynamique frontiste. Les événements du 6 février apparaissent à l'époque comme une tentative de coup d'État fomentée par l'extrême droite. Dans le sillage de la convergence des manifestations du 12 février, la SFIO et le Parti communiste scellent, dès le mois de juillet, un pacte d'unité d'action. Quelques mois plus tard, les radicaux se rallient à cette alliance naissante, tandis que



Exposition
La vie est
à nous.

l'Internationale communiste, sous l'impulsion de Georgi Dimitrov, devenu l'un des principaux défenseurs de la stratégie de Front populaire, accompagne ce tournant stratégique. Dans les rangs du mouvement ouvrier, cette orientation suscite une adhésion croissante, dont témoignent avec éclat la grande manifestation du 14 juillet 1935 et les élections municipales de la même année, qui voient s'affirmer et se structurer la célèbre « ceinture rouge ». Mais c'est 1936 qui est couramment retenue comme « l'année du Front populaire », car elle est synonyme de programme commun, de victoire électorale aux législatives de mai, d'un mouvement gréviste d'ampleur historique, et de réformes structurelles qui laisseront une forte postérité : congés payés, semaine de quarante heures, conventions collectives, délégués ouvriers...

LA CROISÉE DE L'UNITÉ POLITIQUE ET DE LA MOBILISATION SOCIALE

Approfondir l'histoire du Front populaire ne revient donc pas à retracer le seul parcours d'un cartel électoral porté au pouvoir autour de Léon Blum, lecture réductrice qui continue trop souvent de structurer le récit des événements. Le Front populaire ne prend pleinement sens qu'à la croisée de l'unité politique et de la mobilisation sociale. Car l'alliance des partis, à elle seule, n'au-

rait pu produire les conquêtes de 1936 : celles-ci sont indissociables de l'irruption des travailleurs sur la scène politique, des grèves avec occupations d'usine et de la pression exercée par le mouvement ouvrier. Sans cette mobilisation collective, il n'y aurait ni victoire sociale ni véritable Front populaire. Celui-ci désigne ainsi moins une simple coalition électorale qu'une dynamique politique et sociale où se rencontrent partis, syndicats, associations et militants dans une même entreprise de résistance à la menace fasciste et de transformation de l'ordre social.

Soulignons que de nombreux renouvellements historiographiques sont intervenus ces dernières années, autour de plusieurs laboratoires de recherche (LIR3S à Dijon, CHS à Paris...), ce dont un certain nombre de contributions de notre dossier donnent un bon aperçu, mêlant toutes les générations de chercheuses et de chercheurs. Évoquons aussi l'exposition réalisée par la Fondation Gabriel-Péri, disponible physiquement après commande sur leur site, mais aussi en format numérique gratuit avec de nombreux focus qui offrent des « coups de sonde » sur de nombreux points.

Les traces en longue durée du Front populaire sont nombreuses, et son évocation est régulière à gauche, comme pour convoquer les mânes de ►►

Grève de la
métallurgie :
occupation
d'une usine
de la banlieue
parisienne.
1936.

► la « victoire électorale » associée à la « grève de masse », deux réalités qui ont trop souvent fui l'histoire récente du mouvement ouvrier. Le Conseil national de la résistance en 1943 assume continuer son œuvre ; les grèves de 1968 lui sont comparées ; François Mitterrand le situe en ancêtre putatif de l'union de la gauche des années 1970 ; puis le Front populaire se fait plus discret jusqu'aux années 2010.

Cette force propulsive est réactivée en 2024 avec la naissance du Nouveau Front populaire, coalition des forces de gauche constituée dans l'urgence afin de faire obstacle à l'accession de l'extrême droite au gouvernement, perspective qui aurait constitué, par la voie des urnes, une rupture historique dans l'histoire du pays. Si l'on ne saurait minimiser la portée politique d'avoir empêché Jordan Bardella d'accéder à Matignon, peut-on pour autant placer sur un même plan le soulagement de 2024 et l'élan populaire de 1936 ? La simple réactivation d'un nom suffit-elle à faire revivre la dynamique politique qu'il désignait ? Cette comparaison invite, au contraire, à interroger les usages contemporains de la référence au Front populaire : que signifie revendiquer cet héritage aujourd'hui ? Que conserve-t-on de son contenu politique, de son ancrage social et de sa capacité de mobilisation ?

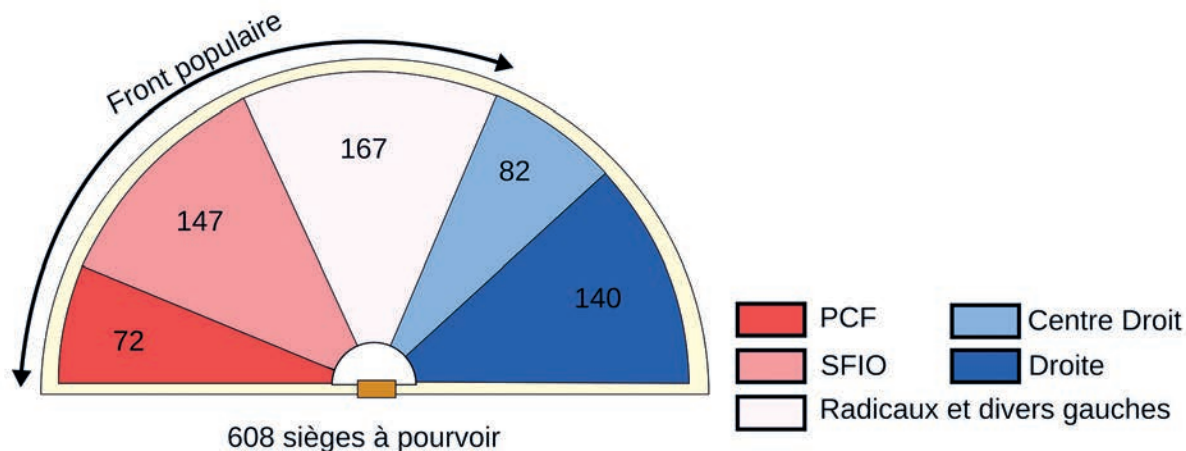
Qu'a encore à nous dire le Front populaire, quatre-vingt-dix ans après ? Que la politisation des classes populaires ne se décrète pas. Qu'elle est le

« L'alliance des partis, à elle seule, n'aurait pu produire les conquêtes de 1936 : celles-ci sont indissociables de l'irruption des travailleurs sur la scène politique, des grèves avec occupations d'usines et de la pression exercée par le mouvement ouvrier. »

fruit d'un travail de longue haleine, articulant enracinement, souplesse tactique et capacité à saisir les conjonctures, sans céder ni à l'opportunisme ni à la démagogie. Le Front populaire est un appel à inventer en politique, à ne pas juste se saisir du syntagme « Front pop » comme d'un mot étendard, qui peut claquer au vent pour quelques troupes éparses mais qui n'est pas transformateur des rapports sociaux. Bref, à faire réellement « Nouveau Front populaire » en n'instrumentalisant pas le passé mais en le convoquant comme un point d'appui existentiel. ■

* Hoël Le Moal et Nicolas Tardits sont membres du comité de rédaction de *Cause commune*. Ils ont coordonné ce dossier.

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ÉLUE EN MAI 1936



Un climat de crise

La crise économique qui a débuté aux États-Unis en 1929 atteint de plein fouet la France deux ans plus tard. À partir de février 1934, elle se combine avec une crise politique majeure.

PAR **DANIELLE TARTAKOWSKY***

Le 6 février 1934, les ligues d'extrême droite, l'Action française et des organisations d'anciens combattants à la droite de l'échiquier politique appellent à manifester autour du Palais-Bourbon à l'heure où le radical Édouard Daladier doit obtenir l'investiture. Dans la nuit, la manifestation tourne à l'émeute. Au matin, quinze morts et plus de mille cinq cents blessés. Les organisations concernées sont animées d'objectifs divers. L'Action française exceptée, elles s'attaquent davantage aux scandales qui dénaturent le régime qu'à son essence. Mais les intentions des acteurs ne suffisent pas à déterminer la nature d'un événement. Celui-ci ne prend sens que par son devenir. La nuit durant, Daladier, pourtant investi par une large majorité, démissionne en cédant à l'émeute de rue. Ce qui n'était qu'une manifestation particulièrement violente se mue ainsi en une manifestation objectivement insurrectionnelle qui, sans remettre en cause le régime, infléchit du moins de manière décisive le cours de la vie politique, un fait sans précédent dans l'histoire de la République.

La capitulation du Parti radical accroît le désarroi des classes moyennes. Leur déstabilisation et le retour de la droite au pouvoir créent les condi-

tions de développement d'une réponse autoritaire à la crise devenue globale.

LA RÉACTION DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES

La victoire du nazisme, en mars 1933, surdétérmine la réaction des organisations ouvrières. La SFIO, le PC, la CGT et la CGTU dénoncent le péril fasciste mais l'analysent en termes divergents. Le PC et la CGTU appellent à manifester à Paris, le 9 février, pour la « dissolution des ligues », contre « la dictature sanglante du capital » et pour « un gouvernement ouvrier et paysan ». Au prix de cent cinquante blessés et quatre morts. La CGT que dirige Léon Jouhaux appelle à une grève générale, le 12, pour défendre la République et la démocratie, grève politique, en rupture avec sa culture anarchosindicaliste. La SFIO et la Ligue des droits de l'homme s'y associent. Le PC et la CGTU rallient la mobilisation sur leurs objectifs propres. Si le 6 février fut une journée presque exclusivement parisienne, c'est la France entière qui manifeste le 12. En province, l'unité prévaut souvent. La défense de la République, en tête des objectifs formulés, atteste la puissance conservée d'une culture propre à nourrir des contre-feux susceptibles de mettre en échec toute solution de type autoritaire à la crise.

Dans les semaines qui suivent, chacun s'essaie à capitaliser. La droite extraparlamentaire, en croissance, cherche à s'implanter en province et tente de s'unir. En mai 1934, les ligues constituent un « Front national » contre « la révolution qui s'organise ». Les Croix-de-Feu, demeurées en marge, se livrent à d'impressionnantes mobilisations. Chez les antifascistes, divisés, l'initiative passe aux mains de comités : le mouvement ►►

« Sans remettre en cause le régime, le 6 février 1934 infléchit de manière décisive le cours de la vie politique, un fait sans précédent dans l'histoire de la République. »

► Amsterdam-Pleyel que dirige Henri Barbusse, comité de vigilance des intellectuels antifascistes créé au lendemain du 12 par Paul Rivet, socialiste, Paul Langevin, proche des communistes, et le philosophe Alain, d'obédience radicale, au service d'une unité politique à construire. Tandis que se perpétue une mobilisation de masse sans précédent. Jusqu'aux élections d'avril 1936, les comités anti-fascistes, partis ou syndicats mobilisent systématiquement quand les ligues tentent de se réunir, les accusant de préparer un « nouveau 6 février ». Les ripostes à la politique déflationniste, exceptionnelles avant février 1934, se font plus massives de l'initiative de travailleurs de l'État et des fonctionnaires.

« L'alliance, aux contours inédits, opérée sur un programme est puissamment soutenue par les syndicats et portée par une mobilisation populaire qui ne fléchit pas jusqu'aux élections. »

Cette mobilisation contribue aux redéfinitions stratégiques de l'Internationale communiste. Fin mai 1934, le PC admet que le choix n'est plus entre fascisme et révolution mais entre fascisme et démocratie. Il réévalue ses analyses de la social-démocratie jusqu'alors qualifiée de « social-fasciste » et appelle à l'« unité à tout prix », pour défendre la démocratie menacée. Le 27 juillet, le PC et la SFIO ratifient un pacte d'unité d'action antifasciste pour combattre les ligues, les décrets, les lois et les risques de dérive autoritaire du régime, en se retrouvant alors en phase avec la mobilisation qui ne désarme pas. Les élections cantonales d'octobre se soldent par une poussée de ces deux partis comme de l'extrême droite et un effondrement du Parti radical. Une « course de vitesse » est engagée entre les fascistes et les partis ouvriers pour la conquête des classes moyennes, déclare Maurice Thorez qui propose d'élargir le pacte d'unité d'action au parti radical, pour ainsi réaliser le « front populaire de la liberté, du travail et de la paix », propre à réaliser l'unité de la classe ouvrière et des classes moyennes. Les socialistes répondent par une fin de non-recevoir.

VERS LE DÉBLOCAGE DE LA SITUATION POLITIQUE À PARTIR DE 1935

La situation se débloque à partir de mai 1935. Le PCF qui se refusait jusqu'alors à voter le budget militaire change d'attitude après le rapprochement diplomatique de la France et de l'URSS et admet la nécessité d'une défense nationale efficace face au nazisme en levant ainsi un obstacle majeur à l'alliance avec les radicaux. Le résultat des élections municipales, ce même mois, donne des arguments à ceux d'entre eux qui y sont favorables : l'unité des socialistes et des communistes leur a valu des gains notables et les radicaux, grandes victimes de la consultation, ont perdu des voix là où ils avaient noué des alliances à droite et gagné ailleurs. La chute du cabinet Flandin, la constitution du cabinet Laval et la soudaine recrudescence de l'action des ligues précipitent les ralliements à la stratégie formulée par les communistes.

Le mouvement Amsterdam-Pleyel envisage depuis des mois une « grandiose concentration » antifasciste qui réunirait des délégués venus de la France entière. Les périls de nouveau menaçants en accentuent l'urgence. La date en est fixée au 14 juillet pour permettre aux élus des congrès départementaux de monter à Paris. Quarante-huit formations dont le Parti radical intègrent un comité d'organisation sous l'égide de Victor Basch, président de la Ligue des droits de l'homme. Le radical Jacques Kayser et l'unitaire Henri Raynaud, chargés de sa préparation, entendent « marquer par deux formules symboliques l'esprit dans lequel sera célébré ce 14 juillet républicain : drapeaux rouges et drapeaux tricolores en tête, Marseillaise et Internationale conjuguées ». Les Assises de la paix et de la liberté, au stade Buffalo, reproduisent le cérémonial de la fête de la Fédération de 1790 en invitant les délégués à prêter serment de « rester unis pour désarmer et dissoudre les ligues factieuses, défendre et développer les libertés conquises par le peuple de France, donner du pain aux travailleurs, du tra-

« Fin mai 1934, le PC admet que le choix n'est plus entre fascisme et révolution mais entre fascisme et démocratie. »

vail à la jeunesse et, au monde, la grande paix humaine ». Phénomènes similaires en province où la mobilisation dépasse de beaucoup, comme à Paris, ce qu'elle fut le 12 mai.

Une nouvelle culture politique de lutte et de masse, née de la symbiose opérée en 1934 et 1935 entre les cultures antifasciste, républicaine et populaire, se concrétise à la faveur de cette journée. Une redéfinition profonde de la politique et de son rapport au social s'amorce ainsi, à l'origine d'une double révolution de la culture de mobilisation et de la culture de régulation, intriquées comme jamais.

Dès le lendemain, les trois partis se réunissent pour élaborer le programme du rassemblement populaire. La priorité d'ordre politique reconnue à la défense des libertés et de la démocratie, de plus en plus confondue avec celle de la nation, doit à la contribution décisive du mouvement ouvrier de s'adosser à des revendications et réformes sociales explicites, posées en conditions de la mobilisation populaire, mais contenues dans un cadre de compatibilités ajusté aux exigences du rassemblement à l'ordre du jour. Les revendications économiques sont délibérément limitées à celles qui peuvent

être immédiatement satisfaites. Elles sont axées sur une sortie de crise combinant l'intervention publique et des avancées sociales. Ce programme à vocation électorale est ratifié en janvier 1936 par les trois partis. Il l'est aussi par la CGT et la CGTU qui se réunifient deux mois plus tard et par une centaine d'associations dont la Ligue des droits de l'homme, confirmation de la mutation en cours du rapport que le mouvement social avec la scène parlementaire.

La campagne électorale présente ainsi un caractère inédit. L'alliance, aux contours inédits, opérée sur un programme est puissamment soutenue par les syndicats et portée par une mobilisation populaire qui ne fléchit pas jusqu'aux élections. Cette mobilisation dote le rassemblement populaire d'une culture nouvelle, affirmée dès avant la victoire et propre à colorer l'expérience gouvernementale. Le Front populaire est, à ce titre, un mouvement social et une culture avant que d'être une expérience gouvernementale. ■

***Danielle Tartakowsky** est historienne. Elle est professeure émérite d'histoire contemporaine à l'université Paris-VIII.

Le Parti communiste français au temps du Front populaire

À travers un déroulé chronologique on découvre l'adaptation stratégique et tactique du PCF dans une période de crise politique.

PAR **SERGE WOLIKOW***

LES ORIGINES DU FRONT POPULAIRE (DÉBUT 1934 – MI-1934)

Au début de l'année 1934, le Parti communiste français (PCF) applique encore rigoureusement la stratégie dite « classe contre classe » fixée par l'Internationale communiste (IC). Selon cette doctrine, la démocratie bourgeoise et la social-démocratie sont perçues comme les principaux agents de la fascisation de la société. Le PCF encore en 1932 a été amené à refuser toute alliance électorale avec les autres forces de gauche.

Cette ligne politique est mise à l'épreuve lors des événements du 6 février 1934, marqués par les manifestations violentes des ligues nationalistes de droite contre le gouvernement du radical Édouard Daladier. Des militants communistes (notamment de l'ARAC) descendent dans la rue, tandis que la direction du PCF dénonce le gouvernement. L'émeute de droite débouche sur la démission de Daladier et la formation d'un gouvernement d'union nationale dirigé par Gaston Doumergue, qui intègre des figures de droite ►►

» comme André Tardieu, Pierre Laval et le maréchal Pétain mais également des radicaux. Le 9 février, le PCF organise seul une manifestation qui se solde par une violente répression (six morts). Après des tergiversations, la direction de la CGTU liée au PCF rejoint finalement l'appel à la grève lancé par la CGT pour le 12 février. La puissance des manifestations unitaires dans toute la France, et notamment place de la Nation à Paris, révèle une immense volonté d'unité antifasciste chez les ouvriers.

La dynamique unitaire se développe dans le pays avec la mise en place de comités antifascistes locaux dont ceux du mouvement Amsterdam-Pleyel lancé dès 1932 sous l'égide de Raymond Barbusse et de Romain Rolland. C'est également la création du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA) parrainé par Paul Rivet, Paul Langevin et le philosophe Alain.

À Moscou, Staline et Dimitrov (nouveau dirigeant de l'IC) s'inquiètent de l'isolement de l'URSS face au nazisme. Avec Dmitri Manouïlski, secrétaire de l'IC, ils invitent le PCF et son secrétaire général à s'adresser directement à la SFIO après l'avoir vertement critiqué pour ses initiatives unitaires en 1933 au lendemain de l'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne.

Le 24 juin 1934, lors d'une conférence nationale du PCF, Maurice Thorez lance le mot d'ordre : « À tout prix nous voulons l'action. À tout prix nous voulons l'unité d'action ». Des pourparlers s'engagent avec le Parti socialiste au sein duquel un fort courant de gauche fait pression pour le rapprochement. Cela débouche, le 27 juillet 1934, sur la signature officielle du pacte d'unité d'action communiste-socialiste. Le PCF accepte le jeu de la démocratie pour défendre les institutions existantes contre le fascisme, abandonnant temporairement la rhétorique de la prise immédiate du pouvoir. C'est le premier accord de ce type depuis

« Le PCF accepte le jeu de la démocratie pour défendre les institutions existantes contre le fascisme, abandonnant temporairement la rhétorique de la prise immédiate du pouvoir. »

la scission, non seulement en France mais également à l'échelle européenne.

L'ÉVOLUTION VERS LE RASSEMBLEMENT POPULAIRE (FIN 1934 – DÉBUT 1936)

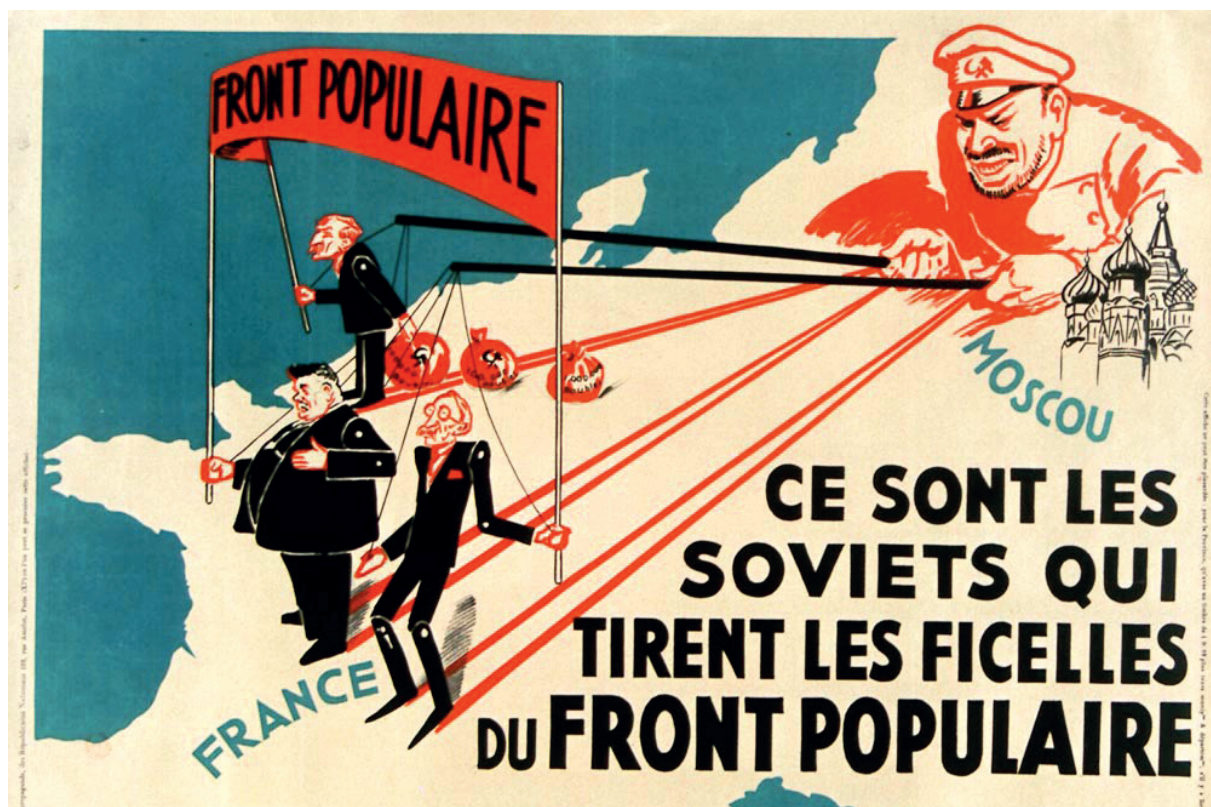
À l'automne 1934, la situation politique française se tend. Le gouvernement d'union nationale vacille sous l'impulsion d'André Tardieu qui prône une réforme autoritaire de l'État renforçant l'exécutif au détriment du Parlement. Au Parti radical les dissensions s'aggravent.

Pour le PCF, c'est l'opportunité d'élargir le front ouvrier aux classes moyennes, traditionnellement électorales du Parti radical dans lequel la participation gouvernementale aux côtés de la droite est de plus en plus critiquée.

Lors des élections cantonales d'octobre 1934, les désistements mutuels entre socialistes et communistes fonctionnent, profitant aux deux formations au détriment des radicaux. Fort de ce succès, Maurice Thorez propose le 10 octobre de dépasser le front unique ouvrier pour bâtir un « vaste rassemblement populaire ». Le 24 octobre, à Nantes, où doit se tenir le congrès du Parti radical, il propose officiellement d'élargir l'alliance aux radicaux dans le cadre d'un « front populaire antifasciste pour le pain, la paix et la liberté ». Cela suscite des remarques critiques transmises par Palmiro Togliatti qui au nom de l'IC s'inquiète que le PCF devienne un simple appendice des forces de gauche. Les socialistes marquent leur étonnement car ils souhaitent garder l'exclusivité des rapports d'alliance avec les radicaux. La direction française du PC maintient son cap, consciente de l'écho positif de son initiative unitaire dans le monde ouvrier et dans toute la mouvance antifasciste.

L'année 1935 consacre cette stratégie de rassemblement populaire antifasciste et de défense des libertés démocratiques, d'autant que le contexte international et national s'y prête.

« Le 24 juin 1934, lors d'une conférence nationale du PCF, Maurice Thorez lance le mot d'ordre : "À tout prix nous voulons l'action. À tout prix nous voulons l'unité d'action". »



Extrait
d'affiche.
Exposition
*La vie est
à nous.*

En mai 1935, un pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique est signé entre Laval et Staline. Le PCF affirme la nécessité d'un effort de défense nationale face à l'Allemagne. De même, l'agression de l'Italie fasciste contre l'Éthiopie met à l'ordre du jour la nécessité d'une mobilisation antifasciste nationale et internationale qui dénonce les complaisances dont le Royaume-Uni et la France font preuve.

« À Moscou lors du 7^e Congrès de l'Internationale (juillet-août 1935), Georgi Dimitrov érige l'activité du PCF en modèle pour le prolétariat international et appelle les partis communistes à s'en inspirer, mondialisant ainsi la politique du Front populaire antifasciste. »

Les élections municipales de mai 1935 sont marquées par une victoire nette de la gauche. Le PCF double son implantation municipale (deux cent quatre-vingt-dix-sept mairies) et structure une « ceinture rouge » autour de Paris.

Le 14 juillet 1935 couronne les efforts unitaires du parti dont les militants ont été particulièrement actifs dans la préparation de manifestations gigantesques dans tout le pays unissant la SFIO, le PCF, les radicaux, la CGT et la CGTU. Ce « Rassemblement populaire » atteste symboliquement la réalité du Front populaire. Jacques Duclos y associe le drapeau rouge au drapeau tricolore, et les participants prêtent le serment de défendre les libertés démocratiques et de « donner du pain aux travailleurs ».

À Moscou lors du 7^e congrès de l'Internationale (juillet-août 1935), Georgi Dimitrov érige l'activité du PCF en modèle pour le prolétariat international et invite les partis communistes à s'en inspirer, mondialisant ainsi la politique du Front populaire antifasciste. Maurice Thorez, Marcel Cachin et André Marty intègrent les instances dirigeantes de l'IC, reconnaissance symbolique »

» du rôle nouveau du PCF à l'échelle internationale. Face à la politique de décrets-lois d'austérité du gouvernement Laval et à son attitude bienveillante à l'égard de l'agression italienne en Éthiopie, la gauche se soude et le PCF appelle à la création d'un gouvernement de gauche qu'il annonce pouvoir soutenir. Le PCF pousse conjointement à la rédaction d'un programme commun. Lors des négociations, le PCF insiste sur l'importance des mesures sociales et d'action contre les ligues d'extrême droite mais se montre plus modéré que la SFIO sur les réformes de structure : il refuse les nationalisations pour ne pas effrayer les radicaux et estime qu'elles n'ont pas de sens en régime capitaliste. Le 11 janvier 1936, le programme du rassemblement populaire est signé par une centaine d'organisations (forces politiques, syndicales et associatives). C'est un texte de compromis axé sur la défense des libertés, la justice fiscale et la restauration du pouvoir d'achat (semaine de quarante heures).

Lors de son congrès de Villeurbanne en janvier 1936, le PCF parachève sa mue culturelle. Le discours abandonne le dogmatisme abstrait pour célébrer « l'union du peuple de France » (ouvriers, paysans, classes moyennes) contre les « deux cents familles ». Thorez va jusqu'à tendre la main aux catholiques et aux membres de la base des Croix-de-Feu. Il insiste sur la nécessité pour le parti d'avoir une politique de large rassemblement social et culturel.

LE SUCCÈS ÉLECTORAL, LES GRÈVES ET L'EXPÉRIENCE DU POUVOIR (PRINTEMPS 1936)

Les élections législatives du printemps 1936 se soldent par une victoire de la gauche unie. Si le bloc de gauche ne progresse globalement que de 2 % par rapport à 1932, la répartition interne des forces est profondément modifiée. Le PCF double son score, passant de 8,4 % à 15,4 % des suffrages exprimés. Il nationalise son implantation (dans quinze départements, il dépasse les 20 %). La SFIO stagne juste sous les 20 % mais devient le premier parti de la coalition. Le Parti radical recule nettement à 14,4 %. Grâce à la discipline de désistement au second tour, le Front populaire a obtenu une majorité confortable de 370 élus sur 618. Le PCF passe de 11 à 72 députés, brisant son isolement géographique et s'affirmant comme un acteur incontournable de la vie politique nationale.

« Le 11 janvier 1936, le programme du Rassemblement populaire est signé par une centaine d'organisations (forces politiques, syndicales et associatives). C'est un texte de compromis axé sur la défense des libertés, la justice fiscale et la restauration du pouvoir d'achat. »

Cette progression en voix et en sièges marque la reconnaissance par l'électorat du rôle moteur joué par le PCF dans la dynamique du front populaire dont il est apparu comme un artisan essentiel.

Avant même la formation du gouvernement par Léon Blum, un mouvement de grèves spontanées d'une ampleur inédite submerge le pays à partir du mois de mai (Le Havre, Toulouse, puis la métallurgie parisienne). En juin, on compte près d'1,8 million de grévistes et 9000 usines occupées. Ces grèves se déroulent dans une atmosphère de fête et de dignité ouvrière retrouvée, marquée notamment par une volonté de s'organiser tant sur le plan syndical que politique.

Le 4 juin, Léon Blum forme son gouvernement. Sous la pression des grèves mais aussi de nombreuses manifestations, les négociations s'ouvrent et débouchent le 8 juin sur les accords de Matignon (augmentation des salaires, droit syndical, délégués du personnel). Ils sont complétés par le vote des lois sociales sur les conventions collectives, les deux semaines de congés payés et la semaine de quarante heures.

Bien que soutien indispensable de la majorité, le PCF adopte une politique de non-participation au gouvernement Blum, se limitant au rôle de « ministère des masses » avec soutien sans participation. Justifiée par l'argument qu'une présence communiste au gouvernement affole la bourgeoisie, la décision a en réalité été dictée par l'Internationale communiste. Celle-ci, dès l'automne 1935, puis en mai 1936, avait envoyé des directives strictes interdisant la participation ministérielle, de peur de fragiliser l'alliance antifasciste en cas de crise politique majeure mais également parce qu'elle craignait que le PCF devienne prisonnier d'une discipline gouvernementale contraignante. Se pliant ainsi à la discipline

du centralisme démocratique international, le PCF conserve sans doute une influence majeure dans le pays, mais il reste en dehors d'un gouvernement désormais en décalage avec la dynamique de front populaire et sur lequel le PCF n'a qu'un effet limité lorsqu'il s'agit de prendre des décisions majeures pour l'avenir du Front populaire.

LE PCF AU PARLEMENT : UNE OPPOSITION LOYALE ET CONSTRUCTIVE

Bien qu'il n'exerce aucune fonction ministérielle, le PCF s'implique pleinement dans la majorité parlementaire du Front populaire. Les soixante-douze députés communistes soutiennent le gouvernement de Léon Blum et se gardent de voter contre lui, y compris lors de décisions qu'ils désapprouvent fortement : ainsi en septembre 1936 avec la dévaluation du franc ; en décembre 1936, lors des controverses sur l'absence d'aide officielle à l'Espagne républicaine ; en mars 1937 avec l'annonce par Blum de la « pause » dans les réformes sociales. Le parti concourt activement à l'œuvre législative. Avec l'aide du philosophe Georges Politzer, il élabore une doctrine économique novatrice qui articule la défense des revendications ouvrières avec des propositions de modernisation industrielle, d'investissements et de réformes fiscales. Sa position évolue également sur la question des réformes de structures économiques. En 1937, le PCF appuie les cheminots CGT mais critique les compromis accordés aux intérêts privés lors de la création de la SNCF. Puis, à l'automne 1938, alors qu'il les récupérait autrefois, le parti intègre à son programme les nationalisations des banques et des industries clés. Il opère ce tournant au moment où le gouvernement d'Édouard Daladier et de Paul Reynaud commence à détricoter les acquis du Front populaire.

« Lors des élections législatives du printemps 1936, la progression en voix et en sièges du PCF marque la reconnaissance par l'électorat du rôle moteur joué par le PCF dans la dynamique du front populaire dont il est apparu comme un artisan essentiel. »

L'AVÈNEMENT D'UN PARTI DE MASSE ET D'UNE GALAXIE MILITANTE

En quatre ans, le PCF change radicalement de dimensions en multipliant ses effectifs par 9 ou 10, passant de moins de 29 000 adhérents fin 1933 à une fourchette de 257 000 à 292 000 à la fin de l'année 1937. Fin 1936, avec 237 000 cartes placées, il dépasse même la SFIO.

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DU PCF (1933-1937)	
Fin 1933	29 000 adhérents
Début 1935	50 000 adhérents
Début 1936	87 000 adhérents
Fin 1936	237 000 adhérents (dépassement de la SFIO)
Fin 1937	~275 000 adhérents

Cette croissance influence l'organisation interne marquée par le développement des cellules d'entreprise : les grèves ont réactivé l'implantation du parti sur les lieux de travail. Les cellules d'entreprise représentent un tiers des structures en 1937 (contre un cinquième en 1934). À l'usine Renault de Billancourt, les effectifs communistes explosent, grimpant de 120 militants en mai 1936 à plus de 7 200 en 1937. Ce phénomène reste toutefois majoritairement parisien. Parmi les organisations dites auxiliaires, la Jeunesse communiste (JC) passe de 3 500 membres en 1933 à 100 000 fin 1936. Le quotidien *L'Humanité* atteint un pic de 2 millions d'exemplaires vendus au début de juin 1936, avant de se stabiliser à 400 000. Les progrès de l'influence communiste sont importants parmi le mouvement syndical et les organisations associatives. Au sein de la CGT réunifiée forte de 4 millions de membres, les communistes s'imposent dans les secteurs les plus dynamiques (métaux, chimie, cheminots, bois), même si les quotas issus de la réunification ne bougent pas. Parallèlement, le PCF s'implique dans un vaste réseau d'organisations de masse avec, par exemple, la création du Secours populaire issu du Secours rouge, l'essor de la Fédération sportive et gymnique du travail, des Amis de l'URSS, etc. ►►



» L'INVESTISSEMENT DU MONDE INTELLECTUEL ET CULTUREL

Sous l'impulsion de Paul Vaillant-Couturier puis de Louis Aragon, le PCF s'ouvre largement aux artistes et aux intellectuels. Il soutient le Congrès international pour la défense de la culture en juin 1935 (avec André Gide et André Malraux) et développe les Maisons de la culture, dont Aragon revendique 80 000 adhérents en 1938 (contre seulement 2 000 à l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires, AEAR, en 1934). *L'Humanité* modernise sa formule et ouvre ses colonnes à des signatures prestigieuses comme Julien Benda ou Jean Guéhenno. Le quotidien *Ce Soir* est lancé

« Sous la pression des grèves mais aussi de nombreuses manifestations, les négociations s'ouvrent et débouchent le 8 juin sur les accords de Matignon. »

Manifestation de la SFIO en 1934.

en 1937 sous la direction d'Aragon. Au congrès d'Arles en 1937, le PCF célèbre ouvertement « l'intelligence française » et la culture nationale. Dans la seconde moitié des années 1930 se forge une culture politique communiste cohérente, qui repose sur la coexistence de deux univers culturels distincts mais pourtant associés. Le PCF intègre le catéchisme idéologique forgé en URSS, sacralisé en 1938 par la publication du *Précis d'histoire du PC(b) de l'URSS* attribué à Staline. L'attachement inconditionnel à l'Union soviétique et l'évocation du rôle de Maurice Thorez – érigé en « fils du peuple » sur le modèle de Staline – deviennent des éléments identitaires majeurs. Cet alignement pousse le PCF à approuver sans réserve les procès de Moscou (1936-1938) et la « grande terreur ». *L'Humanité* fustige les « hitléro-trotskyistes » et la direction justifie l'exécution des vieux bolcheviks (Boukharine, Rykov) et de l'état-major de l'Armée rouge (Toukhatchevski), assimilés aux traîtres de l'histoire de France.

En parallèle, le PCF s'identifie à la nation révolutionnaire. Son imaginaire se déplace de la sans-culotterie radicale vers le jacobinisme gouvernemental de Robespierre. En 1939, lors du

« Au printemps 1939, le Front populaire est mort. Une virulente campagne anticomuniste, teintée de xénophobie, s'installe à droite, demandant l'interdiction du PCF alors que le ministre allemand Von Ribbentrop est reçu à Paris. »

150^e anniversaire de la Révolution, le parti fusionne l'exaltation stalinienne et le patriotisme français : les fascistes sont comparés aux aristocrates émigrés de Coblenz, tandis que les communistes se veulent les héritiers des Jacobins. Pour Thorez, continuer 1789, c'est préparer la révolution socialiste de demain.

Des nuances internes révèlent toutefois des sensibilités différentes au sein de la direction. Maurice Thorez privilégie la figure de Robespierre et l'année 1792, mettant l'accent sur le rassemblement le plus large possible et l'élan national contre le péril extérieur. De son côté, André Marty préfère la radicalité de l'année 1793, privilégiant l'identité et la spécificité révolutionnaire communiste au détriment du compromis.

Face aux réflexions novatrices de Dimitrov ou Togliatti qui ébauchent en Espagne le concept de « démocratie populaire » pour lier transition démocratique et socialisme, le PCF reste plus classique : la démocratie bourgeoise est un terrain d'alliance immédiat pour battre le fascisme, mais la prise du pouvoir devra ultérieurement se conformer au modèle bolchevique pur de la dictature du prolétariat. Pour autant, la stratégie de front populaire entraîne une évolution de sa réflexion sur les réformes susceptibles de construire une république sociale sans attendre.

LE DRAME ESPAGNOL ET LE DÉLÈTEMENT DU FRONT POPULAIRE

La guerre civile espagnole, déclenchée en juillet 1936 par le coup d'État de Franco, accélère la désagrégation de la gauche française. Face au soutien germano-italien aux rebelles, le PCF exige une intervention massive (« Des avions, des canons pour l'Espagne »), tandis que Léon Blum, pressé par l'Angleterre et le pacifisme d'une partie des so-

cialistes et des radicaux, choisit la non intervention officielle. Sous l'égide du Komintern, le PCF devient le pivot logistique du soutien à la République espagnole : il organise le recrutement pour les brigades internationales et met sur pied des réseaux maritimes clandestins de livraison d'armes (France-Navigation). La tension nationale s'aggrave le 16 mars 1937 lors de la fusillade de Clichy (six morts), dont le PCF attribue la responsabilité au gouvernement. Usé, Blum démissionne en juin 1937. Le radical Camille Chautemps lui succède et amorce un virage vers le centre.

LE REFUS DE MUNICH ET LA REVANCHE SOCIALE DES POSSÉDANTS

Face à la menace hitlérienne, Maurice Thorez tente une ultime initiative politique au printemps 1938 en proposant un gouvernement d'union élargi « de Marcel Cachin à Louis Marin » (de l'extrême gauche à la droite antifasciste). Moscou oppose un refus catégorique, stipulant que seul un état de guerre déclarée pourrait justifier une telle alliance nationale. La rupture définitive survient à l'automne 1938 ; le 30 septembre, c'est la signature des accords de Munich. Le PCF est la seule force politique à voter unanimement contre la ratification à la Chambre, dénonçant l'abandon de l'allié tchécoslovaque. Le 12 novembre, les décrets-lois de Daladier et Reynaud liquident la semaine des quarante heures. Le 30 novembre, la grève de protestation lancée par la CGT échoue et déclenche une répression antisyndicale massive visant prioritairement les communistes. On dénombre des milliers de licenciements et l'arrestation de centaines de délégués. En quelques mois, la CGT perd 1,5 million d'adhérents.

Au printemps 1939, le Front populaire est mort. Une virulente campagne anticomuniste, teintée de xénophobie, s'installe à droite, demandant l'interdiction du PCF alors que le ministre allemand von Ribbentrop est reçu à Paris. Exclue du jeu diplomatique à Munich, l'URSS abandonne la doctrine de la sécurité collective et s'enferme dans les paroxysmes de la Grande terreur, préparant son futur revirement stratégique. Pour le PCF, qui tente de proposer un plan de redressement économique alternatif pour faire revivre l'union, le temps de l'isolement a commencé. ■

*Serge Wolikow est historien. Il est professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université de Bourgogne et directeur du conseil scientifique de la Fondation Gabriel Péri.

L'amélioration de la condition féminine, une cause commune du Front populaire ?

Si le gouvernement du Front populaire ouvre de nouveaux droits au travail et en politique, ces avancées demeurent timides pour les femmes.

PAR LOUISE BUR PALMIERI*

Le 7 juin 1936, Martha Desrumaux, ouvrière du textile du Nord, membre du comité central du Parti communiste français et seule femme présente à la signature des accords Matignon, fait état aux membres du patronat du textile des salaires misérables perçus par les ouvrières de sa région. La présence de cette militante et sa participation aux négociations avec le patronat et l'État témoignent de la place progressive accordée aux femmes dans l'espace partisan et syndical, à un moment où elles n'ont pas de droits civiques et politiques. Elle témoigne aussi d'un paradoxe : si des femmes prennent part aux négociations, contribuent à structurer et à animer le mouvement social que fut le Front populaire, dans les faits elles n'obtiennent que des satisfactions bien maigres, en dépit de l'ampleur des revendications portées par le mouvement social.

UNE OUVERTURE TIMIDE ET RELATIVE DES OPPORTUNITÉS D'ENGAGEMENT FÉMININ

À l'aube du Front Populaire, les espaces syndicaux et partisans tendent à regrouper progressivement les femmes.

Dans l'espace partisan, le PC organise les femmes au sein d'une commission féminine qui centralise le recrutement féminin entre 1922 et 1936. Le parti essaie par ailleurs de densifier sa base féminine en recrutant dans les organisations satellites féminines. Au sein de la SFIO, les femmes sont organisées dans le groupe des femmes socialistes dans les années 1920, puis à partir des années 1930 dans le comité national des femmes socia-

« Le Front populaire ne constitue pas nécessairement un moment de première politisation féminine dans les espaces partisans et syndicaux ou lors de grèves. Il s'agit plutôt d'un moment d'ouverture des opportunités d'engagement féminin. »

listes, ayant pour objectif de pourvoir au recrutement et à l'éducation des femmes socialistes. Le parti radical ouvre quant à lui les adhésions aux femmes en 1924. Dans les syndicats, la Confédération générale du travail (CGT) ne possède pas de structures féminines, tandis que la Confédération générale du travail unitaire (CGTU) a une commission féminine depuis 1922. Si la commission de la CGTU n'est pas directement liée au PCF, sa direction est assurée à partir de 1923 par des militantes communistes comme Lucie Colliard, Alice Brisset, ou Bernadette Cattaneo.

Les syndicats catholiques mobilisent plus largement parmi les femmes. Comme l'a relevé l'historienne Christine Bard, l'organisation de ces syndicats en non-mixité de genre assure aux syndiquées des opportunités de promotion plus aisées qu'au sein de syndicats mixtes. Par ailleurs, l'entre-deux-guerres est strié de grèves de femmes

telles – pour n'en citer que quelques-unes – que la grève des sardinières de Douarnenez en 1924, celle des dix sous dans le Nord en 1928, ou encore la grève d'Armentières de 1933.

Le Front populaire ne constitue donc pas nécessairement un moment de première politisation féminine dans ces espaces partisans et syndicaux ou lors de grèves. Il s'agit plutôt d'un moment d'ouverture des opportunités d'engagement féminin. Les grèves de l'été 1936 sont ainsi un catalyseur de mobilisations et de circulations entre différents espaces militants par leur caractère interprofessionnel et national. Ces grèves reproduisent toutefois une division sexuée du travail militant et les femmes grévistes occupent rarement des fonctions de direction et de coordination de ces grèves. De même, la structuration d'un front de lutte antifasciste permet le transfert de militantes d'associations féminines aux partis politiques. Dans le cas du PCF, le combat antifasciste se traduit par l'arrivée de militantes issues d'organisations satellites – l'Union fraternelle des femmes contre la guerre et la misère, le Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme – au sein du parti. Ces militantes sont rapidement promues à des fonctions dirigeantes régionales. Bien que la fin des années 1930 soit un moment d'ouverture des opportunités d'engagement féminin, le gouvernement du Front populaire est plus timide sur l'obtention de nouveaux droits féminins. Sur le lieu de travail, les conventions collectives fixent le genre – masculin – de la qualification. Elles marquent une régression dans la gestion des classifications et justifient le maintien d'une double grille salariale. Les travailleuses obtiennent toutefois le droit d'être élues déléguées d'usine. Dans la vie électorale et politique, la fin des années 1930 permet la généralisation de revendications sur l'exercice de mandats électoraux locaux par des femmes. À Louviers par exemple, le maire radical-socialiste Pierre Mendès France

« Dans la vie électorale et politique, la fin des années 1930 permet la généralisation de revendications sur l'exercice de mandats électoraux locaux par des femmes. »

« Les grèves reproduisent toutefois une division sexuée du travail militant et les femmes grévistes y occupent rarement des fonctions de direction et de coordination. »

fait élire par un corps privé six conseillères municipales adjointes en 1936. Tel processus se reproduit dans d'autres communes dont le maire est membre du Rassemblement populaire. Les femmes désignées conseillères municipales privées s'occupent de questions liées à la nature féminine comme l'enfance, l'éducation, ou la santé publique ; selon une division sexuée du travail militant. Sur le plan gouvernemental, Léon Blum nomme trois femmes : Cécile Brunschvicg, Irène Joliot Curie et Suzanne Lacore, sous-secrétaires d'État à l'Éducation nationale, à la Recherche et à l'Enseignement supérieur, et à la Protection de l'enfance.

Ces ouvertures sont relatives puisque les revendications pour l'obtention du suffrage féminin sont suspendues ou atténuées par le processus législatif. Ainsi, la Chambre des députés se prononce en faveur du vote des femmes le 30 juillet 1936, mais le gouvernement n'oblige pas le Sénat à inscrire ce texte à son ordre du jour. Si le gouvernement du Front populaire ouvre de nouveaux droits au travail et en politique, ces avancées demeurent ainsi timides à un moment de repli familialiste et conservateur.

UN MOMENT DE REPLI ET DE MODÉRATION DU FÉMINISME SUFFRAGISTE

La timidité de ces avancées coïncide avec un repli et une modération des mouvements féministes. Dans les années 1930, les féminismes sont divisés entre le féminisme dit radical porté par des groupes comme la Femme nouvelle ou la Ligue d'action féminine pour le suffrage des femmes ; et le féminisme modéré porté par des groupes comme le Conseil national des femmes françaises, la Ligue française pour le droit des femmes ou l'Union française pour le suffrage féminin. Ces mouvements portent des revendications en faveur du droit au travail féminin entre 1932 et 1936, et permettent l'obtention de la capacité civile de la ►►

» femme mariée en 1938. Les milieux socialistes et communistes se tiennent à distance de ces organisations, considérées comme bourgeoises, c'est-à-dire ne remplaçant pas suffisamment la condition féminine dans des dynamiques socio-économiques. En dehors de ces avancées, la cause suffragiste s'enlise et la fin des années 1930 est marquée par un moment d'angoisse familialiste, arguant de la nécessité de la reprise de la natalité et mettant sur un piédestal les fonctions conjugale et maternelle des femmes.

Le devenir des féminismes au temps du Front populaire peut être abordé sous trois angles. D'abord, la structuration d'un front antifasciste féminin a permis des formes de rapprochement entre communistes, sympathisantes communistes et certaines féministes. Le mouvement Amsterdam-Pleyel de 1932, lancé à l'initiative d'intellectuels pacifistes comme Henri Barbusse et sous l'égide de l'Internationale communiste, débouche en effet sur la création du Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme. La branche française de cette

« Les femmes désignées conseillères municipales privées s'occupent de questions liées à la nature féminine comme l'enfance, l'éducation, ou la santé publique, selon une division sexuée du travail militant »

Regards,
8 juillet 1937.
Collection
Musée de
l'Histoire
vivante.

organisation de masse est créée en août 1934 et est dirigée par Gabrielle Duchêne, compagne de route du parti. Elle permet une collaboration avec des associations féministes bien que des divergences soient rencontrées notamment sur l'intervention pour l'Espagne républicaine. Deuxième caractéristique, celle de l'apathie généralisée des féministes, puis de leur déception, face au mouvement social de mai-juin 1936 et à ses conséquences contrastées. Cette déception des féministes se traduit par une mise à distance des partis et des syndicats. Ces derniers sont perçus comme des plateformes instrumentalisant la cause féminine à des fins électorales et ne poussant pas pour l'obtention pour l'égalité des droits. Enfin, ces dynamiques conduisent à la prise en main par les partis eux-mêmes de la question féminine et au déplacement de l'audience vers les militantes de premier plan des partis, au détriment des féministes.

Pour conclure, le Front populaire est un moment relatif d'ouverture des engagements féminins. Permettant de publiciser certaines revendications féminines comme le suffrage féminin ou l'égalité des salaires et de visibiliser une participation féminine lors de grèves, dans les municipalités, dans certains ministères ou au sein des partis ; cette séquence historique se traduit aussi par un repli des revendications féminines et féministes, en particulier dans le domaine du travail et pour l'obtention du suffrage féminin. ■

*Louise Bur-Palmieri est historienne. Elle est doctorante au Centre d'histoire sociale des mondes contemporains.

Cet article est une retranscription d'une intervention donnée le 9 mai 2026 à l'Espace Niemeyer sur la place des femmes dans le Front populaire.



Le Front populaire et le monde rural

Le Front populaire (1934-1938) est aussi un moment fort de luttes et de mobilisations au sein des campagnes françaises. Si depuis 1931, la France est devenue majoritairement urbaine, la société rurale marque encore fortement le pays.

PAR **JEAN VIGREUX***

LES EFFETS DE LA CRISE ÉCONOMIQUE

L'effondrement mondial des prix agricoles, qui caractérise la crise des années 1930, affecte durement les économies et les sociétés européennes ; la France qui, dans un premier temps, a un réflexe protectionniste – rappelant 1892, les mesures prises par Jules Méline – est à l'abri de la crise jusqu'en 1931. Mais les bonnes récoltes et surtout la chute des cours ont pour effet induit une chute des prix de gros : 46 % pour le blé entre 1930 et 1935, 60 % pour le vin par rapport à 1913. Dès lors, les répercussions sont importantes dans les campagnes, on assiste à des faillites et des saisies. La lutte contre ces saisies des exploitants en faillite devient une bataille menée par les socialistes, les communistes et les syndicalistes. Il est important de comprendre que ce nouveau syndicalisme permet de s'émanciper de la tutelle des notables traditionnels qui encadraient le monde rural : les paysans se sont dotés d'un syndicalisme de classe, où le mot même de « paysan » est revendiqué et assumé, montrant une appartenance de classe contre « l'agriculteur », le « notable traditionnel », le « grand propriétaire châtelain », ou le « hobereau ». La CNP (Confédération nationale paysanne), proche de la SFIO, et la CGPT (Confédération générale des paysans travailleurs) incarnent cette forme de syndicalisme. La presse

« La lutte contre les saisies des exploitants en faillite devient une bataille menée par les socialistes, les communistes et les syndicalistes. »

communiste publie alors de nombreux reportages accompagnés de photographies sur la violence des saisies et sur la lutte contre leur mise en œuvre ; *La Voix paysanne*, *L'Humanité*, *Regards*, etc. font connaître ces mobilisations et ces actions communistes face aux effets désastreux de la crise dans le monde rural, tout comme le film de Jean Renoir *La vie est à nous* qui met en scène une vente aux enchères publiques, annulée par l'intervention collective des paysans dirigés par les militants communistes.

DES GRÈVES OUBLIÉES : LES OUVRIERS AGRICOLES

Alors que le monde rural a encore besoin de nombreux bras pour les travaux des champs, les ouvriers agricoles entrent aussi en grève. Ces grèves touchent la Seine-et-Oise, l'Oise, l'Aisne, ce qui effraie les possédants et, surtout, le représentant du « fascisme paysan », Henri Dorgères, qui considère de telles actions comme un crime, qui risque d'affamer le pays... Au cours de l'été 1936 (puis de l'été 1937), les ouvriers du monde rural, encore nombreux dans la société française – la mécanisation sera effective après les années 1950-1960 – comme les ouvriers viticoles du Midi, les bûcherons du Centre, les lavandières du Midi, les ouvriers agricoles qui participent aux récoltes de fruits, ou les moissonneurs du Bassin parisien, voire les ouvriers qui ramassent les betteraves, se mettent en grève : « Quel spectacle que toutes ces fermes des régions de grande culture, Bassin parisien et Nord, où les gros patrons se considéraient comme des seigneurs, avec un piquet de grève sous le grand portail, sur lequel flottait le drapeau rouge » (récit de la Fédération nationale des travailleurs de l'agriculture [FNTA], affiliée à la CGT). »

► La première vague de grèves a eu lieu dans l'Aisne, la Seine-et-Marne et la Seine-et-Oise. Dans la région de Saint-Quentin (Aisne), c'est au départ un mouvement sporadique où les vachers, les bergers et les domestiques cessent le travail le 19 mai, demandant l'appui de leur député SFIO de la 2^e circonscription de Saint-Quentin, qui vient d'être élu. Dès la fin mai, un autre conflit marque les esprits, dans la Seine-et-Oise, celui de Tremblay-les-Gonnesse où les grévistes tiennent des piquets de grève devant le portail de trois fermes. On assiste à une forme de mimétisme avec le mouvement ouvrier urbain. Dès le 15 juin, ils obtiennent satisfaction avec une augmentation de 10 à 20 % de leurs salaires, la journée de 10 heures et l'égalité des droits entre ouvriers agricoles français et ouvriers étrangers. À la louée de la Saint-Jean, les salariés de la Beauce se mettent en grève, mais reprennent vite le travail. La deuxième phase des grèves agricoles s'appuie aussi sur les accords Matignon pour obtenir les mêmes droits que les ouvriers des villes. Le mouvement s'étend au cours de l'été dans l'Oise, la Somme et à nouveau en Seine-et-Marne et dans l'Aisne. La FNTA, affiliée à la CGT, met toutes ses forces dans la bataille. On assiste alors à « l'explosion sociale » dans les régions de grandes cultures, à la fin juillet au moment des moissons; plus de quatre mille salariés agricoles sont en grève en Seine-et-Marne et l'historien Jean-Claude Farcy estime que le mouvement dans ces régions de grandes cultures a pu concerner plus de dix mille salariés agricoles. Les meetings, organisés par les militants de la CGT, les militants politiques ou les élus de la SFIO et du PCF, soulignent la volonté de rester dans la légalité républicaine. Il faut prendre appui sur les accords de Matignon pour obtenir de nouveaux droits ; les préfets sont mis à contribution, tout comme les élus. Georges Monnet, député socialiste de l'Aisne, devenu ministre de l'Agriculture, montre l'exemple comme négociateur dans son département.

ASSURER UN REVENU AUX PAYSANS

Autre moment important du Front populaire à la campagne, le gouvernement de Léon Blum met en place, sous l'égide du ministre de l'Agriculture, l'Office national interprofessionnel du blé (ONIB). Il s'agit d'introduire des règles dans un marché qui, jusqu'à l'heure, était organisé sous forme d'un monopole spéculatif aux béné-

fices des transformateurs de la matière première, mais non des producteurs.

L'ONIB est un organisme public (loi du 15 août 1936) qui a pour rôle de déterminer le prix du blé, d'établir l'échelonnement des achats de blé aux producteurs et de contrôler les importations et les exportations de blé ou de farine. Ce projet fait suite à de nombreuses initiatives des socialistes, dont l'origine remonte à Jean Jaurès. Une loi avait été même votée le 10 juillet 1933, prévoyant un prix minimum du blé. Toutefois, ce fut un échec, lié à une gigantesque fraude. La loi de 1936 permet alors un meilleur encadrement. Le commerce et le stockage du blé sont confiés aux coopératives agricoles et le Crédit agricole assure les paiements et avance les fonds nécessaires. Cet office est placé directement sous le contrôle du ministère des Finances et du ministère de l'Agriculture. Il est composé des représentants des producteurs, des consommateurs et des intermédiaires (meuniers, boulangers, fabricants de pâtes alimentaires et commerçants en grains). C'est l'une des réalisations du Front populaire qui marque le plus les campagnes. Sa création suscite de nombreuses réactions, il est même raillé par le sénateur de droite de l'Aisne, Charles Desjardin, comme « le plus beau monument d'organisation marxiste que l'on connaisse ». Mais l'accueil est enthousiaste chez les paysans car cela leur assure un revenu meilleur ; de 1935 à 1937, le quintal de blé passe de 80 à 180 francs.

Dans le domaine de l'agriculture, le Front populaire poursuit également la politique des appellations d'origine contrôlée, entreprise auparavant soutenue par les syndicats proches des socialistes et des communistes. Le Comité national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie (CNAO), créé par le décret-loi du 30 juillet 1935, s'emploie à promouvoir les délimitations des vignobles et de nombreux décrets sont pris au cours de l'année 1936 pour les appellations Châteauneuf-du-pape ; muscat de Frontignan ; Tavel ; Cassis ; Pouilly-sur-Loire ; Arbois ; Château-Châlon ; Cognac ; Champagne et Saint-Émilion...

Une réforme du statut du fermage et du métayage est envisagée, mais elle ne voit pas le jour et sera reprise seulement à la Libération, aboutissant à la loi de 1946, ce qui rouvre la parenthèse enchantée du Front populaire. ■

*Jean Vigreux est historien. Il est professeur d'histoire contemporaine à l'université Bourgogne Europe.

1936 et les mondes ouvriers

Les nombreux témoignages de grèves, manifestations, occupations qui se développent dans tout le pays révèlent l'ampleur des mécontentements de tous ordres. Ouvriers et ouvrières bousculent la gauche.

PAR **THÉO BERNARD***

« Aujourd'hui 7 janvier 1937 [...]

Mme Vve Monzio-Campagnoni, Domenica, née le 15 avril 1886 à Piano (Italie), ouvrière d'usine, demeurant à Belfort [...] déclare :

Depuis trois mois je travaille au petit tissage de Danjoutin [à proximité de Belfort] qui remarque un peu depuis un certain temps. Dès le début, comme les autres ouvrières j'ai remarqué que le patron ou la patronne mettait une ouvrière mère de famille à la porte sans grand motif.

Nous avons décidé de nous syndiquer comme cela se fait ailleurs. Ceci pour but d'incommoder les patrons, et de les rendre encore plus hargneux.

Nous avons décidé entre la plupart des ouvriers qu'on pourrait travailler huit heures par jour, et arrêter le samedi, ce qui ferait nos quarante heures à la semaine. Cet arrêt du samedi nous permettrait de tenir notre ménage. Or samedi dernier 2 janvier vers 9 heures ayant été appelée, je suis allée trouver le patron dans son bureau pour lui présenter nos revendications. Aussitôt il est entré dans une violente colère en me répondant : « Vous travaillerez sept heures par jour, et le samedi idem. » Il a ajouté : « Vous n'êtes d'ailleurs pas déléguée, vous n'avez rien à faire ici. » Je vais faire votre compte et je vous mets à la porte. J'ai répondu : « Eh bien je m'en vais mais je ne veux pas de sous. » Aussitôt le patron m'a empoignée à deux reprises le bras droit me serrant très fort entre le coude et l'épaule. [...]

Je suis sortie et à peine si j'avais franchi la porte que le patron me flanquait un violent coup de pied au derrière me provoquant des grandes douleurs. »

Dans cette plainte d'une travailleuse immigrée se lit une partie de la condition ouvrière : un emploi et, en réalité, une vie partiellement soumise à

« Depuis près d'un an, les grèves ouvrières gagnent. Les sources relèvent des revendications très explicites et qui ne concernent pas seulement les salaires mais tiennent aux statuts et à l'organisation des usines. »

la conjoncture d'une industrie textile durement frappée par la crise mais aussi bouleversée par une adhésion syndicale incarnant une contestation de l'arbitraire de l'employeur. Face à un patron violent, les ouvrières veulent collectivement imposer leur organisation du temps de travail. Simultanément, des délégués chrétiens sont licenciés dans une usine textile (Dollfus-Mieg et Compagnie) située à proximité. Un militant de la CFTC de Belfort résume le point de vue patronal : « Collaborer ? Je vous crie ma haine... Je vous ferai tous sauter... ». Ces coléreux employeurs du textile souhaitent rétablir des hiérarchies sociales mises en cause par des grèves qui, depuis des mois, contestent les modalités du travail.

GRÈVES ET OCCUPATIONS D'USINES

Car, depuis près d'un an, les grèves ouvrières gagnent. Les sources relèvent des revendications très explicites et qui ne concernent pas seulement les salaires mais tiennent aux statuts et à l'organisation des usines. Ces victoires massivement relevées dès le début de l'année 1936 en appellent d'autres et les occupations se multiplient presque partout au printemps. Les acquis des négociations ►►

» dans les entreprises concernent les salaires, les temps de pause, les heures supplémentaires ou les congés payés qui figuraient souvent dans les cahiers de revendication du 1^{er} mai. Ouvriers et ouvrières bousculent la gauche. Le programme du rassemblement populaire – reprenant pour l'essentiel celui du radicalisme – est alors, pour reprendre le mot de l'historien Michel Margairaz, « oublié ». De fait, aucune des lois sociales votées en juin 1936 (40 heures, contrats collectifs et congés payés) ne correspond aux accords constitutifs du Front populaire... ni même aux nombreuses propositions de lois déposées en mai 1936 par les députés communistes.

Les effectifs des organisations ouvrières explosent. À la mi-mai 1936, lorsque les grèves avec occupation se multiplient dans les grandes villes, le PC gagne mille adhérents par jour et organise une multitude de réunions locales. Alors que l'Hexagone compte sept millions d'ouvriers, travaillant pour beaucoup dans l'industrie, la CGT qui comptait un million d'adhérents au printemps 1936 en compte quatre millions en 1937. Ces adhésions sont liées à une très forte activité militante et une politisation tous azimuts. En Franche-Comté, la CFTC organise plus de trois cents réunions entre avril et fin août 1936 : ses effectifs quadruplent et le nombre de syndicats chrétiens passe de quarante à quatre-vingt-douze. Régionalement, les syndicats chrétiens organisent alors cinq mille quatre cents membres dont un tiers de femmes. Nationalement, la CFTC dépasse les quatre cent mille adhérents en 1937 dont cent cinquante mille se concentrent dans le Nord et le Pas-de-Calais.

Les grèves se déroulent souvent sur le modèle promu par les ouvriers révolutionnaires et com-

« À la mi-mai 1936, lorsque les grèves avec occupation se multiplient dans les grandes villes, le PC gagne mille adhérents par jour et organise une multitude de réunions locales. »

munistes du début des années 1930 : occupation, désignation d'un comité de grève, élaboration de revendications dans les ateliers. Des ouvrières en grève demandent le droit de sortir aux water-closets durant le travail ou d'allumer une cigarette dans l'atelier. Ces exigences concernent souvent le sous-effectif au travail imposé durant la crise. Le refus des abus patronaux mène – en creux mais aussi parfois explicitement – à des projets de réorganisation des entreprises. Les grévistes souhaitent fréquemment contrôler les négociations puis les modalités de reprise du travail, usine par usine et atelier par atelier. Ces conflits victorieux suscitent – à l'instar de la plupart des mouvements de masse – un fort engouement populaire mis en scène dans les rires populaires.

MÉMOIRE JOYEUSE DES GRÈVES OU VIOLENCE DES RAPPORTS SOCIAUX

Les images des grèves ne correspondent, pourtant, qu'imparfaitement à leur mémoire joyeuse. En 1936, le nombre de journées consacrées au maintien de l'ordre par la garde mobile est trois fois supérieur au chiffre de 1934, année pourtant déjà très agitée. Pour fuir les vengeances et les rancœurs accumulées, un chef porion de Rœulx dans le Nord témoigne auprès de l'historienne Odette Hardy-Hémery qu'il avait dû se tapir trente-six heures dans le fond d'un puits lors des grèves de juin 1936. Ces grèves ne touchent, en outre, pas seulement les régions les plus industrialisées où le monde ouvrier est puissant. Justifiant le renvoi des militants syndicaux de Mimizan et l'écrasement de la CGT dans cette partie des Landes, le maire de la bourgade et gendre du principal patron de la localité indique dans un courrier au préfet, en juillet 1936, que les salariés « ne doivent à leur patron que de la reconnaissance et de la gratitude ». La préfecture des Landes et les notables radicaux élus sous l'étiquette du rassemblement populaire sont particulièrement hostiles

« Aucune des lois sociales votées en juin 1936 (40 heures, contrats collectifs et congés payés) ne correspond aux accords constitutifs du Front populaire... ni même aux nombreuses propositions de lois déposées en mai 1936 par les députés communistes. »

aux ouvriers : l'alliance électorale ne transforme pas leur identité de classe.

À Toulouse, Marcel Thourel, responsable communiste alors dans sa vingtaine et animant des grèves dans les boulangeries fin juin 1936, se souvient dans ses mémoires d'un patron « grincheux » ayant la réputation « d'exploiteur sans scrupules » et qu'ils durent « mettre dans le four [à pain], juste le temps de lui faire peur, pour l'amener à une meilleure compréhension de nos problèmes ». La chambre patronale métallurgique de Lille affirme fin 1936 que ses agents de maîtrise ont été lors des grèves de l'automne « défiés, insultés, menacés et même blessés ». Les pratiques de grève des années 1930 et de 1936 en particulier – grève de solidarité ; grève dite politique ; grève sporadique pour désorganiser l'entreprise ; grève d'autosatisfaction ; piquet de grève et blocage ; occupation voire séquestration – sont considérées comme illicites après 1945.

Lors de la séquestration des dirigeants de Peugeot à Sochaux en février 1937, un délégué ouvrier fait partir involontairement son revolver dans le bureau du sous-préfet où se déroulent des négociations. Peu préoccupé par l'armement de ses interlocuteurs, le préfet du Doubs indique aux délégués que « les ouvriers, qui doivent tout au gouvernement actuel, doivent s'attacher à ne pas lui créer de difficultés » ... cela ne convainc guère. Gouvernement de Front populaire, notables socialistes locaux et responsables syndicaux peinent à mettre fin aux grèves et aux occupations qui agitent les usines Peugeot depuis près d'un an.

DÉCEPTIONS OUVRIÈRES

Lors du 1^{er} mai 1938, Gustave Cunin, dirigeant régional de la CGT, appelle à la paix sociale mais dresse aussi devant des milliers d'ouvriers rassemblés à Belfort une lourde critique : « Il y a deux ans, nous étions à la veille d'une grande espérance. Le Front populaire était constitué et on espérait qu'il entreprendrait la lutte contre le capitalisme. Hélas, plusieurs gouvernements de Front populaire se sont formés et le capitalisme est toujours aussi puissant. » Ces déceptions majeures expliquent pour partie la massivité des grèves de l'automne 1938 réprimées par huit cent mille licenciements. À Belfort, la manifestation du 26 novembre 1938 est la plus importante de l'entre-deux-guerres. Jusqu'à l'été 1939, les agents de la sûreté et des préfectures tout comme les dirigeants de l'UIMM craignent le déclenchement

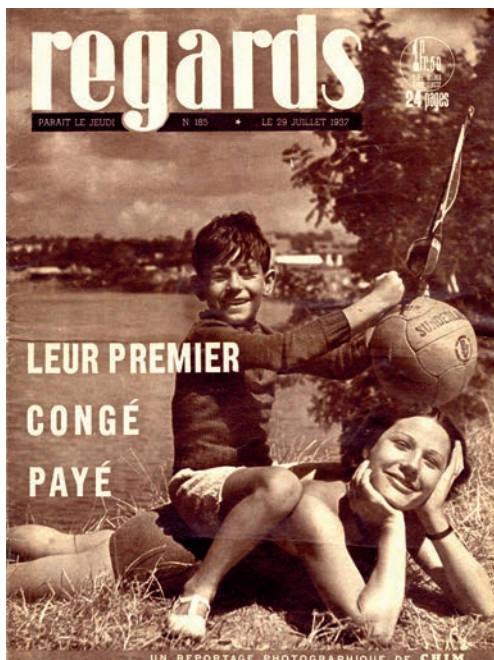
« Il y a deux ans, nous étions à la veille d'une grande espérance.

Le Front populaire était constitué et on espérait qu'il entreprendrait la lutte contre le capitalisme. Hélas, plusieurs gouvernements de Front populaire se sont formés et le capitalisme est toujours aussi puissant. »

Gustave Cunin, dirigeant régional de la CGT, 1^{er} mai 1938.

d'une grève générale à l'échelle hexagonale sur le modèle de 1936 : ils sont bien conscients de cette nette rupture entre la classe ouvrière et le monde politique. ■

*Théo Bernard est historien. Il est attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) à l'Institut d'études politiques de Grenoble.



Regards, 29 juillet 1937. Collection Musée de l'Histoire vivante.

Le rôle du syndicalisme en 1936

Si l'importance de l'unité politique du PCF, de la SFIO et des radicaux dans la victoire de la gauche en 1936 qui fut source d'avancées sociales majeures est souvent évoquée, la place des syndicats ne doit pas être oubliée.

PAR **GILBERT GARREL***

Lors des manifestations antifascistes en réponse à celle des ligues d'extrême droite du 6 février 1934, le mouvement syndical a compté. Il y a eu celle du PCF et de la CGTU le 9 février qui fut durement réprimée puis celle dans une unité plus large du 12 février où les cortèges PCF-CGTU et SFIO-CGTC se sont retrouvés sur le cours de Vincennes. Lors de cette journée la mobilisation syndicale fut très puissante. C'est cette masse ouvrière qui lance l'appel à l'unité en fin de cortège.

En parallèle de l'unité programmatique des forces de gauche se construit l'unité syndicale qui a fait l'objet de discussions de 1934 à la fin de l'année 1935. En effet, comme l'a exprimé Georges Séguy, « l'unité n'est pas née d'un miracle ». Depuis la fin des années 1920, les unitaires avaient fait de nombreuses tentatives de rapprochement avec les confédérés que ces derniers avaient systématiquement rejetées. Après le 12 février, la poussée des bases syndicales a contraint les confédérés à accepter l'ouverture de discussions. Les deux organisations ont fait des concessions importantes pour parvenir à cette réunification de la CGT au

congrès de Toulouse en mars 1936. Si la CGTC a consenti à ouvrir la porte du dialogue, la CGTU a accepté d'adopter des orientations sur la conception même du syndicalisme qui lui étaient étrangères, notamment sur les rapports à l'État et aux institutions, sur le présentisme ou sur les nationalisations.

Cet effort partagé mène à l'unification mais avant tout du fait de l'attente des militants de terrain. En dépit des longs échanges de sommet, l'union des deux CGT se concrétise donc dès 1935 dans les entreprises, dans les territoires et les professions sur des axes revendicatifs partagés sur les salaires, les conditions de travail, les droits collectifs et syndicaux. Il est important de relever qu'à la suite de la crise de 1929 (qui a eu des effets en France à partir du début des années 1930), l'exaspération des ouvriers s'accroît face à l'inflation galopante, aux faibles salaires, au chômage de haut niveau et à la mise en œuvre du taylorisme se traduisant par l'intensification des cadences et une dégradation des conditions de travail. Les travailleurs aspirent donc à l'unité syndicale pour gagner sur le champ revendicatif.

LA GRÈVE APRÈS LA VICTOIRE ÉLECTORALE

Immédiatement après la victoire politique du Front populaire sur son programme « pain, paix, liberté » lors des élections législatives des 26 avril et 3 mai 1936 et bien avant la formation du nouveau gouvernement qui ne viendra que le 4 juin, les grèves éclatent. Elles débutent le 11 mai lorsque les ouvriers des usines Breguet du Havre arrêtent le travail pour demander la réintégration de deux militants licenciés pour avoir fait grève le 1^{er} mai. L'usine est occupée et les tentatives de la police de déloger les grévistes échouent, les

« Sous la contrainte des plus de deux millions de grévistes, la Confédération générale du patronat français (CGPF) demande l'ouverture de négociations à Blum, ce qui place la CGT en position dominante. »

dockers se solidarisant avec les métallos. En deux jours à peine, ils obtiennent satisfaction.

Le 13 mai, ce sont les usines Latécoère, à Toulouse, puis, le 14, celles de Bloch, à Courbevoie, qui sont occupées. Ce mouvement se répand comme une traînée de poudre dans tout le pays. Le 24 mai, six cent mille personnes vont défiler dans les rues de Paris pour monter au mur des Fédérés. Et le nombre d'entreprises en grève ne fait qu'augmenter, notamment dans les usines de la métallurgie en région parisienne mais aussi dans le textile et l'alimentation où les femmes entrent massivement dans l'action.

Dans ce contexte, si les avancées sociales de ce printemps 1936 sont attribuées au gouvernement Blum et à la mise en œuvre du programme du Front populaire, il importe de rappeler deux éléments majeurs. Le premier est que sous la contrainte des plus de deux millions de grévistes, c'est la Confédération générale du patronat français (CGPF) qui demande l'ouverture de négociations à Blum, ce qui place la CGT en position dominante. Ensuite, il faut mesurer que le rapport de force que permet la mobilisation ouvrière ouvre la voie pour faire plier le patronat qui signe finalement les « accords de Matignon » dans la nuit du 7 et 8 juin 1936. Les concessions accordées par la CGPF vont d'ailleurs bien plus loin que le programme du Front populaire ne l'avait prévu. Les accords aboutissent à la semaine de quarante heures, à des augmentations de salaires de 7 à 15 % selon les branches, à l'instauration de conventions collectives, à la création de délégués du personnel élus par les salariés et aux deux semaines de congés payés.

Enfin, il faut souligner que c'est la lutte, dans chaque entreprise, qui permet la traduction concrète des accords de Matignon. Car si le patronat signe sous la pression sociale, il entend tout faire pour ne rien appliquer. Du fait de cette

« L'absence de projet politique alternatif porté par des partis de gauche rassemblés a un effet négatif qui pèse sur la dynamique de mobilisation sociale. »

pression sociale, dans certaines entreprises de la métallurgie, les augmentations de salaire peuvent aller jusqu'à 30 %.

L'union des forces de gauche, du PCF aux radicaux, fut un élément déterminant dans la victoire du Front populaire mais, sur le plan social, c'est bien la réunification de la CGT et la force qu'elle donne au mouvement social qui permet de porter les conquêtes de 1936 à un tel niveau.

GAGNER DE NOUVEAUX DROITS AUJOURD'HUI

Dans la période que nous traversons, les références aux années 1930 sont nombreuses. Il faut néanmoins rester prudent dans la comparaison et savoir mesurer les concordances et les différences. Nous traversons actuellement une crise qui prend des visages multiples. Depuis 2008, nous ne sommes pas sortis de la crise économique causée par l'explosion des bulles financières générées par le capital et les géants de la tech qui en créent de nouvelles. La démocratie est malmenée par des gouvernements de plus en plus autoritaires partout dans le monde. De plus, nous sommes confrontés à une crise politique qui alimente la montée de l'extrême droite et des forces réactionnaires. L'ensemble de ces phénomènes nous renvoie bien entendu au contexte des années 1930. Mais, au-delà de ces similitudes, nous devons prendre la mesure des différences pour éviter les comparatifs trop rapides.

Dans les années 1930, le pays disposait d'un tissu industriel national important avec un patronat qui avait maintenu une gestion patriarcale des entreprises. Actuellement, les salariés sont confrontés à de grands groupes mondiaux et un système capitaliste totalement mondialisé. Ces bouleversements rendent évidemment plus complexes les confrontations sociales avec des directions de plus en plus éloignées du salariat. En effet, le patronat a disloqué les méthodes de production par ►►

« Le rapport de force que permet la mobilisation ouvrière ouvre la voie pour faire plier le patronat qui signe finalement les "accords de Matignon" dans la nuit du 7 et 8 juin 1936. »

► la sous-traitance en cascade ou la délocalisation et les bastions ouvriers – donc syndicaux – se sont effrités ; on assiste à un éparpillement des sites de production souvent sur plusieurs pays. Dans une telle configuration, l'action collective des salariés est plus difficile à construire. Par ailleurs, lors des dernières grandes mobilisations sur les retraites, si les manifestations de rue étaient puissantes, force est de constater que ce sont les grèves qui ont fait défaut dans le rapport de force contre un patronat qui n'a pas été suffisamment contraint. Cela est lié à différents facteurs qui mériteraient chacun une analyse particulière : une plus grande précarité, des unités de production plus petites et un syndicalisme qui a du mal à s'implanter dans les petites et moyennes entreprises.

Du côté syndical, avant la réunification les deux CGT comptaient ensemble moins de huit cent mille syndiqués. À la suite des grèves du printemps 1936, la CGT rassemblée voit ses effectifs grimper à près de quatre millions d'adhérents. Mis à part une CFTC relativement faible, la CGT constituait seule la force syndicale. Si ces chiffres impressionnent c'est que nous connaissons aujourd'hui un éclatement du syndicalisme. Après la Seconde Guerre mondiale a été créée la CGC, puis la CGT a connu une nouvelle scission en 1948 avec la création de FO. En 1964, la CFDT est née d'une scission de la CFTC. Puis ce fut le tour de la FEN de se scinder créant la FSU et l'UNSA au début des années 1970. Enfin dans les années 1980-1990, s'est formé Solidaires avec SUD s'implantant dans différents secteurs du service public. Ce fractionnement du syndicalisme n'a pas fait augmenter le nombre de syndiqués et nuit à la construction du rapport de force car il rend plus difficiles les démarches unitaires.

Sur le plan politique, il en va de même. Le rassemblement des forces de gauche autour du Nouveau Front populaire et de son programme en 2024 a donné de l'espoir au monde du travail mais cette union s'est rapidement disloquée. Cette absence de projet politique alternatif porté par des partis de gauche rassemblés a un effet négatif qui pèse sur la dynamique de mobilisation sociale. Mais, plus largement, il importe de prendre en compte la situation démocratique dans laquelle nous nous trouvons. En 1936, nous étions sous une III^e république très instable mais le pouvoir politique était réellement aux mains de l'Assemblée nationale qui désignait le chef du gouvernement. Aujourd'hui, depuis la Constitution de 1958 et

« Face à une internationale d'extrême droite, alimentée financièrement par les tenants du capital qui gagne l'Europe et notre pays, il est nécessaire de construire un contre-feu puissant. »

le référendum de 1962, c'est l'hyper présidentialisme qui prime. Les possibilités données par cette constitution pour contourner le Parlement ont affaibli la démocratie et créé dans toute la société une dépolitisation importante des salariés favorisant l'irruption des courants réactionnaires.

Enfin, l'Union européenne n'existait pas en 1936. Actuellement les directives et règlements imposés par l'Europe, à dominante libérale, aux États membres font douter de la capacité des gouvernements nationaux à résister aux injonctions budgétaires. Le syndicalisme doit donc être pensé dans une dimension européenne pour combattre cette Europe de la finance et gagner une Europe des peuples.

Dès lors, face à une internationale d'extrême droite, alimentée financièrement par les tenants du capital, qui gagne l'Europe et notre pays, il est nécessaire de construire un contre-feu puissant. Les moyens d'y parvenir seront forcément différents de ceux mis en œuvre en 1936. Toutefois, les ingrédients sont les mêmes : construire un projet politique correspondant aux attentes de la population, le porter dans un rassemblement le plus large des forces progressistes et l'appuyer par une action syndicale de masse sur les lieux de travail. ■

*Gilbert Garrel est président de l'Institut d'histoire sociale-CGT. Il a été secrétaire général de la Fédération CGT des Cheminots.

À la conquête de représentants du personnel

De l'origine des délégués du personnel à leur remplacement par le comité social et économique (CSE).

PAR **DORIAN MELLOTT***

Parmi les grandes conquêtes du Front populaire, on présente souvent la création des délégués du personnel, c'est-à-dire d'une représentation du personnel quasi universelle dans les entreprises. Mais cette mesure est le fruit d'un compromis qui n'a pas donné satisfaction aux syndicats sur ce point.

LES PRÉMICES DES DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL

Les premières formes de représentation du personnel apparaissent en France au XIX^e siècle. La toute première provient d'une initiative patronale dans une filature de la Marne appartenant aux frères Harmel. L'article 7 du règlement intérieur prévoyait l'existence d'un conseil d'usine qui devait « maintenir entre patron et ouvriers une entente affectueuse, basée sur une confiance réciproque. Il est composé de simples ouvriers élus qui se réunissent avec un patron tous les quinze jours ». Il s'agissait alors d'intégrer les ouvriers pour canaliser leur action et éviter qu'ils ne contestent de façon trop virulente le système capitaliste.

Une autre forme de représentation sera mise en place plus tard au sein des établissements Schneider au Creusot en 1899. À la suite de deux grèves, les ouvriers obtiennent la création d'un syndicat et la mise en place de représentants du personnel. Cependant, Eugène Schneider s'oppose à une représentation émanant du syndicat. À la suite d'un arbitrage fait par le président du conseil Waldeck-Rousseau, des délégués d'atelier sont élus. Mais Schneider manœuvre de sorte qu'à la seconde élection de ces délégués, ce

« Les délégués du personnel sont créés par la loi du 24 juin 1936. »

soit un syndicat-maison qui l'emporte. Après une forte répression, il parvient même à neutraliser le syndicat. Malgré cela, cette expérience va inspirer différentes propositions législatives.

Des obligations légales sont également progressivement mises en place dans certains secteurs d'activité. C'est le cas d'abord des mines où en 1890 sont institués des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. Ces délégués sont élus et ont pour mission d'examiner les conditions de sécurité du personnel et celles dans lesquelles se sont produits les accidents. En 1917, le ministre de l'Armement Albert Thomas initie la mise en place de délégués d'ateliers dans les usines de ce secteur. Ils sont aussi élus directement par le personnel avec la mission de contrôler les conditions de travail et de salaire ainsi que de régler les litiges dans l'atelier.

L'INSTITUTION DES DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL

Les délégués du personnel sont créés par la loi du 24 juin 1936. Ils sont issus de la réunion à l'hôtel Matignon du 7 juin au cours de laquelle c'est le patronat qui a proposé leur création. Il considère en effet que si la grève a pu se généraliser, c'est parce qu'il n'a pas compris la psychologie des ouvriers. Le patronat pense alors que l'existence de

► représentants du personnel pourrait permettre de mieux la saisir, donc d'éviter les conflits. La discussion porte sur le fait de savoir si ces délégués doivent être élus par le personnel ou désignés par les syndicats.

Avant 1936, le patronat était opposé à toute forme de représentation pour deux raisons. La première c'est qu'il la trouvait inutile, considérant que les patrons échangeaient directement avec leurs ouvriers. La grève leur a fait prendre conscience de l'insuffisance de ces échanges directs. La seconde raison est que le patronat voyait dans la représentation du personnel une menace contre son autorité dans les usines, ce qui est pour eux la condition de l'efficacité économique. Sur ce point, s'il admet la possibilité d'une représentation en 1936, il demeure fermement opposé à ce que cette représentation soit issue des syndicats car il craint que ces derniers ne désignent leurs militants les plus radicaux. Le patronat considérait en outre que les syndicats n'étaient pas représentatifs de tout le personnel mais seulement de leurs adhérents.

La CGT de son côté était dans une attitude de contestation de la démocratie représentative au début du XX^e siècle et rejetait l'élection des représentants du personnel au profit d'une désignation par les syndicats avec un mandat impératif. Elle considérait en outre que le syndicat n'avait pas à faire la démonstration de sa représentativité, en particulier par la voie d'élections professionnelles, puisqu'il était naturellement le représentant des intérêts des travailleurs. En 1936, la CGT a en plus le souvenir de l'expérience du Creusot où l'utilisation des élections des représentants du personnel avait permis à Schneider de neutraliser le syndicat.

C'est donc la proposition patronale qui est retenue : celle de représentants élus directement

« Le patronat admet la possibilité d'une représentation en 1936 mais demeure fermement opposé à ce que cette représentation soit issue des syndicats, comme le revendiquait la CGT. »

par le personnel. La CGT revendiquait bien leur désignation par les syndicats, mais cette proposition fut rejetée. Leur mission est alors de porter les réclamations, individuelles et collectives, des travailleurs et de s'assurer du respect de la législation, notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

L'élection des délégués est supprimée par le gouvernement Daladier qui établit un système de désignation par les organisations légales en 1939. Mais ce changement a deux objectifs. Le premier est d'éviter les troubles causés par les élections en période de guerre. Le second est de contrôler les organisations syndicales qui, pour avoir la capacité de désigner des délégués, doivent avoir dénoncé le pacte germano-soviétique. Ce sont ainsi six cent vingt organisations qui sont dissoutes.

Les délégués du personnel seront ensuite supprimés par le gouvernement collaborationniste de Vichy au profit de comités sociaux d'entreprise, puis rétablis par une loi du 16 avril 1946 portée par Ambroise Croizat. Ils continueront d'exister jusqu'à leur suppression par l'ordonnance n° 2017-1386 du 22 septembre 2017 qui remplace les anciennes institutions représentatives du personnel (délégués du personnel, comités d'entreprise et CHSCT) par le comité social et économique (CSE).

« Les délégués du personnel seront ensuite supprimés par le gouvernement collaborationniste de Vichy au profit de comités sociaux d'entreprise, puis rétablis par une loi du 16 avril 1946 portée par Ambroise Croizat. »

QUE RESTE-T-IL DES DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL ?

Depuis les ordonnances de 2017, il n'existe donc plus de délégués du personnel en France. Leurs attributions ont dans l'ensemble été transférées aux CSE, mais la nouvelle institution n'a rien à voir. Les attributions des délégués nécessitaient de la proximité, or la « fusion » des anciennes instances place les élus dans un périmètre qui est plus proche de celui des anciens comités d'entre-

prise que de celui des anciens délégués pour les entreprises d'au moins cinquante salariés. Les élus doivent donc couvrir un périmètre beaucoup plus large qu'avant. Et ils doivent le faire en étant moins nombreux puisque la mise en place des CSE a conduit à la réduction d'un tiers du nombre de représentants du personnel.

L'exercice des attributions des anciens représentants du personnel est par ailleurs plus délicat car ces attributions ne sont plus traitées à part, dans des réunions de proximité où chaque délégué fait remonter ses réclamations. Désormais, dans les entreprises d'au moins cinquante salariés, les représentants du personnel doivent transmettre leurs réclamations au secrétaire du CSE qui peut reformuler voire refuser la question et qui doit ensuite convaincre l'employeur de l'inscrire à l'ordre du jour de la réunion. S'il l'obtient, cette question sera alors inscrite au milieu de tous les sujets qui correspondent aux prérogatives des anciennes institutions représentatives du personnel et traitée dans une réunion à rallonge dont l'efficacité peut être – et est – questionnée.

« La mise en place des CSE a conduit à la réduction d'un tiers du nombre de représentants du personnel. »

Les différentes évaluations sur l'établissement des CSE montrent que, dans certaines entreprises, les directions et les organisations syndicales mettent en place des représentants de proximité pour pallier les difficultés que nous évoquons. Sans que cela puisse correspondre réellement aux anciens délégués du personnel, cette formule a le mérite de pouvoir, à défaut de le devoir, restaurer une certaine proximité entre représentants et représentés. Mais cette création dépend d'un accord collectif et leur désignation d'une délibération du CSE. ■

*Dorian Mellot est maître de conférences en droit privé.



Manifestation du 14 juillet 1935.
Place de la Bastille à Paris.

Un texte de Maurice Thorez

Au long de l'année 1936, les interventions de Maurice Thorez ponctuent régulièrement l'actualité politique et sont reproduites intégralement dans le quotidien *L'Humanité*. Le texte ci-dessous date du 10 mai. Il reprend la conférence de presse que tient (en compagnie de Jacques Duclos) le dirigeant communiste à la Mutualité le 6 mai, aux lendemains des élections législatives. Dans ce texte, on note l'importance accordée aux questions de la paix, l'attention portée aux préoccupations ouvrières mais aussi à celles des classes moyennes. Le secrétaire général y détaille les cinq propositions que le nouveau groupe communiste entend formuler en priorité à la Chambre des députés.

Cinq propositions urgentes

Le Front populaire a remporté une grande victoire. Notre Parti communiste, qui s'honore d'avoir été l'initiateur du Front populaire, a obtenu 1 million et demi de suffrages. Il compte 72 députés et constitue une des principales forces dans la nouvelle Chambre. Nous avons obtenu 41 élus sur 75 de Paris et de la proche banlieue. Quelle est la signification de ces votes du 26 avril et du 3 mai ?

Avant tout le peuple de France veut la paix. Il n'a de haine pour aucun peuple, mais il s'inquiète, non sans raison, des menaces de Hitler. Certains disent que tous ceux qui ont voté communiste ne sont pas absolument convaincus du système soviétique et partisans décidés à instaurer en France le système soviétique. C'est possible ; mais au moins, sur ce point, en ce qui concerne la politique extérieure, on ne saurait contester que ceux qui ont voté communiste veulent préserver la paix et garantir la sécurité du pays. Dans son livre, *La*

Lutte des classes en France, Marx expose qu'aucun homme, pendant la II^e République, n'avait fait en France plus de propagande révolutionnaire que le général Hayman, cet Autrichien qui avait réprimé dans le sang la révolution en Italie et en Hongrie pendant les années 1848 et 1849.

On peut dire aussi que le meilleur propagandiste de notre Parti communiste dans la dernière période a été Hitler.

Les travailleurs ont manifesté leur confiance au seul parti qui a formulé la réponse indignée de notre peuple aux insolences de M. Hitler. Vous savez que la campagne électorale de notre parti a commencé par cette manifestation monstre de Buffalo, où 80 000 travailleurs de la région parisienne s'étaient pressés et où j'avais été appelé à l'honneur de formuler, au nom de notre parti, sa réponse à Hitler. Notre affiche « L'homme au couteau entre les dents » est restée sur les panneaux pendant toute la campagne électorale.

Pour préserver la paix, le peuple de France a voté contre Hitler et ses agents, les dirigeants des ligues de guerre civile en France. Notre peuple demande que cesse la menace angoissante des ligues de guerre civile.

LA VICTOIRE DU FRONT POPULAIRE

La victoire du Front populaire, c'est la réponse légale de la classe ouvrière et de la démocratie à l'émeute fasciste du 6 février, aux menaces que les dirigeants fascistes n'ont cessé de faire peser depuis trop longtemps ; le peuple de France

« Pour préserver la paix, le peuple de France a voté contre Hitler et ses agents, les dirigeants des ligues de guerre civile en France. »

répugne à l'esclavage, il ne veut pas subir la honte et l'horreur de la dictature fasciste.

Troisièmement, notre peuple est las de la misère, il veut voir cesser la crise économique, il veut travailler, il veut le travail, le pain assuré pour tous, il veut le bonheur de tous.

Les chômeurs veulent travailler, les ouvriers restés à l'usine veulent obtenir des augmentations de salaire, les fonctionnaires, les cheminots, les postiers, les anciens combattants, les petits rentiers veulent voir rétablir leurs traitements, leurs indemnités et veulent que soient préservés leurs petits coupons de rente frappés par les décrets-lois. Nos boutiquiers veulent retrouver leurs clients. Une des caractéristiques du scrutin, c'est le succès de notre parti dans les arrondissements du centre de la capitale, où sont en grand nombre les petits commerçants. Les paysans veulent vendre leurs produits à des prix rémunérateurs. Notre parti a connu un grand succès dans les grands centres industriels, dans le bassin minier du Nord et quelques grandes villes, Lyon, Marseille, etc., mais aussi dans les campagnes de France. Nous avons obtenu de grands succès dans des départements purement paysans. Dans le Lot-et-Garonne, nous avons deux députés, dans la Dordogne deux députés, un élu en Corrèze, deux dans le Var, un élu dans le Cher, etc.

CONTRE LA DÉVALUATION

Dans son ensemble, le peuple de France s'est prononcé contre la politique de déflation pratiquée par les gouvernements dits « de l'Union nationale ». Mais il s'est prononcé avec autant de force contre une éventuelle politique de dévaluation.

On sait que nous, communistes, nous avons mené campagne pour la défense du franc, contre toute nouvelle amputation du franc et ici encore il y a des résultats électoraux très caractéristiques. M. Paul Reynaud, l'apôtre de la dévaluation, n'a obtenu que 27 voix de plus que le candi-

« Nous croyons, conformément au programme que nous avons défendu dans le pays, qu'en premier lieu il faut faire payer les riches. »

dat communiste qui, dans le 2^e arrondissement, a mené campagne contre la dévaluation. E. M. Patenôtre, qui est aussi un dévaluateur, a été obligé, entre le premier et le deuxième tour de scrutin, d'adresser aux électeurs des circulaires dans lesquelles il se défendait de vouloir la dévaluation pour la dévaluation.

Notre peuple, en manifestant effectivement sa volonté de changer quelque chose, a dit tout particulièrement son désir de propreté et de probité. Au micro de Radio-Paris, le comité central de notre parti m'avait chargé d'adresser un appel tout particulier à ceux des travailleurs et des petites gens des classes moyennes qui ont pu être abusés par la démagogie fasciste, en leur disant : « Si vous voulez lutter contre la malpropreté, le scandale, la corruption, vous ne pouvez voter autrement que communiste, pour ce parti qui s'honore de n'avoir jamais vu le nom d'aucun de ses militants mêlé de près ou de loin à aucun scandale financier. » Et voilà qu'en réponse à notre appel, il y a eu beaucoup d'hommes jeunes et propres, appartenant à notre parti et à d'autres partis de gauche qui ont été élus dans le pays ; à Paris, en banlieue et en province, contre des politiciens tarés et corrompus.

Vous savez aussi que beaucoup de ces politiciens ont été mis dans des ballottages souvent très difficiles.

En conclusion, on peut dire que notre peuple s'est prononcé pour la paix, pour que la crise cesse, pour le travail dans l'ordre et la tranquillité, qu'il s'est prononcé contre la menace des ligues de guerre civile, qu'il s'est prononcé pour la propreté. Il s'est prononcé contre ceux qui exploitent, qui ruinent et qui divisent notre peuple. Il s'est prononcé pour la réconciliation de tous les Français qui souffrent et espèrent, contre les responsables de son actuelle détresse. On peut dire que le mot d'ordre communiste qui a connu le plus grand succès, c'est celui qui a clôturé notre campagne, celui qui a été reproduit dans tous nos documents : « Pour une France libre, forte et heureuse. » ►►

« Notre peuple est las de la misère, il veut voir cesser la crise économique, il veut travailler, il veut le travail, le pain assuré pour tous, il veut le bonheur de tous. »

► LES RICHES DOIVENT PAYER

Que faut-il faire maintenant ? Nous croyons, conformément au programme que nous avons défendu dans le pays, qu'en premier lieu il faut faire payer les riches. Dès la rentrée, le groupe communiste, passé de 10 à 72 députés, déposera des propositions très précises sur le bureau de la Chambre. Nous déposerons notre proposition d'un prélèvement extraordinaire et progressif sur les grosses fortunes. Et, ici, je voudrais, avec votre permission, répéter qu'il ne s'agit nullement d'expropriation, nullement d'un programme communiste ou socialiste, il s'agit seulement de prendre un peu du superflu des plus riches pour soulager la misère des plus pauvres et des plus malheureux. Il est connu que c'est une proposition que M. Louis Marin avait formulée à la Chambre des députés le 16 avril 1920. Et avec les milliards ainsi récupérés – nos techniciens sont en train de mettre au point ce projet – on pourra assurer l'équilibre budgétaire.

LES PROPOSITIONS COMMUNISTES

Vous savez que le budget de 1936 est en déséquilibre. On pourra garantir le franc contre toute nouvelle amputation et obtenir les crédits nécessaires pour une politique de redressement économique et de salut du pays. Notre parti déposera des propositions concernant :

- 1° La réalisation d'un véritable programme de grands travaux afin d'obtenir la résorption du chômage, d'assurer aux ouvriers de meilleurs salaires, la semaine de 40 heures.
- 2° Réparer les injustices causées par les décrets-lois qui ont frappé les anciens combattants ;
- 3° La protection efficace de ce que nous considérons comme le bien le plus précieux de la France : l'enfance. C'est-à-dire une politique de recherche de lutte contre la dénatalité, conformément aux intérêts présents et futurs de notre pays. Je veux ici faire remarquer qu'un communiste élu à la place d'un homme qui avait cru spirituel de nous décocher l'étiquette de « néo-lapinistes » en raison

« Il s'agit seulement de prendre un peu du superflu des plus riches pour soulager la misère des plus pauvres et des plus malheureux. »

de notre attitude sur les problèmes de la dénatalité. 4° Dans le même ordre d'idée, nous demanderons qu'un milliard soit mis à la disposition des oeuvres sportives, pour faciliter à nos jeunes gens l'exercice du sport, pour leur fournir des terrains, des stades, des salles d'entraînement, des piscines, etc. Nous voulons en finir avec le sport publicitaire qui a provoqué le déclin de nos équipes, aucune grande compétition internationale ne s'est déroulée sans que les équipes françaises connaissent la défaite. Nous voulons non seulement obtenir pour nos sportifs de meilleures conditions d'entraînement. Mais nous voulons surtout élargir le cadre de ceux qui sont appelés à pratiquer le sport, assurer la santé et l'avenir de nos jeunes gens.

5° Obtenir une véritable revalorisation des produits agricoles, l'aide et le soutien pour les paysans-travailleurs.

Puis le groupe communiste va proposer, dès la rentrée, la désignation d'une commission chargée d'enquêter sur l'origine de certaines fortunes de politiciens comme M. Laval, autrefois avocat besogneux, et aujourd'hui propriétaire de journaux et de nombreux châteaux.

Dans l'ordre intérieur : le Parti communiste exigera le désarmement et la dissolution des ligues de guerre civile.

POLITIQUE DE PAIX

Dans l'ordre extérieur, nous demanderons l'application d'une ferme politique de paix par l'organisation de la sécurité collective dans le cadre de la Société des nations, au moyen de pactes d'assistance mutuelle ouverts à tous sur le principe du pacte franco-soviétique. Il s'agit avant tout de réparer le mal causé à notre pays et à la paix du monde par la politique extérieure de M. Laval, le signataire des accords de Rome et le saboteur des décisions de la Société des nations, qui a écarté de nous amis et ennemis. N'est-il pas évident que la France du Front populaire comprendra mieux et aidera plus efficacement la démocratie tchécoslovaque ? De même, la France du Front populaire pourra travailler beaucoup plus efficacement au rapprochement de la Pologne avec le bloc des États pacifistes. Les Français ont toujours aimé le peuple polonais, ils ont toujours souhaité son indépendance au temps où il était dominé par le tsar, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse. Je veux rappeler que Kościuszko fut proclamé citoyen d'honneur de la France par la Convention

nationale, et personne n'a oublié l'apostrophe du démocrate Floquet au tsar Alexandre : « Vive la Pologne, Monsieur ! » Et ne pouvons-nous pas, en la personne de Mme Curie, saluer la gloire de la science française et polonaise ? Les communistes, les républicains, les démocrates de France considèrent qu'une Pologne indépendante est un gage de paix pour l'Europe, et les sincères amis de la paix observent avec sympathie les efforts des hommes qui veulent préserver l'indépendance polonaise.

**« NOUS SOUTIENDRONS SANS RÉSERVE
LES FORCES DE DÉMOCRATIE ET DE PAIX »**

Les moyens ? Naturellement, ce n'est pas un gouvernement comme celui de M. Sarraut qui peut réaliser ce programme, surtout quand plusieurs de ses ministres ont été battus par des partis et des hommes du Front populaire. Il revient au parti le plus important de la nouvelle majorité, avec lequel nous sommes liés par un pacte d'unité d'action, de prendre la direction des affaires publiques. Pour notre part, nous l'assurons de notre appui complet à la Chambre et dans le pays pour l'application d'une politique conforme aux aspirations indiquées par notre peuple dans le dernier scrutin. Nous ne participerons pas : nous l'avons dit et répété très loyalement au cours de notre campagne électorale. Nous sommes le Parti communiste, nous avons l'ambition et la volonté de conduire notre peuple vers une meilleure société où la possession des grands moyens de production sera le fondement du pouvoir des travailleurs libérés du joug du capital. En attendant, nous voulons soutenir sans réserve les forces de démocratie et de paix, appuyer tout effort pour améliorer le sort des travailleurs. D'ailleurs, le prochain gouvernement disposera d'une majorité impressionnante. Il peut être le plus stable qu'on ait connu depuis longtemps. Pour notre part, nous saurons empêcher le retour offensif de la réaction, en ne lui laissant pas l'occasion d'exploiter de fréquentes crises ministérielles. Nous voyons comme condition essentielle du succès du Front populaire : sa cohésion, son organisation, l'action des masses. Nous insisterons pour la désignation démocratique dans le pays, à la ville et au village, de comités de Front populaire. Nous avons proposé hier l'organisation de grandes démonstrations populaires à travers le pays. Nous poursuivrons en outre notre tâche d'unification. Un journal a écrit la semaine dernière

que notre Parti avait passé par-dessus beaucoup de barrières et secoué beaucoup de préjugés. C'est vrai, et nous voulons continuer à le faire dans l'intérêt de notre peuple. Nous qui sommes des antifascistes très résolus, nous avons tendu la main aux Croix-de-Feu, aux Volontaires nationaux, dont beaucoup désirent sincèrement comme nous une France forte et heureuse avec des gou-

**« Nous ne voulons qu'une chose :
lutter pour la grandeur et l'avenir
du peuple de France et la grande
fraternité humaine. Nous ne connaissons
qu'un mot d'ordre : Unir. Unir pour faire
payer les riches, unir pour défendre
la liberté et le pain, unir pour que
la France soit libre, forte et heureuse. »**

vernants et des représentants honnêtes et propres. Et nous savons que les consignes électorales du colonel de La Rocque, invitant à voter pour des politiciens corrompus et compromis par maints scandales, ont choqué et profondément troublé une partie de ceux qui s'étaient laissés abuser par la démagogie du colonel. Nous, laïques, nous avons tendu la main aux catholiques, ouvriers, paysans, artisans, employés, accablés par les mêmes soucis que leurs frères communistes ou socialistes, et là encore nous savons que notre appel a eu quelque retentissement et que peu à peu s'organise une collaboration utile aux intérêts de notre peuple. Nous ne voulons qu'une chose : lutter pour la grandeur et l'avenir du peuple de France et la grande fraternité humaine. Nous ne connaissons qu'un mot d'ordre : Unir. Unir pour faire payer les riches, unir pour défendre la liberté et le pain, unir pour que la France soit libre, forte et heureuse. Ce fut notre programme. C'est ce qu'un million et demi de travailleurs ont approuvé en France, c'est ce que les communistes, à la Chambre et dans le pays, entendent essayer de faire prévaloir dans une collaboration totale, sincère et loyale avec les groupements du Front populaire. ■

La fabrique municipale du Front populaire

Malgré des tensions historiques entre socialistes et communistes, leurs accords électoraux à l'occasion des élections municipales de 1935 permettent une victoire importante, notamment dans la banlieue parisienne. Cette réussite renforce la légitimité du « municipalisme communiste », dont les politiques sociales et les réalisations locales (écoles, équipements publics, actions en faveur des ouvriers) contribuent à populariser le Parti communiste.

PAR **MATIS BLOCH***

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE 1935, GALOP D'ESSAI DU FRONT POPULAIRE

Alors que les appels à l'union de la gauche se multiplient depuis février 1934, les élections municipales de mai 1935 représentent un véritable galop d'essai pour le Front populaire. Malgré de réels rapprochements depuis plus d'un an, à l'échelle locale, les alliances sont en effet loin d'être toujours aisées à conclure. Depuis le congrès de Tours et particulièrement la « bolchevisation » de la SFIC, communistes et socialistes se livrent à des guerres fratricides. Localement, ces conflits militants sont d'autant plus forts qu'ils se déroulent au sein de réseaux de sociabilité particulièrement restreints. Dans la banlieue parisienne, où la gauche a réussi à conquérir de nombreuses municipalités depuis 1919, on ne dénombre par commune que quelques dizaines

de militants actifs. La situation est d'autant plus complexe que, dans de nombreuses villes, la section socialiste devient le refuge d'exclus ou de militants en rupture avec l'organisation communiste locale. Certains de ces militants deviennent des figures repoussoirs. Dans le département de la Seine, Henri Sellier, maire de Suresnes, est l'exemple type de l'élu honni des communistes. Administrateur réputé et figure du Grand Paris, il appartient à cette première génération de maires SFIO élus en 1919, ayant rejoint la SFIC après le congrès de Tours en 1920 avant de progressivement revenir dans la « vieille maison » dès le début des années 1920.

Dans cette configuration, rien d'étonnant à penser que les alliances locales entre communistes et socialistes soient difficiles à appliquer. Pourtant, à la faveur des rapprochements entamés depuis février 1934, le Parti communiste et la SFIO signent en janvier 1935 un accord de désistement au second tour. Et, malgré des départs bien souvent séparés (à Lille, on recense six listes de gauche au premier tour !), l'accord est globalement suivi. Résultat, les élections municipales de 1935 sont une grande victoire pour le Front populaire. Le Parti communiste s'ancre confortablement dans une de ses terres de mission : la banlieue parisienne. On dénombre désormais vingt-sept communes sur quatre-vingts dirigées par des communistes dans le département de la Seine, le plus riche et le plus peuplé de France, contre neuf

« Bien que les alliances locales entre communistes et socialistes soient difficiles à appliquer, à la faveur des rapprochements entamés depuis février 1934, le Parti communiste et la SFIO signent en janvier 1935 un accord de désistement au second tour. »

seulement en 1929. Une progression exponentielle qui ouvre un nouveau volet de l'histoire de l'ancrage local du Parti communiste français.

LA LÉGITIMATION DU MUNICIPALISME COMMUNISTE

Cette victoire s'inscrit dans un renouvellement du regard porté par le Parti communiste sur ses municipalités. Jusqu'alors, le travail municipal était déprécié au sein du monde communiste. Comme le montre le cas d'Henri Sellier, les nombreuses défections pour les partis socialistes des premiers maires communistes des années 1920 ont laissé des traces. Le maire reste associé à l'imaginaire du compromis gestionnaire et réformiste. Au moment de la bolchevisation du parti et de la mise en application de la tactique « classe contre classe », il ne peut être, par conséquent, un bon communiste. Perçu comme individualiste et peu loyal, le maire est encadré avec méfiance. Ce ressentiment institutionnel est compris par les élus communistes. Dans leurs fiches autobiographiques rédigées au début des années 1930, la discrétion est de mise : on évoque à peine son mandat, quand celui-ci n'est pas simplement mis sous silence. La fidélité partisane ne s'exprime pas par le mandat électif.

Pourtant, ces premiers édiles rouges mettent en œuvre dans leurs territoires des politiques sociales importantes : colonies de vacances, bains douches, écoles modernes... Si les communistes ne sont ni les seuls ni les premiers à entreprendre ces politiques municipales à destination de la classe ouvrière, ils se distinguent par leur ambition. L'école Karl-Marx de Villejuif, inaugurée en grande pompe en 1933 par le maire Paul Vaillant-Couturier, illustre parfaitement le projet municipal des élus locaux communistes. Construite par le jeune architecte André Lurçat, figure émergente du modernisme architectural, l'école Karl-Marx se veut vitrine de l'avant-gardisme du parti. Avec

« Les élections municipales de 1935 sont une grande victoire pour le Front populaire. Cette victoire s'inscrit dans un renouvellement du regard porté par le Parti communiste sur ses municipalités. »

succès. Dès son inauguration, l'école séduit bien au-delà des milieux partisans traditionnels du parti, et fait rayonner internationalement l'action municipale des communistes. L'écrivain britannique Aldous Huxley y consacre ainsi un article élogieux en 1935 dans *Paris-Soir*.

Aussi, l'administration municipale communiste, avant même les élections de 1935 et malgré une méfiance interne, arrive à recueillir un soutien large et populaire ; elle est en cela une contribution essentielle à la victoire du Front populaire. Surtout, depuis 1934, la direction du parti abandonne la tactique « classe contre classe » et s'ouvre aux valeurs républicaines. Cela change le regard porté sur le municipalisme pratiqué par ses élus.

Cette première légitimation partisane s'exprime par l'investissement accru des élus à leur mandat municipal. Le cas de Paul Vaillant-Couturier est en ce sens symptomatique de ce changement. Grande figure de la SFIC, rédacteur en chef de *L'Humanité* entre 1926 et 1929, Paul Vaillant-Couturier est marginalisé à partir de cette date au sein du monde communiste en raison de ses origines bourgeoises et de son statut d'intellectuel. Élu maire de Villejuif en 1929 à la demande du bureau politique et contre sa volonté, Paul Vaillant-Couturier, durant les trois premières années de son mandat, n'assiste à aucun conseil municipal. La commande de l'école Karl-Marx qu'il passe à André Lurçat en 1930 est la seule trace existante de son action municipale sur la période. Pourtant, à partir de 1933, Paul Vaillant-Couturier accroît considérablement sa présence locale. Son mandat municipal, simplement mentionné dans son autobiographie, devient avec le Front populaire un qualificatif revendiqué et revendiquable. À tel point qu'à sa mort le 10 octobre 1937, la veillée funéraire est d'abord organisée dans la mairie

« À Villejuif, l'école Karl-Marx séduit bien au-delà des milieux partisans traditionnels du parti, et fait rayonner internationalement l'action municipale des communistes. »

» de Villejuif, avant même le siège de *L'Humanité*. Dans cette liturgie funèbre communiste particulièrement pensée, le choix de la mairie comme lieu de veillée ne relève pas du hasard : il exprime l'importance symbolique que représente l'expression du mandat municipal au moment du dernier adieu.

LA STRUCTURATION DES TERRITOIRES DU COMMUNISME

Enfin, la victoire du Front populaire aux élections municipales permet à une nouvelle génération d'élus d'émerger. Dans le profil sociographique des élus de 1935, on repère l'accession aux responsabilités de la « génération thorézienne ». Jeune, ouvrier, arrivé au Parti communiste après le congrès de Tours, l'élus thorézien vient renouveler un effectif militant local vieillissant. Ces nouveaux conseillers municipaux, comme Léon Salagnac à Malakoff ou Louis Dolly à Villejuif, accèdent rapidement à des fonctions importantes au sein de leur municipalité. Une promotion qui s'inscrit dans une stratégie de professionnalisation des élus, déjà entamée depuis les années 1920, mais qui s'amplifie à partir de 1935 et l'augmentation du nombre d'élus. La revue *L'Information municipale*, créée la même année, enseigne la bonne gestion communiste telle que pratiquée par les premiers maires communistes de Bobigny ou d'Alfortville. Les réseaux de sociabilité d'élus se développent considérablement, avec par exemple

« 1935 acte la formation durable de la "ceinture rouge". »

la formation de l'Union amicale des maires de la Seine, ou l'arrivée de nombreux élus communistes dans les syndicats intercommunaux.

Surtout, le Parti communiste s'ancre territoriale. 1935 acte ainsi la formation durable de la « ceinture rouge », un territoire promis au Parti communiste depuis de nombreuses années, mais où les défections et échecs électoraux de la période classe contre classe ont complexifié la conquête municipale. Nombre de mairies remportées entre 1933 et 1935 deviennent ainsi des bastions du Parti communiste. Gentilly, Arcueil, Drancy ou Nanterre, nouvellement conquises furent par la suite administrées pendant plusieurs décennies, notamment par ces militants arrivés aux responsabilités municipales en 1935. Cette structuration longue de l'ancrage communiste constitue en ce sens l'héritage pérenne du Front populaire à l'échelle municipale. ■

***Matis Bloch** est doctorant en histoire contemporaine à l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne.



Congés payés - 1939.
Collection Musée
de l'Histoire vivante.

Le Front populaire et la question coloniale

Si des colonisés rejoignirent les mouvements de grève, le gouvernement du Front populaire adopta vis-à-vis des colonies une attitude modérée, il assumait une ligne réformatrice.

PAR ALAIN RUSCIO*

L'avènement, en France, au printemps 1936, d'un gouvernement s'appuyant sur le programme du rassemblement populaire regroupant essentiellement le Parti socialiste et le Parti radical, avec l'appui, importante novation, du Parti communiste, a marqué les esprits. Pour l'imaginaire français, ouvrier en particulier, pour la mémoire de la gauche, le Front populaire de 36 a marqué une date, régulièrement célébrée depuis. À cette époque, une autre donnée est inséparable de la vie de la nation : La France est un empire... C'est le thème cent fois répété de la propagande colonialiste. Le drapeau tricolore flotte sur douze millions de km², symbole de la domination sur plus de soixante millions d'habitants – appelés quasi unanimement « indigènes ».

TIMIDITÉ DU PROGRAMME COLONIAL DU RASSEMBLEMENT POPULAIRE

Dans le programme du Rassemblement populaire, qui a inspiré le gouvernement venu au pouvoir en mai 1936, la question coloniale apparaît, mais de façon extrêmement discrète. D'abord en quantité : trente mots. Mais surtout quant à son contenu. Il y est seulement question d'une commission chargée d'enquêter « sur la situation politique, économique et morale dans les territoires français d'outre-mer, notamment dans l'Afrique française du Nord et l'Indochine ». Rien donc de bien dangereux pour la situation coloniale. De soutien, ou même de simple attention, aux revendications indépendantistes, point. Le symbole de ce réformisme prudent est le socialiste Marius Moutet, ministre des Colonies, membre historique de la Ligue des droits de

l'homme, défenseur, souvent (il était avocat de profession), des militants nationalistes de l'empire, bénéficiant de la part des colonisés d'un capital de confiance, mais jamais engagé sur les questions politiques de fond.

« Partout, des colonisés commencent à rejoindre les syndicats... Quelques premières mesures rythment cette période ; interdiction du travail forcé, journée de travail de 9 heures, cinq jours de congés payés... »

Quant au Parti communiste, ouvertement anti-colonialiste dans la période qui avait précédé (nul n'a alors oublié son engagement déterminé contre la guerre du Rif, dix ans plus tôt), il fait le choix de soutenir cette orientation réformatrice, misant sur une démocratisation de la politique française, devant bénéficier à terme aux peuples colonisés. « Les droits démocratiques que réclament à juste titre les peuples d'outre-mer, les libertés dont ils exigent la garantie, sont des requêtes auxquelles nous, les combattants du Front populaire, pourrions souscrire sans difficulté », écrit alors Gabriel Péri (*L'Humanité*, 23 mai 1936). Attitude modérée ►►

► qui lui sera par la suite amèrement reprochée par certains nationalistes.

DE FORTES ATTENTES DU CÔTÉ DES COLONISÉS

Pourtant, chez la plupart des colonisés, l'accueil est souvent confiant, parfois enthousiaste. On peut parler d'une véritable lune de miel... qui ne durera que quelques mois. Le leader algérien Messali Hadj s'exprime dans les rassemblements publics du Front populaire. Le Tunisien Habib Bourguiba vient en France, y rencontre les représentants de tous les partis politiques de gauche, de la LDH, de la CGT et il est même reçu, fait unique à l'époque, au Quai d'Orsay. Les nationalistes vietnamiens organisent des meetings légaux dits

« Quant au Parti communiste, ouvertement anticolonialiste, il fait le choix de soutenir cette orientation réformiste, misant sur une démocratisation de la politique française, devant bénéficier à terme aux peuples colonisés. »

du « Congrès Indochinois ». Un peu partout, une presse relativement libre – en tout cas par rapport à la période précédente – s'exprime, des réunions publiques sont organisées, les nationalistes et même les communistes apparaissant à visage découvert. En Indochine, une amnistie permet à des milliers de prisonniers, dont des politiques, de quitter les bagnes coloniaux (Poulo Condor) de sinistre réputation. Mais le Front populaire, comme en métropole, c'est également, c'est surtout, un vaste mouvement social : des grèves éclatent en Tunisie, au Maroc, à La Réunion, au Sénégal, en Indochine, parfois avec occupations d'usine. Partout, des colonisés commencent à rejoindre les syndicats... Quelques premières mesures rythment cette période ; interdiction du travail forcé, journée de travail de neuf heures, cinq jours de congés payés...

On sera plus réservé sur les mesures adoptées en Algérie. Le projet dit « Blum-Viollette » (du nom du président du Conseil et de son ministre

d'État, radical), pourtant lui aussi limité quant à ses ambitions – il prévoit l'octroi de droits politiques à quelques milliers « d'indigènes musulmans » selon une série stricte de critères – est violemment critiqué par le « parti colon », sur place, et par la droite, en métropole. Projet finalement abandonné pratiquement sans combat de la part de la gauche française, toutes tendances confondues.

L'ESOUFFLEMENT

Puis on assiste à un rapide essoufflement. Après les premiers élans, on a l'impression que le gouvernement, quelque peu effrayé par sa propre audace, informé sans aucun doute sur l'effervescence qui règne dans les milieux nationalistes, veut bloquer la situation. En quelque sorte, une adaptation coloniale de la thèse de la « pause », chère à Léon Blum.

De ce fait, avec les mois, les espoirs des colonisés s'amenuisent, puis se transforment en déception, enfin en colère.

Un télégramme, signé Marius Moutet, à destination du gouverneur général de l'Indochine, dit l'essentiel : « Vous maintiendrez l'ordre public par tous moyens légitimes et légaux, même par poursuites. Ordre français doit régner en Indochine comme ailleurs. » Nous sommes le 15 septembre 1936, un trimestre seulement après l'accès au pouvoir du Front populaire, et tout est déjà dit. Le gouvernement veut bien faire une « politique libérale » mais ne tolérera pas une remise en cause de l'« ordre français » (lire : l'ordre colonial). La libéralisation pour évacuer la libération. La métropole veut rester maîtresse du sort présent et à venir des colonies. La répression contre ceux qui n'acceptèrent pas ce schéma ne fut pas une erreur, elle obéit à une logique.

On voit alors ce gouvernement appliquer les mêmes mesures que tous ses prédécesseurs sous le prétexte fallacieux que les nationalistes font une propagande séparatiste, inspirée, sciemment ou non, par le nazisme, le fascisme ou le militarisme japonais. Les mesures répressives se succèdent : dissolution de l'Étoile nord-africaine de Messali Hadj (janvier 1937), puis arrestation de celui-ci (août 1937), arrestation et déportation des dirigeants du Comité d'action marocain, dont Allal El Fassi (octobre 1937), puis de ceux du Néo-Destour tunisien, dont Bourguiba (avril 1938), des leaders vietnamiens (juillet 1937), saisies des journaux qui avaient commencé à profiter de l'ex-

pression relativement libre, attaques physiques des forces dites « de l'ordre » contre des grévistes (Indochine, Tunisie...).

BONNE VOLONTÉ DU FRONT POPULAIRE OU LIGNE MODÉRÉE ASSUMÉE ?

Jusqu'à une période récente, les rares études sur la question soulignaient une bonne volonté des hommes du Front populaire, doublée d'une extrême faiblesse face à la réaction. En quelque sorte, la réédition, outre-mer, du schéma classique : « volonté transformatrice mais timidité face au Mur d'argent ». Regardons les faits de plus près.

Parvenus au pouvoir, le Parti socialiste SFIO et ses associés en 1936 ne souhaitaient aucunement voir le début de la désagrégation du domaine colonial.

« La métropole veut rester maîtresse du sort présent et à venir des colonies. La répression contre ceux qui n'acceptèrent pas ce schéma ne fut pas une erreur, elle obéit à une logique. »

En fait, qu'ils en aient eu conscience ou non, les hommes de la gauche française se comportèrent en gestionnaires loyaux du colonialisme, nouvelle référence à la thématique blumiste. Il n'y eut donc pas de quiproquo mais bel et bien application d'une ligne réformatrice assumée.

Cependant, cette période fut également utilisée par les mouvements patriotiques qui profitèrent des quelques occasions de s'exprimer légalement pour toucher de plus larges masses, pour consolider leurs organisations, afin de se préparer à de nouveaux affrontements avec le système. En 1936, le choc avec les nationalismes indigènes fut rude, mais la métropole avait tous les atouts pour l'emporter. Dix années plus tard, Moutet, revenu rue Oudinot, était dans le même esprit. Mais il avait désormais Ho Chi Minh devant lui... et une guerre de sept années commença, inaugurant le cycle des combats émancipateurs dans tout l'édifice vermoulu qu'était devenu l'empire, quel que fût son nom. Avec, désormais, cette conviction qui courut de Hanoi à Alger : la libération finale, c'est-à-dire l'indépendance nationale, ne pouvait venir que des propres combats des colonisés. ■

*Alain Ruscio est historien. Il est docteur de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne

L'Humanité, quotidien du Parti communiste. 30 novembre 1936. BNF-Gallica.

Les colonies de vacances communistes sous le Front populaire (1934-1938)

La Vignerie, colonie de Bagnolet (municipalité communiste) sur l'île d'Oléron, les Vacances populaires enfantines (VPE) du Secours ouvrier international (organisation de la III^e Internationale se fondant en 1935 dans le Secours populaire de France), ainsi que l'Association nationale de soutien de l'enfance (ANSE), offrent un aperçu des politiques menées par le PCF à l'échelle nationale.

PAR **GEOFFREY POITOU***

Depuis les années 1920, le PCF retrouve des pratiques héritées de la social-démocratie française, auxquelles il greffe une identité issue de la révolution russe d'Octobre 1917. Les pupilles et les colonies de vacances deviennent alors de véritables outils politiques au service des classes populaires, avec à leur tête des organisations de masse du parti ou des municipalités communistes qui, par la prise en charge de l'enfance, préfigurent une société nouvelle. Néanmoins, le Pacte d'unité d'action entre communistes et socialistes, le 27 juillet 1934, qui débouche l'année suivante sur le Front populaire, conduit le PCF à s'ancrer davantage dans l'héri-

tage de 1789. Les colonies de vacances incarnent ce tournant politique à travers une identité propre au communisme français et l'incorporation d'éléments républicains.

DES POLITIQUES DESTINÉES À LA CLASSE OUVRIÈRE

Le PCF voit dans les colonies un outil de lutte contre les maladies qui gangrènent les villes ouvrières, notamment la tuberculose. Après les élections municipales de 1935, le parti conseille à ses nouveaux élus de se rapprocher des municipalités disposant déjà de colonies afin d'en reproduire les modèles. Son journal, *L'Informateur municipal*, sert également de guide pour accompagner les maires dans leurs politiques sociales.

Cependant, le bon fonctionnement des colonies repose sur l'implication des familles. Les élus communistes, les militants des VPE organisent des kermesses et des récoltes de fonds à travers des loisirs populaires qui structurent les sociabilités des parents autour de la colonie de vacances. Aussi, les enfants écrivent des lettres et des cartes postales mettant en valeur les institutions communistes, participant indirectement à convaincre les familles des bienfaits du séjour. En cela, ces politiques sociales, ce « réformisme officieux » permettent aux élus et aux militants communistes de se placer comme des bâtisseurs et des bienfaiteurs de la classe ouvrière.

« Les enfants pratiquent régulièrement gymnastique, football ou basket-ball. Certaines colonies, comme La Vignerie, accueillent des membres de la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT), qui délivrent le brevet sportif populaire créé en 1937. »

Preuve de ce caractère politique, la colonie de La Vignerie est ainsi victime d'une tentative de vandalisme menée par des membres des Jeunesses patriotes. L'île de Ré et l'île d'Oléron accueillent alors de nombreux villégiateurs nationalistes hostiles à la présence communiste. L'affaire prend une dimension nationale lorsque *L'Humanité* relaie le *Bulletin municipal de Bagnole*, tandis que la presse d'opposition évoque « l'exaspération » de la population locale, accusation démentie par les élus oléronais qui réclament le démantèlement des ligues d'extrême droite.

DES SÉJOURS AU BORD DE LA MER

Que se passe-t-il durant le séjour ? En août 1935, le magazine *Regards* présente les colonies municipales comme des « machines à fabriquer la santé ». Cela est notamment confirmé par une circulaire du ministère de la Santé publique, adressée aux préfets le 17 avril 1937. Il est vrai qu'à l'occasion des séjours médecins et infirmières contrôlent régulièrement les enfants : prise de poids, prévention des maladies ou suivi sanitaire. Des repas copieux accompagnent de longs temps de repos.

Cette dimension sanitaire est autant pratique que symbolique et se couple à une dimension sociale. Les enfants pratiquent régulièrement gymnastique, football ou basket-ball. Certaines colonies, comme La Vignerie, accueillent des membres de la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT), qui délivrent le brevet sportif populaire créé en 1937. Ainsi, les communistes accompagnent la démocratisation du sport.

Les baignades, sorties en forêt, fêtes et rencontres avec les habitants constituent une manière « rouge » et républicaine de mêler hygiénisme et retour à la nature. Lors des festivités, le drapeau rouge côtoie le drapeau tricolore ; les enfants présentent pièces de théâtre, démonstrations sportives et activités artistiques. Les enfants des villes découvrent aussi le jardinage ou les travaux agricoles et côtoient des enfants ruraux issus du même milieu social.

Aussi, les colonies permettent un déplacement d'un environnement urbain jugé malsain vers une campagne ou un littoral idéalisés. Symbole de cette pleine nature, le développement d'un camp de toiles de tente à l'été 1934 par La Vignerie. Aussi, elles accompagnent un État soucieux de leur développement. Durant l'été 1936, la sous-secrétaire d'État à la Protection

de l'enfance, Suzanne Lacorre, rend visite aux colons de la Vignerie.

L'apparence incarne symboliquement la régénération des colons. À la fin du séjour, les enfants se font couper les cheveux, signe visible de bonne santé. Le bronzage devient également un marqueur des vacances et de la « cure » bénéfique offerte aux enfants.

UNE IDENTITÉ PARTICULIÈRE ?

Les communistes accordent également une grande attention à l'organisation de ces colonies ainsi qu'aux médias qui y circulent. Les *Cahiers du contre-enseignement prolétarien* de 1933 permettent de dégager leur fonctionnement général. À La Vignerie, les enfants sont regroupés par « communes » portant le nom de militants communistes. Des « chefs » servent d'intermédiaires avec les adultes et les enfants réalisent des journaux muraux destinés à diffuser avec leurs propres mots les nouvelles de la colonie et les idéaux du parti. Les colonies municipales visent aussi un objectif militant.

Mon camarade, journal fondé en 1933 et inspiré de la presse enfantine américaine, est distribué aux enfants. Ils y découvrent les aventures de jeunes pionniers, des romans-feuilletons ou des bandes dessinées diffusant des valeurs antifascistes, antiracistes et égalitaires, ainsi qu'un intérêt pour la science et l'histoire. L'URSS est aussi présentée à travers la presse et les projections cinématographiques. Ainsi, ces médias contribuent à l'organisation des sociabilités, de la mise en forme du monde.

« Les colonies traduisent donc une dimension essentielle du communisme : l'internationalisme. »

Dans les faits, l'éducation s'assimile plus à des « simulacres de révolution » qu'à de l'embrigadement. Les enfants défilent en uniforme, avec fanions et drapeaux, tout en chantant *L'Internationale* ou *La Jeune Garde*. Les plaintes suscitées par certains vacanciers conduisent à la mise en place d'arrêtés par les préfets ou les maires. Globalement, ces mesures concernent l'ensemble des colonies, y compris catholiques. ►►

« La Vignerie incarne localement la politique municipale communiste et forme de futurs sympathisants, tandis que l'ANSE développe une approche plus inclusive et humanitaire, accueillant l'ensemble de la classe ouvrière. »

► Les VPE à La Couarde-sur-Mer (île de Ré) reprennent des éléments du modèle communiste, mais elles souhaitent rassembler par-delà les opinions politiques des parents. L'identité communiste s'éclipse progressivement après 1935. À la suite de la guerre civile espagnole, la colonie accueille en 1939 des enfants espagnols réfugiés en France. Les colonies municipales participent également

à des collectes de dons matériels, financiers, et même hébergent des enfants en transit. Elles traduisent donc une dimension essentielle du communisme : l'internationalisme.

Ainsi, les colonies de vacances des municipalités communistes reflètent ce temps de Front populaire, en accompagnant l'émergence de l'État-providence et l'évolution des pratiques sociales françaises. Pour autant, le tournant républicain du parti n'éclipse pas le particularisme identitaire des institutions. La Vignerie incarne localement la politique municipale communiste et forme de futurs sympathisants, tandis que l'ANSE développe une approche plus inclusive et humanitaire, accueillant l'ensemble de la classe ouvrière. Elles sont le reflet des tensions de l'époque, dans la prise en charge de l'enfance, dans l'affrontement avec l'extrême droite ou dans la guerre civile espagnole. ■

*Geoffrey Poitou est historien. Il est doctorant à l'université de Strasbourg.



Colonies de vacances en 1936, Copie d'écran de vidéos de Ciné-archives



Le Pas-de-Calais, laboratoire du Front populaire

Entre aspirations unitaires et rivalités persistantes, le Pas-de-Calais constitue un terrain d'analyse idéal pour mieux comprendre ce qu'a pu représenter le Front populaire pour les militants locaux et les raisons de son échec.

PAR **DAVID NOËL***

Terre minière, ouvrière et syndicale, le Pas-de-Calais fut l'un des principaux terrains d'expérimentation du Front populaire. Ce département est la terre natale de Maurice Thorez, né en 1900 à Noyelles-Godault au cœur du bassin minier lensois.

Terre de contrastes, ce vaste département juxtapose trois espaces : le littoral industrialo-portuaire de Calais et Boulogne, le bassin minier de Lens et Béthune, et de larges campagnes structurées par quelques pôles industriels autour d'Arras, Saint-Pol-sur-Ternoise ou Saint-Omer.

LE PAS-DE-CALAIS, LABORATOIRE D'UNE RÉUNIFICATION SYNDICALE CONFLICTUELLE (1934-1935)

La scission de la CGT en 1921, née des suites du congrès de Tours, avait profondément divisé le monde syndical en deux blocs rivaux : la CGT « confédérée », majoritaire, réformiste et proche de la SFIO, et la CGT « unitaire », minoritaire, révolutionnaire et liée au Parti communiste français.

Dans le Pas-de-Calais, cette division syndicale recoupe pour partie la division ancienne entre le « vieux syndicat » des mineurs, réformiste, dominé par Émile Basly, le maire de Lens, et le « jeune syndicat » révolutionnaire et anarchiste de Benoît

Broutchoux, qui n'a de cesse de dénoncer les « fumistes » réformistes.

Après le congrès de Tours, le « vieux syndicat » reste à la CGT réformiste, tandis que les révolutionnaires marqués par l'expérience du « Jeune syndicat » passent à la CGTu. Durant plus d'une décennie, cette guerre fratricide se traduit localement par des invectives permanentes et de vives polémiques dans les colonnes des journaux des deux organisations (*La Tribune* confédérée contre *La Voix du mineur* unitaire). Dans le Pas-de-Calais, la domination numérique du « vieux syndicat » confédéré (dirigé par Henri Cadot ou Alfred Maës qui succède à Basly comme maire de Lens en 1928) reste écrasante : en 1935, il compte environ vingt et un mille adhérents mineurs contre seulement trois mille quatre cents à la CGTU.

Pourtant, le traumatisme du 6 février 1934 et la menace des ligues d'extrême droite agissent comme un catalyseur. Dès le 12 février 1934, la riposte antifasciste unie crée une forte aspiration unitaire à la base.

C'est dans les secteurs stratégiques des transports et de la mer que le dégel s'amorce : à la fin de l'année 1934, les ex-unitaires parviennent à imposer la tactique des « syndicats uniques » chez les cheminots et à créer des comités de coordination parmi les dockers de Calais, Boulogne et Dunkerque, malgré l'opposition de la CGT confédérée.

Cette marche vers l'unité se heurte toutefois aux réticences des directions. Le 1^{er} mai 1935 témoigne de ces blocages persistants. À Lens, les confédérés refusent tout défilé commun et se réunissent le matin autour de Léon Jouhaux, tandis que les communistes manifestent séparément l'après-midi. ►►

« Dès le 12 février 1934, la riposte antifasciste unie crée une forte aspiration unitaire à la base. »

» Le déblocage décisif survient à l'été 1935, à la suite de l'abandon de la tactique des fractions politiques par la CGTU. En septembre 1935, les congrès parallèles de Paris et d'Issy-les-Moulineaux scellent l'accord de fusion au sommet.

Cyprien Quinet, figure de proue de la CGTU des mineurs du Pas-de-Calais, intègre la commission exécutive unifiée et salue dans *La Voix du mineur* l'avènement d'un outil capable de « résister victorieusement aux attaques patronales et aux bandes fascistes ».

Les congrès de fusion départementaux se matérialisent à l'hiver 1935. Le 1^{er} décembre, le congrès de fusion du syndicat des mineurs se tient à Lens. Si le « vieux syndicat » conserve la haute main sur les postes clés (Cadot à la présidence, Maës au secrétariat général), les ex-unitaires intègrent la direction départementale. La presse fusionne également, au profit de *La Tribune*. Le 29 décembre 1935, l'union départementale parachève son unité à Calais, portant Clotaire Chopin (ex-confédéré) au secrétariat général, épaulé par le communiste Gaston Coquel.

DES ÉLECTIONS D'AVRIL 1936 AUX GRÈVES DE JUIN

Sur le plan politique, l'heure est aussi à l'unité : la SFIO et le PCF – avec l'accord de Dimitrov et du Komintern – signent le pacte d'unité d'action au cours de l'été 1934.

La discipline républicaine est mise en application lors des élections municipales et cantonales de 1935, permettant aux communistes de remporter plusieurs municipalités, comme Drocourt ou Liévin.

Les relations entre les deux grands partenaires du Front populaire demeurent cependant ambivalentes au cours du printemps 1936.

À Calais, si le communiste Félix Cadras multiplie les assemblées publiques et s'engage ouvertement à

« Le déblocage décisif survient à l'été 1935, à la suite de l'abandon de la tactique des fractions politiques par la CGTU. En septembre 1935, les congrès parallèles de Paris et d'Issy-les-Moulineaux scellent l'accord de fusion au sommet. »

se désister pour le socialiste Roger Vantielcke si ce dernier le devance, la SFIO refuse catégoriquement la proposition d'organiser des meetings communs systématiques. Dans *L'Éclaireur du Pas-de-Calais*, les socialistes affirment qu'en période électorale, chaque parti doit conserver son identité et « ne peut se noyer dans des meetings d'unité d'action ». De fait, le Front populaire ne supprime pas les cultures politiques concurrentes ; il organise leur coexistence provisoire sous la pression de l'antifascisme et du mouvement ouvrier.

Le verdict des urnes, lors des scrutins des 26 avril et 3 mai 1936, consacre en tout cas la victoire du Front populaire à l'échelle départementale : sur les quinze sièges du Pas-de-Calais, le Parti radical-socialiste passe de deux à trois députés, la SFIO compte désormais six députés au lieu de quatre et le PCF obtient pour la première fois un député dans le département, Cyprien Quinet, élu dans la circonscription de Carvin.

Ancien secrétaire de la Fédération CGTU des travailleurs du sous-sol et conseiller général, Cyprien Quinet parvient au second tour à l'emporter nettement face au conservateur Arthur Caullet. Ce succès historique est rendu possible par le strict respect de la « discipline républicaine », le candidat socialiste sortant, Raoul Evrard, s'étant formellement désisté après avoir été devancé par Quinet au premier tour.

Fidèle à l'identité antifasciste qui a cimenté le mouvement, le premier geste du nouveau député-mineur est d'aller déposer un bouquet de fleurs sur la sépulture de Joseph Fontaine, tué en 1934 par les Camelots du roi.

Comme ailleurs en France, la victoire électorale du Front populaire débouche sur une mobilisation sociale qui dépasse rapidement le cadre parlementaire initial.

« De fait, le Front populaire ne supprime pas les cultures politiques concurrentes ; il organise leur coexistence provisoire sous la pression de l'antifascisme et du mouvement ouvrier. »

Affiche. Exposition *La vie est à nous*.

Dans le département du Pas-de-Calais, c'est entre le 6 et le 9 juin que la grève culmine, quand le mouvement, parti de la métropole lilloise, touche l'ensemble du bassin minier. L'entrée des mineurs dans la grève paralyse le cœur industriel du département ; la reprise du travail dans les mines aux alentours du 14 juin marque donc, dans ce secteur, la fin du mouvement même si des grèves sporadiques éclatent ici ou là dans le bassin minier. Des grèves tardives touchent aussi de petites industries situées près du littoral et dans les arrosissements plus ruraux où l'implantation syndicale était plus faible.

La CGT nouvellement réunifiée pèse de tout son poids pour convaincre les ouvriers de reprendre le travail et est écoutée, d'autant plus que ses appels à la reprise sont relayés par les partis du Front populaire.

« Comme ailleurs en France, la victoire électorale du Front populaire débouche sur une mobilisation sociale qui dépasse rapidement le cadre parlementaire initial. »

Dans le Pas-de-Calais, le Front populaire fut à la fois l'apogée de l'unité ouvrière et le révélateur de ses fractures persistantes. Cette séquence permet au PCF de s'implanter durablement dans le bassin minier : à la fin de l'année 1936, une fédération départementale a été recrée ; dirigée par Félix Cadras, elle compte quatorze mille adhérents.

La dynamique antifasciste permit la convergence des organisations socialistes, communistes et syndicales, sans jamais abolir leurs cultures politiques concurrentes. Cette tension entre unité populaire et rivalités stratégiques explique à la fois la puissance du mouvement de 1936 et ses limites durables.

De fait, l'enthousiasme du printemps 1936 cède la place à la méfiance dès 1937. Les résultats des élections des délégués mineurs inquiètent ainsi les socialistes qui dénoncent la « colonisation » de la CGT par les communistes. L'échec de la grève générale du 30 novembre 1938 contre les décrets-lois Daladier, dans laquelle les dirigeants ex-confédérés s'étaient engagés avec réticence parachève la fracture.

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, le mouvement ouvrier est affaibli et divisé ; la signature du pacte germano-soviétique fracture le PCF. La CGT exclut les militants communistes qui refusent de désavouer le pacte et approuve l'interdiction du Parti communiste par Daladier. Si l'anticommunisme des ex-confédérés conduit certains dirigeants de la CGT, à l'image de Julien Priem, à soutenir Vichy et la charte du travail, de nombreux militants communistes, dont beaucoup d'ex-brigadistes internationaux s'engageront dans la résistance dès la fin de l'année 1940 avant de prendre une part active à la grande grève des mineurs du bassin minier de mai-juin 1941. ■

David Noël est historien. Il est docteur en histoire contemporaine de l'université de Bourgogne.

1936. En feuilletant *L'Humanité*

— PAR GÉRARD STREIFF* —

À travers cette lecture, on mesure la singularité du Front populaire et l'évolution de la perspective communiste.

En feuilletant les exemplaires du journal *L'Humanité* de 1936 (trois cent soixante-sept numéros sont disponibles sur le site de la BNF), on identifie assez vite la singularité du Front populaire, fruit d'une double dynamique : une dynamique politique d'un côté (influence communiste en pleine ascension, aspirations unitaires fortes, programme commun de la gauche de haut niveau) et dynamique sociale de l'autre (réunification de la CGT, revendications précises, très puissant mouvement de grèves, luttes dans la durée). Ces deux dynamiques sont concomitantes, simultanées, liées et c'est là sans doute l'originalité de cette séquence.

Pour résumer (et schématiser) 1936 : l'union se fait sur des revendications de haut niveau et soutenues par une intervention massive des travailleurs. En somme, on vote et on fait grève. Ce qui, entre parenthèses, permet aussi d'élever le niveau de ces revendications par la lutte (le programme du gouvernement de l'été 36 ira plus loin que certaines revendications contenues dans le programme des trois partis de gauche de janvier 1936). Ainsi on mesure la différence avec d'autres temps forts de l'histoire sociale et politique. En 1968 on fait massivement grève mais l'initiative politique (programme, union) n'est pas là. En 1981, la gauche dispose d'un programme commun (disputé mais présent) mais le mouvement social, cette fois, n'est pas là : on vote et on attend.

Au fil des numéros de l'année 1936, on évalue la force de

l'extrême droite française. Les ligues de « factieux » sont nombreuses, puissantes, actives, manifestement soutenues par le monde économique. Les mesures administratives d'interdiction se répètent mais demeurent bien souvent peu ou mal appliquées. On croise les noms d'activistes qui seront bientôt les cadres du régime vichyste. Ces groupes se comportent parfois comme les relais de forces étrangères (voir leurs liens avec le parti nazi par exemple), les membres d'une Internationale noire.

« 1936 : l'union se fait sur des revendications de haut niveau et soutenues par une intervention massive des travailleurs. En somme, on vote et on fait grève. »

L'ENJEU GUERRE/PAIX

Autre caractéristique de cette actualité de 1936 : le poids du contexte international, de l'enjeu guerre/paix. Quand Maurice Thorez caractérise le vote communiste aux lendemains de l'élection de d'avril-mai 1936, il estime que c'est d'abord un vote pour la paix. Contre Hitler. Le Front populaire va se déployer dans un monde dangereux, hostile. Des conflits éclatent en Afrique (Éthiopie), au Moyen-Orient (Palestine), en Europe (Espagne). Les multiples interventions du député communiste et journaliste à *L'Humanité* Gabriel Péri (interventions à l'Assemblée nationale, articles) permettent de suivre une dramatique marche à la guerre. C'est comme si se

mettait en place, au fil des mois, une sorte d'encerclement (Allemagne, Italie, Espagne), d'étranglement de la France. Se confirme l'absolue détermination du pouvoir hitlérien à suivre son calendrier revanchard. *Mein Kampf* annonçait le programme ; il est significatif que Berlin interdise alors

la diffusion du livre en France. Et Maurice Thorez a bien raison (notamment lors de son déplacement à Strasbourg à l'automne) de dénoncer cette singulière « censure ». On a là (en fait depuis 1933) tous les ingrédients qui vont conduire au drame de 1939. La proximité des destins du Front populaire français et du *Frente popular* espagnol est remarquable, et la guerre civile espagnole va tenir au fil des mois une place croissante dans l'actualité. Le principe de la non-intervention semble un moment partagé par la communauté internationale (l'URSS l'invoque jusqu'en octobre 1936), justifiée par le risque de guerre mondiale. Mais il apparaît très vite que ce principe est un piège dans la mesure où les pays fascistes, eux (Allemagne, Italie, Portugal), ne le respectent pas et aident ouvertement le camp de Franco. Quelques mois durant, les républicains espagnols sont laissés un peu seuls. Puis l'exigence de solidarité avec Madrid s'impose et aboutit, notamment, à la mise en place des brigades internationales dont *L'Humanité* commence à parler dans les derniers mois de 1936.

LE DISCOURS COMMUNISTE

Confronté à cette expérience politique énorme, totalement inédite, le discours communiste s'approfondit, sur les enjeux du rassemblement (la main tendue), la dialectique national/international. Si des meetings, des défilés du début 1936 mettent parfois en avant le mot d'ordre « Des soviets partout », le propos n'est plus tout à fait le même, en octobre,

quand Maurice Thorez (*L'Humanité* du 30 octobre) définit la perspective communiste : l'égalité ne sera pas l'égalitarisme, écrit-il ; l'économie sera socialisée et ne sera pas étatisée ; les grands moyens de production seront socialisés, on ne touchera pas à la petite propriété privée.

On observera que cette politique d'ouverture se heurte (ne serait-ce qu'en matière de calendrier) au durcissement de la répression stalinienne (été, automne) à Moscou contre une partie de l'appareil communiste soviétique, répression que *L'Humanité* soutient et justifie par l'idée que c'est « la révolution [qui] se défend ».

Enfin, et ce n'est pas accessoire, si l'on sort un peu de l'actualité proprement politique, ces numéros du quotidien nous donnent à voir une société française particulièrement violente. Certes, le journal n'échappe pas toujours à un certain sensationnalisme. N'empêche, la France de 1936, alors pays des grèves heureuses et des vacances bien méritées, est aussi un pays brutal, où se multiplient des faits divers plus épouvantables les uns que les autres. Au point que la

rédaction – Gabriel Péri, Paul Vaillant-Couturier – va consacrer à ce sujet des éditoriaux, distinguant la criminalité « classique » si l'on peut dire des symptômes d'une crise morale profonde, la crise capitaliste à l'œuvre. ●

*Gérard Streiff est rédacteur en chef de *Cause commune*.

« Au fil des numéros de l'année 1936, on évalue la force de l'extrême droite française. Les ligues de "factieux" sont nombreuses, puissantes, actives, soutenues par le monde économique. »

LE CONGRÈS DE RÉUNIFICATION DE LA CGT, À TOULOUSE, EN MARS 1936, EST COMMENTÉ PAR PAUL VAILLANT-COUTURIER DANS *L'HUMANITÉ* :

La classe ouvrière a maintenant en mains une arme que les jours qui viennent vont rendre encore plus forte et mieux trempée. Nous, communistes, n'avons jamais considéré pour notre part le Front populaire comme une simple et banale formation électorale ni,

pour employer une expression chère aux réactionnaires et aux fascistes, comme un cartel tripartite. C'est beaucoup plus et beaucoup mieux à nos yeux. C'est une étape vers la libération définitive des travailleurs de France. C'est un rassemblement qui doit constituer,

après comme avant les élections, une force durable de contrôle et d'action ayant, par ses comités, des ramifications dans les entreprises et jusque dans les moindres bourgades du pays.

Ce que le capital fait à la nature et aux travailleurs

La crise écologique et le développement exponentiel de l'intelligence artificielle peuvent être considérés comme l'aboutissement d'un processus de liquidation de la dimension qualitative et de fabrication d'un monde sans qualités.

PAR **FRANCK FISCHBACH***

Les deux phénomènes contemporains qui marquent actuellement le plus les esprits et qui sont les plus lourds de conséquences pour l'avenir : la crise écologique et le développement exponentiel de l'intelligence artificielle, sont certes liés l'un à l'autre en ceci que le second engendre – en raison de ses besoins colossaux en énergie et en eau – des conséquences environnementales catastrophiques. Mais ils le sont aussi – et même d'abord – en ce qu'ils sont l'une autant que l'autre l'aboutissement d'un processus que l'on pourrait désigner du nom de « grande déqualification »,

désignant par là un processus de liquidation de la dimension qualitative et de fabrication d'un monde sans qualités.

UN PROCESSUS DE DÉQUALIFICATION DU MONDE

Si l'on pose qu'un monde sans qualités est en réalité, pour les êtres vivants et sociaux que nous sommes, un non-monde, un monde qui cesse d'en être un à mesure qu'il devient inhabitable, on peut dire que l'aboutissement du procès de déqualification est tendanciellement une privation de monde. La différence entre l'intelligence humaine et ladite « intelli-

gence » artificielle est là : la seconde n'a pas de monde, ce qui fait que les énoncés qu'elle produit n'ont pour elle aucun sens et qu'ils n'en ont un que pour nous qui avons (encore) un monde. (Les guillemets pour « intelligence » s'imposent compte tenu du fait qu'il s'agit là d'un terme anglais non traduit dont le champ lexical dans la langue d'origine – celui du « renseignement » au sens de *l'intelligence service*) – n'est pas celui du terme « intelligence » en français). Elle est une formidable puissance de calcul connectée à une somme exponentiellement croissante de données : en ce sens, l'intelligence artificielle peut être vue comme un accélérateur sans précédent du processus de déqualification du monde, qui n'en avait pas besoin tant il disposait déjà de multiples vecteurs.

Le monde humain du travail, par exemple, était déjà la victime de ce processus, et cela avant qu'il ne soit saisi par l'IA. Mais dans le monde orwellien qui est le nôtre, la tendance à la disparition de la dimension de la qualité se dit sous la forme de son contraire,

« L'impératif de la "qualité totale" triomphe ainsi dans un monde social et humain du travail en voie avancée de déqualification et bientôt destiné à être entièrement réduit à un ensemble de performances évaluables, c'est-à-dire quantifiables. »

c'est-à-dire – si l'on reste dans la sphère du travail – comme l'impératif de la « qualité totale ». On sait en effet que l'objectif de la qualité totale a été imposé par le *new management* dans le monde du travail dans la même période où était également imposée ce que Christophe Dejours a analysé comme « la réduction du travail à un ensemble de tâches purement quantifiables et dont la performance est chiffrable », au moment donc où achevait de s'imposer ce qu'Alain Supiot a, pour sa part, appelé « la gouvernance par les nombres ». C'est ainsi qu'on a vu s'imposer l'objectif de la qualité totale au moment précis où l'on achevait de dégrader la qualité du travail en standardisant les tâches de manière à en permettre le contrôle quantitatif, en ramenant les activités de travail à des « performances », qui plus est individualisées afin de pouvoir les évaluer « objectivement ». L'impératif de la « qualité totale » triomphe ainsi dans un monde social et humain du travail en voie avancée de déqualification et bientôt destiné à être entièrement réduit à un ensemble de performances évaluables, c'est-à-dire quantifiables.

DÉQUALIFICATION DE LA NATURE

Mais, dans l'histoire de la modernité occidentale, la première victime de la déqualification, avant le travail humain,

« Il est possible de puiser indéfiniment dans les ressources en poissons des océans tant que l'on considère les poissons comme de simples marchandises – jusqu'à ce qu'on se demande ce que seront qualitativement des océans sans poissons. »

a assurément été la nature : détruite en tant qu'ensemble des naturalités, elle a été réengendrée en tant qu'ensemble d'instrumentalités. C'est ce processus qui aboutit sous nos yeux à un ensemble de crises écologiques sans précédent qui résultent du fait qu'a tendance à sauter la seule limite opposable à un tel processus, à savoir justement la dimension qualitative. Si l'on suit Val Plumwood, on comprend que seule la prise en compte de la dimension de la qualité est susceptible d'introduire une limite à l'exploitation de la nature et à sa destruction. Val Plumwood a notamment montré que « dans le marché libre, la nature doit être organisée rationnellement à travers un système au sein duquel elle est réduite au statut de marchandise, là un ensemble d'unités remplaçables et interchangeables

qui doivent répondre aux besoins des êtres humains, et auxquelles on ne reconnaît aucune qualité susceptible de limiter cette demande ». Dès lors qu'un tel marché a été institué, « les autres espèces [...] ne sont rien d'autre que des denrées alimentaires destinées à satisfaire l'appétit insatiable du marché libre, des "choses" échangeables et commercialisables incapables de nous imposer la moindre retenue ou limite ». Pour être « échangeables » et « commercialisables », les « choses » en question doivent d'abord être essentiellement quantifiables puisqu'elles ne peuvent être échangeables qu'à titre de quantités équivalentes. Mais le quantifiable est en et par lui-même sans limite puisque, de la quantité « n », il est toujours possible de passer à la quantité « $n + 1$ », puis à « $n + 2$ », et ainsi de suite à l'infini. C'est uniquement la prise en compte de la dimension qualitative qui est susceptible d'introduire la limitation : il est possible de puiser indéfiniment dans les ressources en poissons des océans tant que l'on considère les poissons comme de simples marchandises – jusqu'à ce qu'on se demande ce que seront qualitativement des océans sans poissons. Alors seulement on devient capable de se dire qu'il va tout de même falloir introduire une limite. ►►

« La société de la norme est celle dans laquelle le contrôle s'exerce "non pas tant sur ce que font les individus que sur ce qu'ils peuvent faire, sur ce qu'ils sont capables de faire, sur ce qu'ils sont sujets à faire". »

» SOCIÉTÉ DE LA NORME, SOCIÉTÉ DE LA SÉCURITÉ

La position d'une telle limite devient cependant de plus en plus difficile dès lors que, selon le constat de Pierre Macherey, « la vie est devenue une entité abstraite, un ensemble chiffrable et mesurable ». Macherey écrit cela dans un contexte très différent – au moins apparemment – de ce dont nous avons parlé jusqu'à présent. Il cherche à déterminer, à partir de Foucault, « comment la société de la norme instaure des modes de rationalisation de la vie sociale qui transforment les conditions d'exercice de l'autorité ». Ce que Macherey appelle la « société de la norme » correspond à ce que Foucault a théorisé quant à lui sous le nom de la « société de sécurité » en tant que lieu d'exercice du « biopouvoir ». Ce dernier est un mode d'exercice du pouvoir orienté vers le possible, le probable ou le virtuel, c'est-à-dire vers ce qui est *susceptible* d'arriver ou de se produire dans la vie sociale. Dans les termes de Foucault cités par Macherey, la société de la norme est celle dans laquelle le contrôle s'exerce « non pas tant sur ce que font les individus que sur ce qu'ils peuvent faire, sur ce qu'ils sont capables de faire, sur ce qu'ils sont sujets à faire ». D'un côté, nous avons des individus qui sont *transformés en sujets*, c'est-à-dire en des êtres qui sont – comme le dit très explicitement la formule de Foucault – « sujets à faire » telle ou telle chose, donc *capables* de telle ou telle action, *susceptibles* de tel ou tel comportement, *porteurs* d'une *puissance* d'agir de telle ou telle manière. D'un autre côté, et dans le même temps, nous avons une mutation à l'échelle de la société ou de la vie sociale dans son ensemble : le problème du pouvoir devient en effet celui de la *prévisibilité* du passage de la puissance à

« Le travailleur moderne est tel, sous le capitalisme, qu'il est un sujet, c'est-à-dire un être porteur d'une virtualité, d'une puissance, en l'occurrence celle de travailler, ce qui fait en même temps de lui un être soumis à une puissance de calcul statistique. »

l'acte ou de la réalisation des virtualités, ce qu'il est impossible de calculer pour chaque individu, mais qui peut l'être en revanche au niveau des grands nombres et donc à l'échelle des *masses* d'individus.

Où l'on se trouve à nouveau avoir affaire à la fabrique d'une abstraction – ici au moyen du calcul statistique – qui n'est possible qu'à la condition de faire abstraction des individus *réels*, « pris un à un », considérés dans leur *individualité* propre et donc en tenant compte aussi des *qualités* qui sont propres à tel individu et qui le distinguent de tout autre. C'est alors que Macherey écrit la phrase déjà citée : « la vie est devenue une entité abstraite, un ensemble chiffrable et mesurable ». La même évolution, considérée sous un autre angle, a aussi permis le calcul d'une quantité de travail socialement nécessaire en moyenne pour la production de tel bien ou de tel service, c'est-à-dire le calcul d'une réalité statistique sans laquelle quelque chose comme « la valeur » ne pourrait avoir, en tant qu'abstraction, aucune réalité sociale. Raison pour laquelle Macherey peut bien écrire que « le prolétaire porteur d'une force de travail est l'une des créations caractéristiques, voire la création principale du "biopouvoir" ». Le travailleur moderne est en effet tel,

sous le capitalisme, qu'il est un sujet, c'est-à-dire un être porteur d'une virtualité, d'une puissance, en l'occurrence celle de travailler, ce qui fait en même temps de lui un être soumis à une puissance de calcul statistique : en tant que sujet dépositaire d'une puissance de travail, d'une virtualité de travail susceptible d'être activée quand sont rassemblées les conditions de cette activation, le travailleur ou le prolétaire « n'est plus cet individu-ci, appréhendé dans sa constitution personnelle concrète », c'est-à-dire sous l'angle de ses qualités propres et caractéristiques, mais « un représentant entre autres du genre "travailleur", défini comme porteur d'une force de travail virtuelle, susceptible d'être utilisée sous des formes à l'avance calibrées, calculées, organisées, rentabilisées ». Ainsi est né ce monde sans qualités dans lequel il nous est donné de vivre ou de survivre en mobilisant les ressources qui nous rendent encore capables de lutter contre la double emprise du calcul et de l'abstraction, c'est-à-dire du capital. ●

Franck Fischbach est philosophe. Il est professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Doit-on déployer à tout prix l'intelligence artificielle au travail ?

La France pousse à l'adoption massive de l'IA dans les entreprises, mais son effet réel dépend moins de la technologie que de son intégration et des rapports de force en jeu. Une analyse sociologique révèle des transformations nuancées du travail, entre automatisation ciblée et enjeux éthiques.

— PROPOS DE **LOUIS DEVILLAINE**, RETRANSCRITS PAR FLAVIEN RONTEIX —

« OSEZ L'IA »

Le slogan a été lancé en juillet 2025 par Clara Chappaz, alors ministre déléguée chargée de l'Intelligence artificielle et du Numérique. Comment ça, *oser l'IA* ? Est-ce donc une idée si subversive ? Derrière cette injonction se dissimule en vérité un plan, en une trentaine de pages, pour diffuser massivement l'IA dans les entreprises. Le constat du gouvernement est le suivant : il y aurait une source de profit conséquente à exploiter grâce à ces nouvelles technologies, lesquelles pourraient être intégrées à de larges pans de la société, pour automatiser des tâches variées. Mais, note le rapport, beaucoup d'entreprises, en particulier les PME, ne se sont pas encore jetées à l'eau. Qu'à cela ne tienne, l'État a choisi de financer de nombreuses initiatives pour former à l'IA. Tout le monde est amené à y passer : apprentis, chômeurs, salariés, dirigeants, hommes et femmes. Dans le même temps, les entreprises peuvent bénéficier d'un accompagnement

(financier et institutionnel) pour favoriser l'usage de l'IA en interne. Doit-on s'attendre à des transformations importantes ? Que fait concrètement l'IA au travail ? Pour y répondre, il est utile de s'intéresser à ce qu'en dit la sociologie des organisations.

LA SOCIOLOGIE DES ORGANISATIONS

C'est une blague récurrente des collègues en sciences sociales : la sociologie des organisations, en vérité, c'est une sociologie du travail, mais de droite, n'est-ce pas ? Cette réputation, la sociologie des organisations ne l'a pas forcément volée. Historiquement, elle est l'héritière, au moins en France, des travaux de Michel Crozier et Erhard Friedberg. Dans les années 1970, ces deux sociologues s'intéressent aux stratégies adoptées par les acteurs au sein des organisations. Leur analyse a l'intérêt de montrer pourquoi le travail prescrit par les règles formelles (fiche de poste, consignes hiérarchiques, procédures) n'est pas nécessaire-

ment le travail réalisé en pratique. Dans une organisation, les travailleurs et les travailleuses sont interdépendants, et s'imposent des contraintes les uns aux autres. Ils mettent en place des stratégies pour parvenir à leurs objectifs, ce qui peut contrevenir aux demandes qui leur sont adressées. Selon ce point de vue, un acteur peut être dominant même s'il est hiérarchiquement plus bas placé : on peut penser par exemple à une technicienne qui serait seule suffisamment experte pour réparer une machine, ou à un secrétaire qui filtrerait les demandes pour rencontrer sa direction. Forcément, cette grille de lecture a des difficultés à coïncider avec une perspective plus marxiste, qui envisagerait les relations de production comme des formes de domination *a priori*. Par ailleurs, la sociologie des organisations va rarement s'intéresser à l'expérience vécue des travailleurs. Elle cherche plutôt à comprendre ce que sécrète le cadrage formel des organisations, entre incertitudes et inattendus. ►►

» LE DÉTERMINISME TECHNOLOGIQUE

Quand même, les travaux issus de cette discipline ont le mérite de rendre compte de dynamiques internes aux entreprises pour comprendre ce qui s'y joue. Une partie des chercheurs et des chercheuses se penche plus particulièrement sur la façon dont les technologies participent à la transformation des organisations. C'est là que nous allons retrouver l'IA. Mais, avant cela, il nous faut réfuter une thèse qui semble pourtant communément admise dans le débat public : celle du déterminisme technologique. Cette position affirme, pour le dire simplement, que les technologies ont des effets directs sur la société. On l'entend de tous les côtés de l'échiquier politique, à commencer par le président Macron : « Qu'on parle de santé, d'éducation, de transformation de notre efficacité publique, qu'on parle de climat, ce que l'IA va permettre de faire, permet déjà de faire, est évidemment une révolution fondamentale. » (discours du 21 mai 2024). Des interprétations de la pensée de Marx lui-même, dont le *Fragment sur les machines* a récemment été réédité par les éditions Payot, tiennent des positions assez similaires, en envisageant un avenir où la technologie aura débarrassé la société de tout travail. Les pré- et postfaces de François Jarrige et Juan Sebastián Carbonell contextualisent avec clarté ce texte un peu aride, qui a été beaucoup commenté. Toujours est-il que ce déterminisme technologique, la sociologie, et en particulier la sociologie des organisations, le contredit fermement. Ce n'est pas l'IA, avec ses petites pattes, qui transforme la société : c'est plutôt l'usage qui est fait de ces technologies, et la façon dont elles sont intégrées aux organisations. Toute technologie n'a pas vocation à révolutionner en profondeur le monde social par sa seule existence. L'exemple du métavers, projet désormais au bord de l'abandon qui a valu

« Ce n'est pas l'IA, avec ses petites pattes, qui transforme la société : c'est plutôt l'usage qui est fait de ces technologies, et la façon dont elles sont intégrées aux organisations. »

le changement de nom de Facebook en Meta et une bagatelle de dizaines de milliards d'euros d'investissement, est assez convaincant pour montrer qu'une technologie doit déjà passer par une phase d'adoption et d'appropriation. Au cours de celle-ci, les choix de conception peuvent également orienter des usages très différents d'une technologie, ce que la sociologue Madeleine Akrich appelle des « scripts » d'usage. On peut imaginer un système d'IA qui vise à résumer un corpus de documents pour outiller une décision humaine, et un autre qui prenne seul une décision, qu'il n'y aurait qu'à vérifier. Ces deux systèmes convoquent une technologie semblable, mais avec deux scripts et donc deux positionnements très différents pour l'utilisateur.

LES SCANNERS À RAYONS X

Enfin, d'autres travaux montrent que ces technologies produisent des effets très différents selon le contexte dans lequel elles sont introduites. Dans les années 1980, le sociologue étasunien Stephen Barley s'intéresse aux scanners à rayons X flamboyants dont se dotent alors les hôpitaux, et étudie leur appropriation par les professionnels. Dans l'un des hôpitaux, le chercheur observe que les manipulatrices ou manipulateurs des scanners sont désormais considérés comme de purs exécutants par les radiologues : le dispositif contribue à une forme d'aliénation de ces agents. Pourtant, dans un autre établissement, la mise en place des scanners s'inscrit dans le cadre d'un échange mutuel entre radiolo-

gues et manipulateurs, qui bénéficie aux deux groupes professionnels. Les résultats sont éloquentes : une technologie similaire (les scanners), dans des environnements similaires (les hôpitaux), produit des effets bien différents. C'est que, peut-on conclure avec Barley, l'important n'est pas tant la technologie elle-même que les conditions d'intégration de cette technologie. Qui est inclus dans le processus de déploiement ? Avec quelles marges de décision ? Qui est formé ? à quoi ? La réponse à ces questions, parmi d'autres, est primordiale pour comprendre les modalités d'appropriation des technologies.

Le refus du déterminisme a des conséquences analytiques, mais aussi politiques. La rhétorique du déterminisme technologique, parce qu'elle dissout d'emblée toute position alternative, constitue en soi une tentative d'annihilation du débat politique. Son refus, en tout cas, permet de réaffirmer l'agentivité des forces en présence : les dirigeants peuvent utiliser l'IA pour (tenter de) réduire leurs coûts, les salariés peuvent dissimuler leur usage et (tenter de) gagner en productivité sans que ces gains soient réinvestis par l'entreprise. Les parenthèses sont importantes : rien n'est acquis d'avance, car des facteurs organisationnels doivent être pris en compte.

L'ORGANISATION DU TRAVAIL AVEC L'IA

Lorsqu'elle s'intéresse aux technologies, la sociologie des organisations peut typiquement analyser au moins cinq types de transformations du

travail : contenu des tâches, déplacement des tâches, modalités de coopération, modalités d'apprentissage, contrôle du travail et des travailleurs. Nous allons les approfondir dans la suite pour comprendre ce qui se joue, ou peut se jouer, avec les systèmes d'IA, à partir d'exemples tirés d'un travail de thèse soutenu début 2026. L'étude s'est concentrée sur le déploiement de systèmes de traitement d'images, basés sur des méthodes d'IA (pas générative, précisons-le), conçus pour la classification de produits défectueux (contrôle qualité). Elle a été menée au sein de l'industrie du semi-conducteur, où sont fabriqués les composants électroniques que l'on retrouve dans les ordinateurs, les voitures ou les missiles. Qu'y constatons-nous en bref ? Contrairement à ce que l'on pourrait penser,

rale, cette automatisation peut être appréciée lorsqu'elle concerne des activités très répétitives, et d'autant plus lorsque ces activités ne constituent pas le cœur de l'identité professionnelle des salariés. Or un autre des projets étudiés vient justement tenter d'automatiser partiellement des tâches d'analyse chères aux techniciens. L'IA reste bien un instrument de la rationalisation du travail. Ces technologies peuvent constituer un véhicule de déplacement des tâches depuis ceux qui les exécutaient (ici les techniciens) vers ceux qui les superviseraient (les ingénieurs chargés du dispositif). Là encore se jouent des négociations : pour éviter une réprobation trop catégorique, les ingénieurs tentent de se montrer rassurants en promettant que les systèmes ne visent qu'à outiller la

de sources potentielles de défauts, qu'ils sont chargés d'identifier. Dans ce contexte, des procédures « à l'ancienne » continuent d'être éditées pour encadrer le travail. En segmentant les tâches, ces pratiques peuvent être un préalable à des tentatives d'automatisation futures. Si cet horizon est parfois envisagé par certains managers, les ingénieurs responsables des projets d'IA ne croient pas au tout automatique. Surtout, les techniciens déplorent que la rédaction des procédures, et l'injonction des nouvelles recrues à les suivre, désincarne le mentorat pair à pair qui consolidait jusque-là l'apprentissage des novices. De même, l'individualisation des rapports d'analyse (signés par des matricules, puis contrôlés par des ingénieurs) ne permet pas pleinement de saisir l'intense collaboration mise en œuvre dans le travail d'analyse. Toutes ces pratiques collectives et informelles de travail ne sont décrites dans aucune procédure. L'automatisation par l'IA peut risquer de les affaiblir, d'autant plus lorsque les projets sont décidés d'en haut, sans véritable regard pour le travail tel qu'il se fait concrètement.

« La sociologie des organisations va rarement s'intéresser à l'expérience vécue des travailleurs. Elle cherche plutôt à comprendre ce que secrète le cadrage formel des organisations, entre incertitudes et inattendus. »

L'IA n'a pas vocation à concerner l'ensemble de l'activité. Sous l'impulsion de projets portés par des ingénieurs, elle vient plutôt se nicher dans des tâches particulières, identifiées dans des interstices où l'automatisation paraît possible. Certaines tâches de contrôle visuel deviennent ainsi des tâches de vérification. Ce n'est plus la personne qui classe, la catégorisation est réalisée automatiquement puis validée ou non par les techniciens. Ce changement n'est cependant pas uniforme, les techniciens ont plus confiance en certains dispositifs (qu'ils vérifient moins) qu'en d'autres (dont ils revisitent plus systématiquement les résultats). De façon géné-

ral, cette automatisation peut être appréciée lorsqu'elle concerne des activités très répétitives, et en limitant leur champ d'usage.

Dans cet entre-deux de la « nouvelle révolution industrielle » qu'incarne l'industrie de la microélectronique, l'IA, comme nous l'annonçons, ne participe que faiblement à la rationalisation, pourtant croissante, du travail. En salle blanche (un environnement de travail aseptisé, particulièrement ingrat), le métier de technicien qualité est intellectuellement exigeant : les salariés rencontrés parlent de six mois à une année d'expérience pour être parfaitement autonomes. C'est qu'il leur faut appréhender des dizaines de technologies différentes, soumises à des centaines d'étapes de fabrication, qui sont autant

OSER L'IA, MAIS POUR QUOI FAIRE ?

Au-delà des réflexions liées aux seuls usages de l'IA, il faut bien sûr rappeler que la conception de ces dispositifs est imbriquée dans une industrie du numérique largement irrespectueuse des droits humains. Certes, la sociologie des organisations ne proscrie pas, en soi, l'idée d'une IA éthique et émancipatrice pour les travailleuses et les travailleurs. Cela dit, il reste difficile pour le moment de l'imaginer, alors que sa chaîne de production reste l'incarnation de l'exploitation forcée des humains et de l'environnement. *Oser l'IA...* mais pour quoi faire ? ●

Louis Devillaine est enseignant-chercheur postdoctoral en sociologie et intelligence artificielle à l'université Côte d'Azur.

Quid de l'intelligence artificielle en 2027 ?

— PAR **GÉRARD STREIFF** —

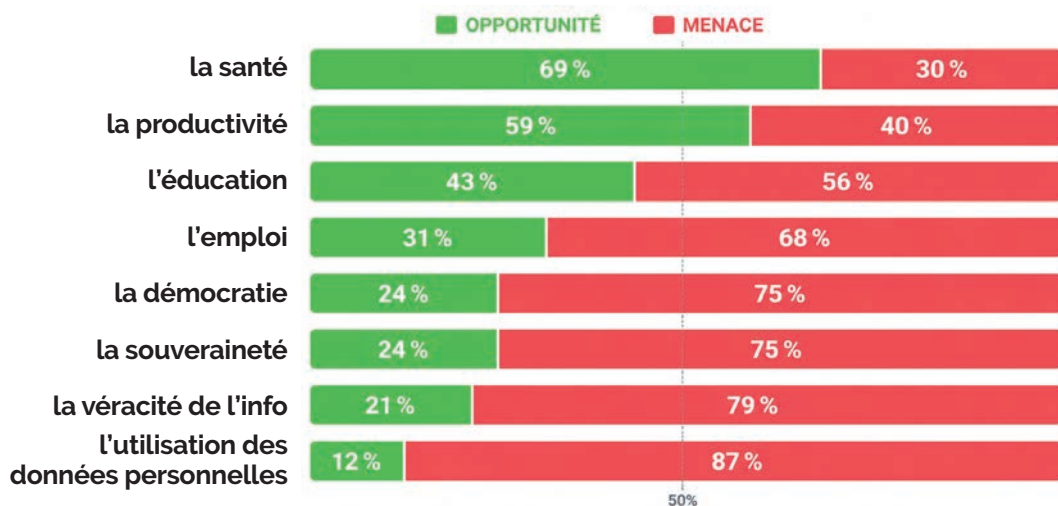
Début mai, l'institut Odoxa-Backbone a réalisé une étude d'opinion sur l'IA et les bouleversements attendus. Alors, l'IA, menace ou opportunité ? nouvel outil de communication ou *big bang* sociétal ? Les sondés sont partagés ; ils estiment que l'IA est une opportunité en matière de santé (69 %) et de productivité (59 %), mais qu'elle serait une menace pour l'éducation (56 %), l'emploi (68 %), la démocratie (75 %), la souveraineté de notre pays (75 %), la véracité de l'information (79 %) ou l'utilisation des données personnelles (87 %). Ils considèrent, massivement (80 %),

que dans la perspective de 2027, les responsables politiques et les candidats ne parlent pas assez des enjeux liés à l'intelligence artificielle. Ils craignent qu'elle soit utilisée pour manipuler ou influencer le résultat de la campagne présidentielle. Quand on leur demande s'ils sont en mesure de reconnaître si une vidéo ou une photo a été exécutée par une IA, ils sont très partagés, *fifty-fifty* comme on dit. Enfin 10 % annoncent qu'ils utiliseront l'IA pour « aider à faire leur choix » en 2027 ●

SELON VOUS, LES CANDIDATS À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ET LES RESPONSABLES POLITIQUES PARLENT-ILS SUFFISAMMENT DES ENJEUX LIÉS À L'IA ?



DIRIEZ-VOUS QUE LE DÉVELOPPEMENT DE L'IA EST UNE OPPORTUNITÉ OU UNE MENACE POUR :



Former plus, mais pour quoi faire ?

— PAR **FANNY CHARNIÈRE** —

La récente étude de l'INSEE confirme qu'obtenir le diplôme préparé améliore sensiblement les conditions d'accès à l'emploi et aux emplois qualifiés. En suivant la génération entrée en sixième en 2007 jusqu'en 2023, l'institut observe que 88 % des jeunes ayant obtenu le plus haut diplôme qu'ils avaient entrepris de préparer sont en emploi, contre 82 % de ceux qui ont abandonné leurs études en dernière année. Une fois neutralisées les différences d'origine sociale, de parcours ou de caractéristiques individuelles, l'obtention du diplôme conserve un effet positif sur l'accès à l'emploi.

Les écarts sont particulièrement marqués selon le niveau de qualification. Les diplômés d'une école d'ingénieur ou de commerce affichent un taux d'emploi de 92 %, ceux titulaires d'un master 90 %, tandis que les titu-

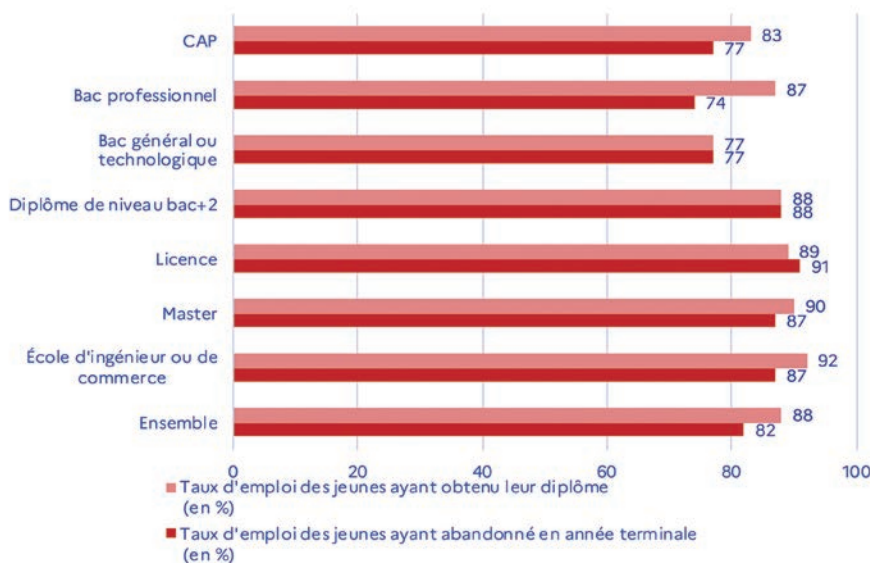
lares d'un baccalauréat professionnel atteignent 87 %. En revanche, les jeunes qui se sont arrêtés au baccalauréat général ou technologique sans poursuivre leurs études ne sont que 77 % à être en emploi. Les diplômés du secondaire perçoivent en moyenne moins de 1 700 euros nets par mois, contre 2 240 euros pour les titulaires d'un master et 2 610 euros pour les diplômés des écoles d'ingénieurs ou de commerce.

Mais cette étude soulève une interrogation plus fondamentale : **la France crée-t-elle suffisamment d'emplois qualifiés pour répondre à l'élévation continue du niveau de formation ?** 52 % des 25-29 ans sont désormais diplômés du supérieur, soit 11 points de plus qu'au début des années 2000. Cette progression constitue un succès collectif, rendu possible par l'investis-

sement public dans l'éducation.

Pourtant, beaucoup connaissent le déclassement et des débuts de carrière précaires. Le problème ne réside donc pas dans un « excès » de diplômés, comme on l'entend parfois, mais dans l'insuffisance d'emplois qualifiés correspondant aux besoins sociaux et aux défis du pays que sont notamment la transition écologique, la réindustrialisation ou encore le vieillissement de la population. La France dispose de travailleurs de mieux en mieux formés. Le véritable défi est désormais de construire un modèle de développement capable de mobiliser pleinement ce potentiel. C'est précisément l'ambition d'un projet socialiste : la promotion des capacités humaines, le développement des forces productives et la maîtrise démocratique des investissements et de la production. ●

TAUX D'EMPLOI DES JEUNES EN 2023 SELON LE DIPLÔME TENTÉ ET L'OBTENTION OU NON DU DIPLÔME



Lecture : En 2023, 88 % des jeunes entrés en 6^e en 2007 et ayant réussi le plus haut diplôme tenté sont en emploi, c'est le cas de 82 % des jeunes ayant abandonné en année terminale. Le taux d'emploi des diplômés est donc de 6 points supérieur à celui des jeunes ayant abandonné en année terminale.

Champ : France hors Mayotte, jeunes entrés en 6^e pour la première fois en 2007, ayant tenté une année terminale de préparation à un diplôme.

Source : DEPP-INSEE-SIES, enquête *Entrée dans la vie adulte* (EVA) 2007.

Lire, rendre compte et critiquer, pour dialoguer avec les penseurs d'hier et d'aujourd'hui,
faire connaître leurs idées et construire, dans la confrontation avec d'autres,
les analyses et le projet des communistes.

L'histoire du racisme

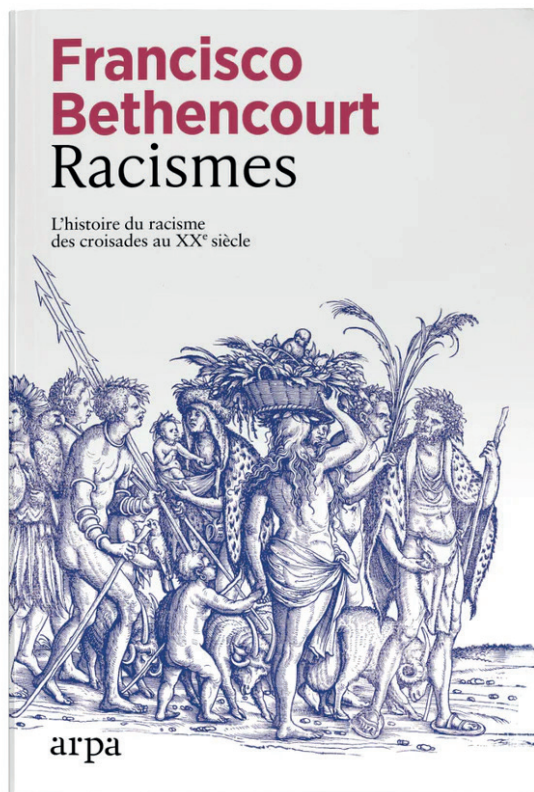
— PAR **FLORIAN GULLI** —

Francisco Bethencourt est un historien portugais, et professeur au King's College de Londres. Son ouvrage *Racismes*, publié en 2013 et traduit en français en 2025, propose une histoire des racismes, des croisades à aujourd'hui et ouvre, c'est l'une des originalités du livre, des perspectives comparatives entre le racisme en Occident et le racisme en Asie ou encore en Afrique.

Comment Francisco Bethencourt définit-il le racisme ? Le racisme désigne des préjugés concernant l'ascendance ethnique associés à des pratiques discriminatoires, lesquelles sont motivées par des projets politiques. Et il existerait deux sortes de racisme. Le premier vise les groupes ethniques considérés comme inférieurs ; c'est un racisme de justification des hiérarchies, de l'exploitation et de l'expropriation. Il en existe un second, qui vise des groupes considérés comme concurrents pour les exclure de cette concurrence.

La division entre deux
espèces de racisme,
le racisme-concurrence
et le racisme-exploitation,
se retrouve aussi dans
la tradition marxiste.

Cette division entre deux espèces de racisme (le racisme-concurrence et le racisme-exploitation) se retrouve dans la tradition marxiste. Le racisme-exploitation a bien été identifié par les marxistes d'Amérique du Nord et des Antilles : C.L.R. James, Eric Williams ou Oliver Cox. Le racisme-concurrence est analysé par Marx pour rendre



compte de l'antagonisme entre ouvriers anglais et ouvriers irlandais, mais aussi par Otto Bauer pour comprendre les divisions de la classe ouvrière dans l'Empire austro-hongrois. W. E. B. Du Bois analyse aussi en ces termes le conflit entre travailleurs noirs et blancs avant la guerre civile américaine¹.

RACISME ET ANALYSE MARXISTE

Il est à noter que, sans être ni marxiste ni communiste, Francisco Bethencourt accorde une place de choix à ces traditions dans son ouvrage. Dans l'introduction, l'historien discute le cœur de l'analyse marxiste. Il écrit : « L'interprétation marxiste relie le racisme aux relations de production. [...] Elle considère les préjugés concernant l'ascendance ethnique et les actions discriminatoires comme un pilier idéologique et politique de l'accumulation du capital, permettant de maintenir les salaires bas et justifiant l'exploitation de types humains considérés comme inférieurs. » Tout en reconnaissant ses mérites matérialistes, l'historien prend aussi ses distances. Il soutient en effet que l'analyse marxiste a « une portée et un pouvoir explicatif limités », qu'elle « ne fournit pas un niveau d'explication globale ». Pourquoi ? Elle ne prend pas en charge les « formes de rationalités qui dépassent le cadre économique ». Le racisme déborde en effet le domaine de la production ou du marché du travail. Ainsi, dans l'Espagne fraîchement reconquise des XV^e et XVI^e siècles, la compétition entre vieux chrétiens et nouveaux chrétiens (les juifs convertis) concerne le contrôle des activités économiques, mais aussi des villes, des quartiers, des positions politiques et ecclésiastiques. Et l'on peut penser aujourd'hui aux concurrences pour l'accès aux biens sociaux alloués par l'État. Bref, le racisme renvoie à « la lutte pour le monopole du pouvoir social » et non pas seulement à la monopolisation des moyens de production et de l'emploi. Lorsqu'il aborde la période contemporaine, Bethencourt fait à plusieurs reprises référence au communisme réel en tant qu'alternative à grande échelle aux clivages raciaux. Il écrit : « La principale contribution des Soviétiques au nouvel ordre mondial [nationaliste] fut de promouvoir une position anticolonialiste et l'émancipation nationale, qui se profilait depuis les années 1880, en Asie et en Afrique. » Durant les années 1920, « un cli-

vage de classes se révéla plus inclusif qu'un clivage racial » avant d'être rattrapé par le nationalisme russe. Il observe le même phénomène en Chine. « La révolution communiste abolit le discours sur la race pour mettre l'accent sur l'unité de la classe ouvrière et la lutte contre la bourgeoisie et les éléments féodaux restants ». Néanmoins, si la « tendance raciste [inhérente au nationalisme chinois] fut globalement interrompue par la conquête communiste du pouvoir, [...] les préjugés à l'égard des minorités [sont] encore visibles et actifs ».

UN RACISME ANCIEN QUI N'EST PAS PROPRE AU MONDE OCCIDENTAL

L'ouvrage rejette aussi deux thèses très largement répandues parmi ceux qui s'intéressent au racisme. Première idée déstabilisée : le racisme serait un phénomène moderne. Aussi bien l'anthropologue Ruth Benedict ou Oliver Cox que l'historien George M. Fredrickson sou-

tiennent qu'avant l'époque moderne les antagonismes auraient été de type religieux ou culturel. Francisco Bethencourt écrit quant à lui : « Les préjugés concernant l'ascendance ethnique, associés à des actions discriminatoires, ont existé à différentes périodes de l'histoire. » La frontière est souvent très floue entre hostilité religieuse et hostilité ethnique. L'Espagne des statuts de pureté de sang, c'est-à-dire de la discrimination des juifs convertis, qui ne présentaient plus de différences religieuses, est « un cas clair de préjugés précoces concernant l'ascendance ethnique, associés à

des mesures discriminatoires institutionnalisés ». Il en est de même de la persécution ancienne des Tsiganes, pourtant chrétiens. Dans le monde des croisades (c'est le point de départ de l'enquête du livre), le préjugé concernant l'ascendance ethnique est fort répandu en Europe comme au Moyen-Orient. Bref, le racisme n'a attendu ni la modernité, ni le capitalisme...

Seconde idée déstabilisée : le racisme serait un phénomène européen intimement lié à la traite transatlantique. Pour notre historien, « le racisme n'est pas un phénomène propre au monde occidental ». Le chapitre consacré aux comparaisons mondiales est éloquent. Citons-le longuement : « Le mythe de l'empereur jaune Huang Di, qui serait né en 2704 av. J.-C., considéré comme l'ancêtre de tous les Han, joua certainement un rôle dans la tradition ►►

Le racisme renvoie
à « la lutte pour
le monopole du
pouvoir social » et
non pas seulement
à la monopolisation
des moyens
de productions
et de l'emploi.

reprise par les réformateurs chinois au XIX^e siècle. [...] Les Chinois découvrirent tardivement les peuples africains, mais dès le XIII^e siècle, du fait de leur peau noire, leurs cheveux bouclés et l'habitude de manger cru, ils furent assimilés à des esclaves du diable. L'opposition entre blanc et noir peut être observée en Chine dès les premiers temps, comme dans d'autres cultures asiatiques : l'éloge de la peau de "jade blanc" se retrouve dans la poésie la plus ancienne, et les dégradés de couleurs ne séparaient pas seulement les Chinois des autres peuples du monde, mais distinguaient également les travailleurs "à tête noire", montrant la relation entre les divisions externes et internes (sociales), comme en Europe. »

LE RACISME ET L'APPARITION DU CAPITALISME

Pour autant, évidemment, il s'est bien passé quelque chose de nouveau à l'époque moderne avec l'apparition du capitalisme et le développement de l'impérialisme. Avec la colonisation, « la classification raciale européenne » s'imposa universellement et engloba tous les peuples du monde. Les politiques coloniales européennes perturbèrent ou renforcèrent les pratiques interethniques à l'œuvre. Le développement d'un racisme prétendument « scientifique » « renforça l'action discriminatoire, car il cristallisa les préjugés ethniques, leur conférant un statut supérieur de connaissance ».

Le développement du nationalisme, qui entraîna « la fusion de la nation et de la race, avec une identité collective fondée sur l'idée d'une langue et d'une ascendance communes », fut un puissant facteur aggravant. Alliées aux nouvelles capacités répressives des États, les politiques racistes allaient atteindre des niveaux sans précédents. Le XX^e siècle est inauguré par des génocides : celui des Herero en Namibie, des Arméniens en Turquie. Le nazisme comme projet de mise en œuvre d'un « système esclavagiste basé sur des théories raciales dans l'Europe du XX^e siècle » constitue l'acmé de ces politiques. Outre l'extermination, l'efficacité esclavagiste des nazis est sans précédent : ainsi, note l'historien, « l'Allemagne réussit à absorber autant de travail forcé en six ans que toutes les colonies européennes d'Amérique en trois cent cinquante ans ».

UN RACISME ÉGALEMENT ANCRÉ DANS LE MONDE SOCIAL

Pour Bethencourt, les préjugés concernant l'ascendance ethnique, associés à des pratiques discriminatoires, ont été « motivés par des projets politiques ». La motivation politique est incluse dans la définition du racisme. Mais que veut dire l'historien lorsqu'il parle de « projets poli-

tiques » ? S'agit-il d'un projet émanant du pouvoir d'État ? Ou de projets de groupes sociaux ou d'individus ?

Nous voudrions terminer sur le risque de lier de façon systématique le racisme à des projets politiques d'État. Il faut bien préciser que Francisco Bethencourt ne le fait pas. Il mentionne, par exemple et entre autres, en 1348 « la première grande attaque contre des juifs dans le quartier juif de Barcelone, suivie d'actions similaires en 1383 à Lisbonne et en 1391 à Séville ». Ces attaques ne sont pas initiées par l'autorité royale. Elles sont tout le contraire : un défi à cette autorité. Il y a bien là un racisme, mais qui ne doit rien à l'État et qui naît dans les profondeurs du monde social.

Le développement d'un
racisme prétendument
"scientifique" "renforça
l'action discriminatoire,
car il cristallisa
les préjugés ethniques,
leur conférant un statut
supérieur de connaissance".

Pourquoi insister sur ce point ? Parce que de nombreuses analyses contemporaines du racisme font de ce dernier un pur produit de décisions politiques : on parle volontiers de fabrique du racisme par les médias, les élites, la classe dominante. Et on a l'impression que le racisme est injecté de l'extérieur dans une société qui, sans cela, serait vierge de tout conflit de ce type.

L'analyse devient idéaliste puisque les idées racistes des médias et des élites semblent mener le monde, paraissent capables de mouvoir des populations entières. Et on se prive alors de questions importantes : comment naît dans la texture même des expériences sociales des individus la tentation raciste ? Quels facteurs, au sein de ce vécu, activent ou au contraire inhibent le racisme ? Autant de questions auxquelles il faudra bien répondre si l'on veut pouvoir penser des politiques antiracistes efficaces. ●

***Florian Gulli** est membre du comité de rédaction de *Cause commune*.

1. Florian Gulli, *Antiracisme : 150 de combats. 40 grands textes*, Paris, Les éditions de l'Humanité, 2022. 360 p.

Mémoires de l'enclave

Les Belles Lettres, 2026

JEAN-PAUL GOUX

PAR **HOËL LE MOAL**



Depuis 2015, une équipe de l'université de Franche-Comté s'est lancée dans le vaste projet de rééditer un ouvrage fondateur de la littérature d'enquête paru pour la première fois en 1986, et malheureusement épuisé. Pascal Lécroart, Andrée Chauvin-Vileno et Odile Roynette, bien entourés par de jeunes chercheuses et chercheurs, proposent un webdocumentaire,

un appareil critique de qualité, et surtout les photographies de Gilles Choffé, ouvrier chez Peugeot, qui n'avaient pas pu être insérées dans les premières éditions.

En 1984, Jean-Paul Goux, jeune agrégé de lettres, auparavant membre du PCF et adoubé en littérature par Julien Gracq et Jean Ristat, répond à une proposition de l'Association de culture et de loisirs du CE de Peugeot : une résidence d'un an dans le territoire de Montbéliard (la fameuse « enclave ») pour produire un récit de la mémoire ouvrière locale.

À partir de différents types d'écriture (journal romancé, transcription d'entretiens...), Jean-Paul Goux propose une plongée saisissante dans une région en mutation, alors que le narrateur, un archéologue répondant à une commande du Conseil des Doctes, craint de ne rien pouvoir produire d'intéressant sur le sujet. Pour le vérifier, rendons-nous avec lui à Bethoncourt, petite commune du fer jusqu'à la fin du XIX^e siècle, et où s'installe en 1907-1908 une filature de cotons tenue par les frères Schwob d'Héricourt. Témoigne la fille d'Italiens arrivés au début des années 1920 « pour des raisons politiques », qui devient fileuse à la Lizaine (c'est le nom de l'usine) et se bat pour ses droits : « on a vraiment vécu une vie ensemble... mon meilleur souvenir c'est ça... on était unies, on était du même bord, on était soudées ».

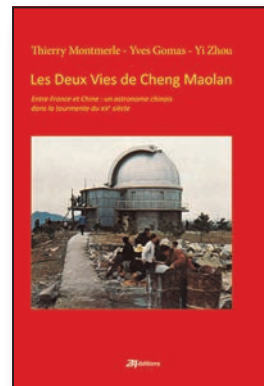
Récit de la désindustrialisation qui connecte plusieurs époques : celle des témoins qui y ont travaillé, celle de l'auteur qui écrit son texte alors qu'un « 4^e plan acier » frappe dur les régions de l'Est et du Nord, celle du lecteur aujourd'hui qui voit bien qu'un pays sans industrie n'a pas d'avenir. Un ouvrage richement édité par Les Belles Lettres, un beau cadeau pour les camarades. ●

Les deux vies de Cheng Maolan

Z4 Éditions, 2025

THIERRY MONTMERLE, YVES GOMAS ET YI ZHOU

PAR **THIERRY DUMONT**



Voilà un livre qui explore des aspects peu connus de l'histoire des liens entre la Chine et la France et de l'histoire des sciences au vingtième siècle : l'histoire d'un astronome chinois, franco-chinois peut-on dire, tant sa carrière est liée au développement de l'astrophysique en France et en Chine.

Le livre suit sa vie, sa carrière. Il est né en 1905 dans

la province du Shandong (la province où se situent les romans du prix Nobel Mo Yan), dans un milieu pauvre d'un pays pauvre, mais où la première révolution en 1911 va faire naître quelques espoirs.

Après un voyage éprouvant, puis des années de travail comme ouvrier, tout en tentant de poursuivre des études, il finit par intégrer l'Institut Franco-Chinois de Lyon, une structure permettant à de jeunes Chinois sélectionnés de poursuivre des études supérieures. L'Institut a été créé à l'initiative de Chinois, d'hommes politiques français humanistes (Édouard Herriot entre autres) et avec le soutien des soyeux lyonnais. Lyon a un long passé de liens avec la Chine : c'est une sorte de borne finale de la route de la soie. Les soyeux lyonnais, après une expédition en Chine à la fin du siècle précédent, avaient œuvré à la création à Lyon de la première chaire d'enseignement du chinois en province. ►►

► Le livre raconte les années d'étude de Cheng Maolan à Lyon, jusqu'à la soutenance d'une thèse et son recrutement au CNRS nouvellement créé, tout cela sous la direction et la protection de Jean Dufay, un homme de progrès, résistant discret (des réunions d'instances de la Résistance se sont probablement tenues chez lui, à l'observatoire de Lyon). Jean Dufay était directeur des observatoires de Lyon et de Haute-Provence : ce dernier avait été créé juste avant la guerre, et son éloignement permettra d'y héberger quelques proscrits, juifs pour la plupart. Cheng fera plusieurs fois le trajet entre les deux observatoires, ce qui n'était pas un petit voyage à cette époque.

La carrière de Cheng Maolan se poursuit au CNRS jusqu'en 1957, atteignant le titre de maître de recherches, ce qui correspond au premier niveau de directeur de recherches actuellement. En 1957, il rentre en Chine, probablement sollicité par Zhou Enlai lui-même, abandonnant une carrière brillante en France, en plein développement de l'astrophysique. Il a passé trente-deux ans en France, ce qui bien sûr n'était pas prévu lors de sa venue !

Commence alors une deuxième vie, abondamment décrite par le livre. Directeur de l'observatoire de Pékin, député, il a pour mission de construire un observatoire moderne, de classe mondiale, comme l'était à l'époque l'observatoire de Haute-Provence, et cet observatoire sera calqué sur l'observatoire français. C'était un programme ambitieux. Évidemment, c'était une tâche difficile, dans un pays encore misérable, à l'industrie balbutiante. Le travail se heurte bientôt aux errements de la politique chinoise : le Grand Bond en avant qui fixe des objectifs irréalisables et bien sûr la Révolution culturelle.

Le travail reprend finalement, mais Cheng Maolan n'en verra pas la fin : il meurt en 1978, avant l'inauguration du télescope auquel il a œuvré. En 2008, il est reconnu héros de la nouvelle Chine, et un musée lui est consacré dans son village natal.

Le livre est abondamment illustré de cent cinquante photographies ; certaines relatives à l'astronomie et à Cheng Maolan, d'autres peu connues montrent la Chine, Pékin ou Shanghai au temps de la jeunesse de Cheng et Lyon au temps de ses études.

Ce livre intéressera aussi bien les scientifiques que les lecteurs curieux des liens entre la Chine et la France, la Chine et Lyon, ainsi que d'un aspect peu connu de l'histoire lyonnaise : l'Institut franco-

chinois de Lyon, aussi appelé en Chine Université franco-chinoise de Lyon. Ajoutons – ce n'est pas le propos du livre – que cet institut recréé sous le nom de Nouvel institut franco-chinois intéresse toujours les Chinois : il a reçu entre autres une longue visite de Xi Jinping (qui a quelques liens avec le neveu de Cheng Maolan, expliqués dans le livre). Le livre fait aussi référence au fonds chinois de la bibliothèque municipale de Lyon, d'une très grande richesse. ●

Brève histoire des socialismes en France

Libertalia, 2025

JULIEN CHUZEVILLE

PAR **MORAND PERRIN**



Julien Chuzeville propose avec cette *Brève histoire des socialismes en France* une approche principalement thématique, qui vient confirmer ou nuancer certaines idées reçues sur les premières décennies du socialisme français.

Peu disert sur les causes sociologiques profondes de la longue division du socialisme français jusqu'à l'unification de 1905, il met en revanche bien en évidence le caractère international de ce courant,

et le rôle de l'exil économique dans la diffusion des idées socialistes (on repense ici à l'exemple de la diffusion du socialisme dans le bassin de Longwy étudiée par Gérard Noiriel). Il met également le doigt sur le caractère peu théorique des premiers partis français, malgré l'apport de Marx à la rédaction du programme du POF (Parti ouvrier français fondé en 1882), les premiers succès électoraux et la problématique du lien entre militants et élus à compter du début du XX^e siècle. Il livre une explication de la sédimentation entre deux options stratégiques réformiste et insurrectionnaliste par le reflux des grèves après 1906, l'insuffisance théorique, et une lente mais réelle progression électorale.

Des développements intéressants sur l'insuffisance des positions parlementaires contre le colonialisme

et pour l'égalité femmes/hommes, nuancées par de multiples exemples locaux de prises de positions avancées, en faveur de l'accès à l'avortement ou des candidatures illégales de femmes socialistes à partir de 1910.

Un suivi également des positions sur la durée qui conduit à des prises de position à front renversé, ainsi de l'antimilitarisme entre 1914 et 1936, ou des divisions auxquelles la gauche a dû faire face, de la Première Guerre mondiale à la guerre d'Algérie (on irait jusqu'au traité de Maastricht si on voulait être taquin). Une annexe bienvenue, enfin, sur les premières prises de position du mouvement socialiste exprimant des doutes ou défendant l'innocence de Dreyfus, dans une période de flottement du mouvement socialiste et où l'importance de la question sociale put aboutir au boulangisme ou au « socialisme national » de Barrès.

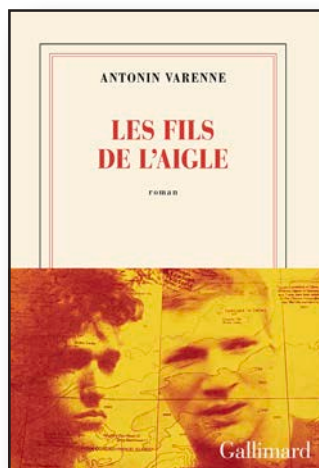
Un ouvrage érudit, accessible, avec une conclusion d'une grande lucidité sur les liens entre le mouvement réel et le niveau de conscience de classe d'une part, et l'ancrage social des partis socialiste et communiste aujourd'hui, éclairante tant sur l'émergence d'un « réformisme sans réformes » que sur celle d'une conscience sociale triangulaire. ●

Les fils de l'aigle

Gallimard, 2026

ANTONIN VARENNE

PAR GÉRARD STREIFF



L'excellent Antonin Varenne s'était imposé dès son premier roman, *Fakirs*, en 2009, livre couvert de prix. Il confirmait en 2012 avec *Le mur, le kabyle et le marin*, ouvrage également multiprimé. Il s'agissait de deux romans noirs. Voici qu'il nous propose, à présent dans la collection blanche, *Les fils de l'aigle* chez Gallimard.

Si le sujet est inspiré d'une histoire vraie,

comme on dit, ce récit retrace un moment tout à fait extraordinaire de la lutte contre la guerre du Viêt Nam. Nous sommes début 1970, sur la côte ouest américaine. Les États-Unis d'Amérique utilisent la marine civile marchande pour transporter leur armement des USA en Thaïlande, transformé en camp de base. Deux jeunes matelots, Alvin Glatkowski et Clyde McKay, hypies sur les bords, rouges de cœur et pacifistes, grands lecteurs de Hemingway également, entendent contrarier la machine de guerre, à leur manière : ils se font embaucher sur un navire, le *Columbia Eagle*, fort d'un équipage de quarante personnes, bourré de bombes incendiaires au napalm, avec l'idée de détourner le bateau. Alvin et Clyde sont chacun armés d'un revolver. En pleine mer, ils provoquent, à deux ! une mutinerie, déclenchent une fausse alerte incendie, prennent la direction du bateau. Qu'en faire ? Que faire des bombes ? Les jeunes gens hésitent. Les donner aux Soviétiques ? aux Chinois ? aux Palestiniens ? Naïfs et déterminés, ils envisagent toutes ces pistes. Finalement, ils arrivent au Cambodge, un pays en pleine guerre civile. Clyde tentera de rejoindre les Khmers rouges, il y perdra la vie. Alvin se rend.

On va suivre sur une journée son procès, qui va constituer toute la trame du livre, à partir du petit public d'un bar populaire, le Tiki Ti bar, et des commentaires nerveux d'un journaliste (de gauche) et d'un flic, réac mais concerné puisque son propre fils se trouve alors en Indochine.

Superbe roman qui nous replonge dans l'Amérique des années 1970 (Charles Manson, les Black Panthers...) et explique peut-être, un peu, les effrayantes contorsions des USA de Trump. ●

Ni fusillade ni résumé, cette rubrique se propose, autour de productions importantes, de donner à lire une discussion de thèses avancées.

« Pour le Peuple-monde »

— PAR FRANCIS COMBES* —

*À la flamme d'hier
Il faut un nouveau bois*
B. Brecht

Les communistes sont ceux qui n'ont pas éteint la flamme. Ceux qui n'ont pas renoncé à l'ancien idéal d'un monde plus juste, plus égalitaire, plus fraternel. Cette idée qui vient de plus loin que nous ira plus loin, car le projet de l'humanité réconciliée avec elle-même et avec la nature définit le projet même de l'humanité.

Pour cela il faudra renverser l'ordre actuel, source de désordre, l'*ubris* de la caste capitaliste qui, pour sauver sa domination, est prête à mettre le feu à la planète et menace aussi bien la nature que l'humanité.

Mais pour alimenter cette flamme révolutionnaire, il faut le bois d'idées nouvelles qui prennent en compte la réalité d'aujourd'hui.

SOCIALISME ET RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE

Ce que nous ont enseigné les révolutions du XX^e siècle, c'est que le processus pour se débarrasser du capitalisme sera long. Nous ne pouvons pas faire l'économie de cette phase de transition où capitalisme et communisme cohabitent et rivalisent : le socialisme. Nombreux sont les débats chez les mar-

xistes du monde entier sur ce « socialisme du XXI^e siècle ». Les communistes français ne devraient pas en être absents. Il ne s'agit pas, à mon avis, de nous contenter de reprendre l'idée ancienne du « socialisme à la française ». Tirant les leçons des succès et des échecs du socialisme au XX^e siècle,

Le peuple se définit
d'abord par le fait
qu'il est le sujet d'un État.
Toute l'affaire
est qu'il devienne
son propre sujet.
Le sujet de son histoire
en accédant
à la citoyenneté.

c'est une perspective mondiale qu'il faut contribuer à définir. Celle d'une révolution démocratique pour transformer l'économie, la société, la culture, la politique et les relations internationales. (Le dossier que *Cause commune* a consacré à ce sujet est à cet égard tout à fait intéressant.) C'est dans cet esprit que nous avons lancé à quelques-uns (la Revue Commune, la Gauche communiste, l'économiste marxiste Samir Amin...) l'idée d'une V^e Internationale que Chavez avait faite sienne... mais qui n'a pas connu de suite faute d'avoir

été prise en compte par les partis, pris dans leurs logiques nationales.

Cette perspective détermine une stratégie, être nous-mêmes, sur des positions de classe et en même temps unitaires pour trois ou quatre, afin de faire avancer ce qu'on

Pour que le mot peuple retrouve son sens progressiste et révolutionnaire, il faut affirmer une idée nouvelle. Cette idée me semble pouvoir être celle du « Peuple-monde ».

pourrait nommer un « Programme du peuple ». (La plateforme issue du mouvement des Gilets jaunes en donnait déjà une idée possible et le programme du NFP aussi). Ceci pose des questions de ligne politique, d'alliance, d'organisation... dont le congrès doit parler... mais oblige aussi à repenser nos « fondamentaux » pour tenir compte du monde d'aujourd'hui.

Une question me semble émerger : celle du peuple.

LA QUESTION DU PEUPLE

Le mot peuple a parfois posé problème aux marxistes, du fait de son caractère interclassiste et mal défini. Pourtant, chaque fois qu'il y a eu révolution ou même avancée progressiste, il s'impose car ces avancées (de la Révolution française au Front populaire, ou de l'Octobre russe à la révolution chinoise) ont toujours été le fait d'une alliance de classe, d'une union populaire autour d'objectifs immédiats. « Il n'y a pas de révolution chimiquement pure », faisait déjà remarquer Henri Malberg.

Le peuple se définit d'abord par le fait qu'il est le sujet d'un État. Les « bons sujets du roi », dans l'Ancien Régime... Toute l'affaire est qu'il devienne son propre sujet. Le sujet de son histoire en accédant à la citoyenneté.

Or nous sommes dans un moment où la définition même du peuple fait l'objet d'un débat de grand enjeu.

La référence au peuple a été largement reprise, voire un temps confisquée par la droite et l'extrême droite. Une partie de la gauche ayant tendance à s'en méfier.

Mais de quel peuple s'agit-il ? Pour le Rassemblement national, qui ne peut plus ouvertement prôner une vision raciste et blanche, il s'agit du « peuple français », réduit aux « nationaux ». Or le peuple de France ne se réduit pas au peuple français. La France compte aujourd'hui 7,7 millions d'immigrés. 6 millions d'étrangers. Les travail-

leurs d'origine étrangère constituent plus du tiers de la classe ouvrière et une grande partie est exclue du suffrage universel. (La bourgeoisie a réussi à recréer ainsi une situation d'exclusion comparable à celle du suffrage censitaire et on ne peut pas dire que la gauche, quand elle était aux affaires, ait fait preuve d'un grand courage sur ce sujet).

Quand la France insoumise parle de la « Nouvelle France », elle entend dire que les immigrés et la jeunesse qui s'y rattachent font partie du peuple et doivent trouver leur place dans la République. Cette idée est apparemment efficace mais elle a le défaut de rejeter les autres dans ce que personne n'oserait nommer « la vieille France ».

D'un point de vue de classe, cette appellation est donc insatisfaisante.

Pour contribuer à recréer une nouvelle conscience de classe, il nous faut de nouvelles notions correspondant aux réalités d'aujourd'hui. 80 % de la population active fait aujourd'hui partie du prolétariat tel que l'entendait Marx : tous ceux qui doivent vendre leur force de travail pour vivre. Même s'ils ne le ressentent pas toujours comme ça, il y a aujourd'hui des « prolétaires des ordinateurs ». Mais ce nouveau prolétariat est divisé, éclaté, atomisé.

Pour surmonter ces divisions, entre Français et immigrés, ouvriers, employés et cadres, hommes et femmes, habitants des métropoles, des banlieues et des villes moyennes, confrontés au sentiment de déclassement sur lequel spéculent le RN, il faut un projet rassembleur.

Cette conscience de classe aurait pour caractéristique de ne pas assigner les individus à une identité close, subordonnée à un déterminisme économique ou sociologique.

Le peuple est contradictoirement un fait et un projet. Pour aider à constituer un nouveau « front de classe » non pas réformiste mais révolutionnaire, il faut une conscience de classe révolutionnaire. ►►

Ni fusillade ni résumé, cette rubrique se propose, autour de productions importantes, de donner à lire une discussion de thèses avancées.

- Gramsci insistait sur la nécessité pour la classe ouvrière de passer du stade de la conscience « économique-corporative » (défensive, trade-unioniste) au stade politique où les exploités peuvent prétendre à exercer une hégémonie et diriger les affaires.

Comme l'écrit le philosophe Yves Vargas : « Le moment révolutionnaire est celui où le peuple est appelé à naître du grand besoin qu'il a de lui-même ».

Pour que le mot peuple retrouve son sens progressiste et révolutionnaire (et ne se transforme pas en peuple de « nains de jardins »), il faut affirmer une idée nouvelle. Cette idée me semble pouvoir être celle du « Peuple-monde ».

LE PEUPLE-MONDE

Qu'est-ce que le peuple-monde ? C'est la reconnaissance du fait que ceux qui vivent ici viennent d'ici et de tous les coins du monde. Le peuple français d'aujourd'hui est multiple, multicolore, multiculturel et même multinational.

Mais ce qui pourrait faire son unité, c'est un projet commun : la conscience que ce peuple tient virtuellement entre ses mains, avec les autres peuples du monde, le destin de la planète. En 1789 ou 1793 étaient patriotes tous ceux qui participaient à la Révolution. Le projet révolutionnaire de l'époque était déjà non seulement national mais universaliste. Aujourd'hui, la dimension internationaliste ne peut pas être un appendice de la politique nationale. Dans un monde aussi interdépen-

Ce qui pourrait faire son unité,
c'est un projet commun :
la conscience que ce peuple tient
virtuellement entre ses mains,
avec les autres peuples
du monde, le destin de la planète.

dant que le nôtre, il doit en être le cœur. Comment sauver la vie sur terre, l'humanité, la civilisation humaine ? C'est aujourd'hui autour d'un nouveau projet de souveraineté populaire – nationale et internationale –, le projet du « Peuple-monde », que pourrait se recréer une conscience de classe rassembleuse et révolutionnaire.

Cette conscience de classe aurait pour caractéristique de ne pas assigner les individus à une identité close, subordonnée à un déterminisme économique ou sociologique. Elle prend en compte la diversité des individus et des combats émancipateurs, qu'ils portent sur le travail, l'écologie, le féminisme, les questions de genre... C'est la reconnaissance de l'unité dans la diversité. Une diversité non pas érigée en différences essentialisées qui divisent mais en richesses car transcendées par un projet commun, un devenir-monde qui, au lieu d'enfermer les individus, les libère.

Hier, un ouvrier communiste pouvait se sentir fier d'appartenir au prolétariat mondial. Affirmer aujourd'hui « Nous sommes le peuple-monde », c'est une fierté, une force, une espérance renouvelées. On me dira qu'il s'agit là d'une idée rêveuse et poétique... Mais il n'y a pas de souffle historique sans cette part poétique. ●

*Francis Combes est poète et éditeur français.

C'est la reconnaissance de l'unité
dans la diversité. Une diversité
non pas érigée en différences
essentialisées qui divisent
mais en richesses
car transcendées par un projet
commun, un devenir-monde
qui au lieu d'enfermer
les individus les libère.

ORGANISEZ DES DÉBATS !



avec les membres de l'équipe de votre revue autour d'un des thèmes des dossiers ou des livres c'est possible !

<https://www.causecommune-larevue.fr/>

Contactez-nous au 01 40 40 13 50



Claude Saligny

ou au 01 40 40 12 30



Monique Renault

Mail :

redaction@causecommune-larevue.fr



Cause  commune
est sur **Facebook**

[Facebook.com/CauseCommunepcf](https://www.facebook.com/CauseCommunepcf)

..... L'ÉQUIPE DE LA REVUE



Guillaume Roubaud-Quashie
Directeur



Dorian Mellot
Rédacteur en chef
(Grand entretien)



Gérard Streiff
Rédacteur en chef
(Controverses/
Sondages)



Sébastien Thomassey
Mise en page



Frédo Coyère
Mise en page
et graphisme



Noëlle Mansoux
Secrétariat
de rédaction



Chantal Guerre
Secrétariat
de rédaction



Hoël Le Moal
(Critiques/Lire)



Vincent Boulet
(Chronique
européenne)



Aurélien Bonnarel
(Droit)



Florian Gulli
(En débat)



Maëva Durand
(Féminisme)



Igor Martinache
(Féminisme)



Baptiste Giron
(Histoire)



Lukas Tsipsios
(Histoire)



Nicolas Tardits
(Grand entretien)



Aurélien Aramini
(Philosophiques)



Jean-Michel Galano
(Philosophiques)



Victor Blanc
(Poésies)



Pierre Crépel
(Réactions)



Élodie Lebeau-Fernández
(Regard)



Flavien Ronteix
(Sciences)



Fanny Chartier
(Statistiques)



Adrien Montroussou
(Statistiques)



Claudine Périllaud
Relecture



Mathieu Menghini



Constantin Lopez
Réseaux sociaux



Julien Rossi
Débats



Saliha Bousseadra



Nicolas Lambert



Jean Quétier



Sabrina Royer

Cause ★ commune
BULLETIN D'ABONNEMENT

RÈGLEMENT PAR CHÈQUE BANCAIRE OU POSTAL (À L'ORDRE DE ASSOCIATION PAUL-LANGEVIN REMPLIR BULLETIN CI-DESSOUS).

Durée 1 an/5 numéros

ABONNEMENT ANNUEL

☐ Je règle par chèque bancaire ou postal (France uniquement) à l'ordre de Association Paul-Langevin

☐ **Standard : 46 €**

❑ Chômeurs/étudiants : 36 €

❑ Souscription : 56 €

SERVICE ABONNEMENT - ASSOCIATION PAUL-LANGEVIN 6, AVENUE MATHURIN-MOREAU - 75167 PARIS CEDEX 19

Tél. : 01 84 18 10 50 • Fax : 01 55 04 94 01 • Mail : abonnement@causecommune-larevue.fr

À envoyer à l'adresse ci-dessus.

Nom & prénom.....

Adresse

Code postal..... Ville.....

Adresse électronique Mobile(*)

(*) informations utilisées uniquement dans le cadre de l'abonnement

Date : Signature :

RÈGLEMENT PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE (REPLIR FORMULAIRE CI-DESSOUS).

ABONNEMENT PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE (4 fois/an)

JOINDRE UN RIB

Standard : 4 X 11,50 €

❑ Chômeurs/étudiants : 4 X 9 €

📖 Souscription : 4 X 14 €

NOM, PRÉNOM ET ADRESSE DU DÉBITEUR

Nom / prénom :

Adresse :

CP : Ville : Pays :

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER[illegible]

IBAN-Numéro d'identification international du compte bancaire

BIC-Code international
d'identification de votre banque

TYPE DE PAIEMENT

récurrent/répétitif



Vous pouvez à tout moment vous désabonner en appelant au 01 84 18 10 50.

CRÉANCIER : ASSOCIATION PAUL-LANGEVIN - ICS : FR23ZZZ530622 - Adresse : 6, avenue Mathurin-Moreau, 75167 Paris cedex 19

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

ASSOCIATION PAUL-LANGEVIN**Référence unique du mandat** (réservé à l'administration)[illegible]

En signant ce formulaire vous autorisez l'ASSOCIATION PAUL LANGEVIN à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de l'ASSOCIATION PAUL LANGEVIN. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

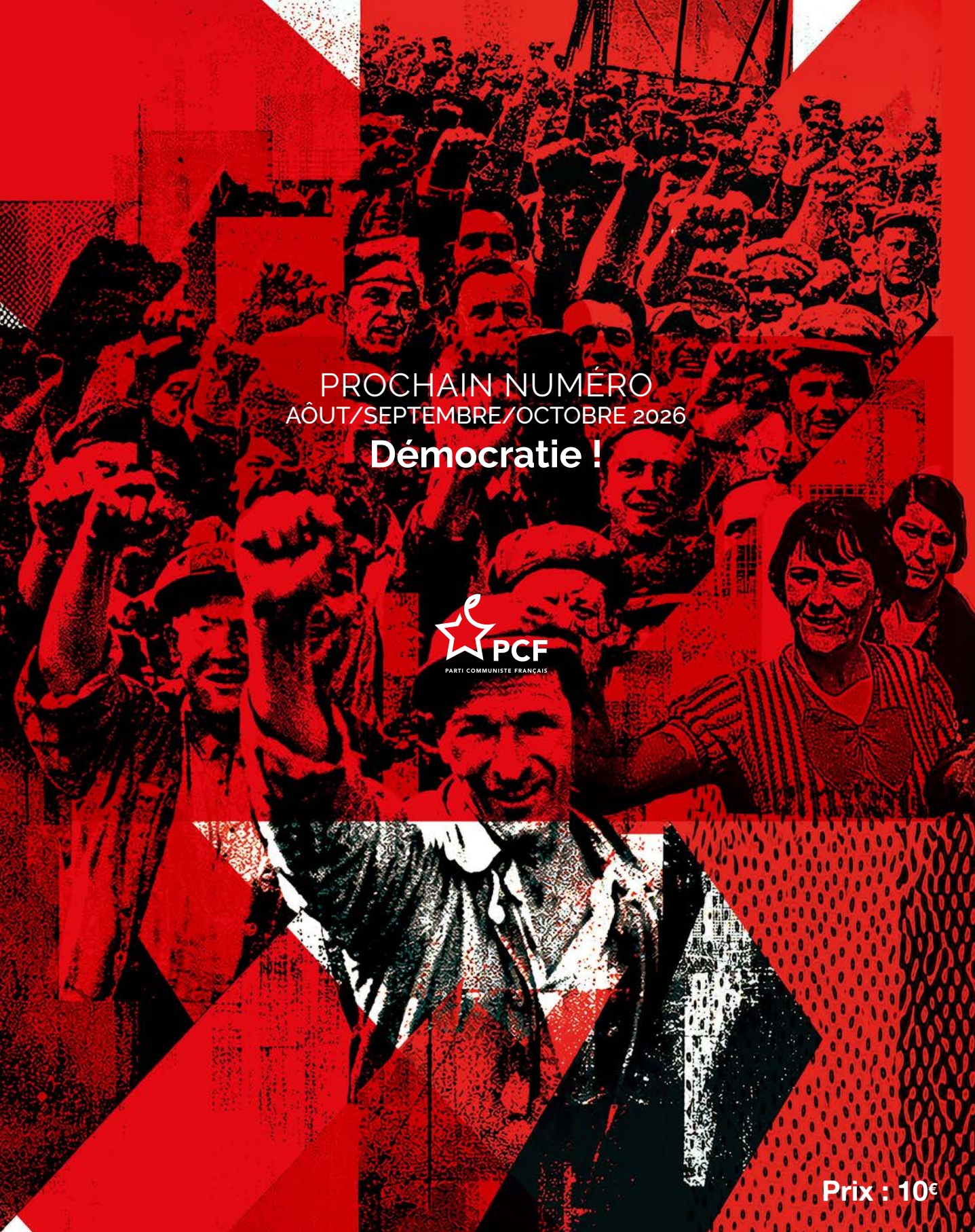
Fait à :

Signature :

Le :

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'oppositions, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

À retourner à : SERVICE ABONNEMENT - ASSOCIATION PAUL-LANGEVIN 6, AVENUE MATHURIN-MOREAU - 75167 PARIS CEDEX 19



PROCHAIN NUMÉRO
AÔUT/SEPTEMBRE/OCTOBRE 2026

Démocratie !



Prix : 10€